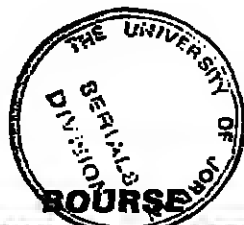


Supplément « Initiatives » Le Monde

15, rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15



QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14512 - 6 F

MERCREDI 25 SEPTEMBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Le Zaïre à la dérive

SCÈNES de pillages et de violences, scènes presque familiales de la vie africaine : avant de gagner la province, elles ont eu pour théâtre, lundi 23 septembre, Kinshasa, la capitale zaïroise, et, pour auteurs, des hommes de troupe, exaspérés par le non-paiement de soldes pourtant si dérisoires que certains, pour boucler leurs fins de mois, n'hésitent pas à jouer leurs uniformes à de petits malfrats...

Pour cause de mauvaise gestion, le Zaïre, qui ne manque pas de richesses naturelles, est, aujourd'hui, un pays en ruine, en pleine dérive économique, où l'inflation atteint un taux de 500% par an. Le Fonds monétaire international, depuis belle lurette, renoncé à négocier, un quelconque accord de remise en ordre financier avec des autorités locales qui ne semblent plus contrôler cet immense territoire, grand comme quatre fois et demie la France. Quant aux États-Unis, ils viennent de suspendre leur aide, en attendant des jours meilleurs.

MAIS peut-on encore parler du Zaïre comme d'un État? Kinshasa, où le président Mobutu n'apparaît plus guère, vit à son heure et les provinces à la leur. Les ordres du pouvoir central s'arrêtent aux portes d'une capitale fort mal reliée au reste du pays: l'armée est trop divisée, trop démoralisée aussi, pour se porter garante d'une certaine unité nationale. Seule, la division spéciale présidentielle (DSP), choyée par le pouvoir, remplit véritablement sa mission, à savoir assurer, contre tous débordements populaires, la sécurité du chef de l'État et des privilégiés du régime.

Comme son homologue camerounais, le président Mobutu a longtemps tenté d'éviter l'irréparable, qui consistait à engager le Zaïre sur la voie du renouveau démocratique. Il n'ignorait pas, à la lumière des précédents africains, combien, tout autocrate qu'il soit, il lui serait difficile de maîtriser ce processus. Il a fini par accepter la réunion d'une conférence nationale tout en comptant sur ses partisans pour jouer les trouble-fête. Les divisions d'une opposition trop avide de prendre la relève lui ont facilité la tâche.

JUSQU'À maintenant, le président Mobutu n'a eu d'autre argument à opposer à ses détracteurs étrangers que de se présenter comme le seul et ultime rempart contre une désintégration du Zaïre sur des bases économico-politiques, qui serait à coup sûr sanglante. Il n'empêche que, depuis le sommet franco-africain de la Baule, en juin 1990, les relations se sont quelque peu crispées entre Paris et Kinshasa.

C'est ainsi que, pour des raisons essentiellement politiques, le Zaïre a été privé de l'honneur d'accueillir le prochain sommet de la francophonie. Comme il l'a récemment fait à l'adresse du président malgache, le gouvernement français, qui vient d'envoyer une unité de paracos à Kinshasa pour protéger les ressortissants étrangers, avait appelé au chef de l'État zaïrois l'urgence « de poursuivre, de façon résolue, le mouvement de réforme ». Mais cet avertissement n'est-il pas trop tardif alors que l'ancien Congo belge plonge dans l'obscurité?

Lire nos informations page 8

M0147 - 0925 0 - 6.00 F



Les obstructions irakiennes aux contrôles de l'ONU

Washington accentue ses pressions sur Bagdad

Pendant plusieurs heures, des militaires irakiens ont empêché, lundi 23 septembre, des experts de l'ONU de quitter un bâtiment à Bagdad où ils avaient saisi des documents confirmant l'existence d'un programme d'armement nucléaire en Irak. Mais une partie de ces dossiers aurait été rendus mardi matin à la mission des Nations unies. Après ce nouvel incident, Washington a accentué ses pressions sur Bagdad.



Lire l'article de SERGE MARTI, page 3

Au Tadjikistan, le PC confronté à l'islam

Dans cette République d'Asie centrale, la vieille garde du parti vient de décréter l'état d'urgence, pour contenir la poussée de l'opposition musulmane

Le Parlement, à grande majorité communiste, du Tadjikistan a décrété, lundi 23 septembre, l'état d'urgence dans cette République musulmane (lire page 4 les articles de Jan Kruza et de Michel Tatu). L'envoyé spécial du « Monde » se trouvait sur place à la veille de la contre-offensive des conservateurs.

DOUCHANBÉ

de notre envoyé spécial

Dans les heures rongeantes de l'aube du dimanche 22 septembre, aux cris de « Allah est grand », une gigantesque statue

de Lénine arrimée par le corps au filin d'une grue fut arrachée de son socle et vola en éclats sur le sol. Présage peut-être de l'avenir d'un pays dont beaucoup pensent qu'il deviendra un État islamique, sur cette place désolée mais dénommée place de la Liberté, une partie de la foule tournée vers La Mecque se prosterna en prière, le visage à terre.

Cette première statue de Lénine abattue en Asie centrale est d'un symbolisme évident d'une page qui se tourne: quelques heures auparavant, ces mêmes musulmans « profaneurs » de l'idole du socialisme

Fronde contre la TGB

L'architecture de la Très Grande Bibliothèque est contestée par une centaine de chercheurs et d'universitaires

Les responsables de la TGB ont bien des soucis. Après sept semaines d'interruption pour cause de squatters, le chantier de Tolbiac vient juste de reprendre quand universitaires et chercheurs rendent publique une lettre ouverte au président de la République où ils contestent l'architecture de la future Bibliothèque de France. Il est urgent, estiment-ils, de reprendre radicalement le projet. Cette lettre expédiée à son destinataire le 20 août par Georges Le Rider, professeur à la Sorbonne, ancien administrateur général de la Bibliothèque nationale, a déjà recueilli une centaine de signatures françaises et étrangères. Outre celles des opposants connus pour s'être déjà manifestés (Marc Fumaroli, professeur au collège de France, Patrice Fignon, professeur à l'univer-

sité Harvard, Herman Liebaers, ancien conservateur en chef à la Bibliothèque royale de Belgique), on trouve, notamment, une belle brochette d'historiens: Maurice Agulhon, François Bluche, Pierre Chapuis, Philippe Contamine, Georges Duby, Jean Delumeau, Jacques Gernet, Pierre Goubert, Stanley Hoffmann, Jean-Pierre Vernant, Paul Veyne, Eugène Weber; des scientifiques: François Lhermitte, Alain Connes, Louis Néel (prix Nobel de physique); des académiciens: Michel Déon, Jean Dutoit, Michel Mohr, Maurice Rheims, Jacqueline de Romilly, Léopold Sédar Senghor. Les membres du Collège de France sont ici nombreux et les grandes universités étrangères bien représentées.

EMMANUEL DE ROUX
Lire la suite page 18

Après les déclarations de M. Giscard d'Estaing

L'opposition se divise sur la stratégie à adopter face au Front national

Les positions adoptées par M. Giscard d'Estaing sur l'immigration jettent le trouble au sein de la droite, qui craint que l'ancien président de la République n'apporte de l'eau au moulin de M. Le Pen. M. Chirac souhaite que le bureau politique de l'UPF se réunisse, afin de montrer que l'opposition parlementaire défend

ses propres thèses en la matière. M. Léotard, qui s'est inscrit en faux contre la démarche de M. Giscard d'Estaing, a affirmé que M. Le Pen le « trouvera sur sa route » à l'élection présidentielle. A l'UDF, dont les parlementaires sont réunis à Nîmes, l'initiative de M. Giscard d'Estaing a été commentée sévèrement.

A droite, toute!

par Jean-Marie Colombani

« Les sondages trancheront »: M. Hervé de Charette, auteur de cette formule qui se veut définitive, ne croit pas si bien dire. C'est cette poursuite électorale, qualifiée par M. François Léotard, dans nos colonnes, de « triviale et déshonorante », qui est en cause, cette course derrière l'opinion dominée, de la part de M. Giscard d'Estaing, par la préparation d'une échéance présidentielle qu'il croit déjà anticipée.

Quand bien même l'actuel titulaire de la charge accepterait-il d'abréger son mandat, rien ne prouve qu'une présidentielle puisse se gagner en suivant la

ligne de plus grande pente du pays. Au contraire.

Mais M. Giscard d'Estaing est un esprit froid, méthodique, calculateur. C'est par la réflexion qu'il a rejoint la démarche, qui avait au contraire paru relever de l'improvisation, de M. Jacques Chirac, lorsque ce dernier avait provoqué un choc de même nature en évoquant l'« odeur » censée incommoder les Français de souche.

Même si le maire de Paris paraît aujourd'hui prendre quelques prudentes distances avec l'ancien chef de l'État, il n'a pas désavoué le mot « invasion », et il avait, lui aussi, choisi de faire de l'immigration un cheval de bataille. Car MM. Chirac et Giscard d'Estaing ont un point commun: ils sont les artisans d'un véritable changement stratégique. Ils rompent avec les analyses classiques qui commandaient les comportements des présidents d'années. Les stratégies présidentielles étaient gouvernées, à droite, par l'idée que, sous la V^e République, le second tour du scrutin présidentiel se jouait au

centre.

Lire la suite et nos informations page 10 ainsi que les points de vue de MM. MICHEL ROCARD et JEAN-JACQUES DUPEYRoux page 2, les réactions page 32 et notre dossier sur la nationalité page 12

Cessez-le-feu respecté en Yougoslavie

Le cessez-le-feu semblait en grande partie respecté, mardi matin 24 septembre, en Croatie, et de nombreuses entreprises fermées en raison des combats avaient repris leurs activités. Toutefois, la mobilisation des réserves se poursuit en Serbie, et des travaux de rénovation des vieux abris antiaériens ont été entrepris à Belgrade. Sur le plan diplomatique, le gouvernement fédéral yougoslave - qui est loin de partager les points de vue de l'armée et des Serbes - aurait l'intention de demander l'aide de l'ONU pour régler le conflit.

Lire les articles de FLORENCE HARTMANN et d'ASFANE BASSIR POUR page 6

Nouveau projet de traité sur l'union politique européenne

Les Pays-Bas ont fait parvenir, mardi 24 septembre, à leurs partenaires un projet de texte qui doit servir de base pour la suite des négociations entre les Douze sur l'union politique. Dans l'entretien accordé à notre correspondant à La Haye, Christian Chertier, le secrétaire d'État néerlandais aux affaires européennes, M. Piet Dankert, explique comment ce projet tente de faire la synthèse entre les positions divergentes des Douze.

Lire nos informations page 6

Le déficit du commerce extérieur

Un déséquilibre de 3,8 milliard en août page 32

Une ouverture de M. Arafat

Un discours conciliant sur le processus de paix page 3

Le retour des OPA

Trois grandes offres publiques d'achat à la Bourse de Londres page 26

SCIENCES ♦ MÉDECINE

■ Du rifting dans la cosmologie ■ La réurrection d'Olympus, la satellite de télécommunications européenne ■ Les surprises de Locomotiv où des mégolithes de six mille ans sont entourées de vestiges à découvrir ■ Un entretien avec l'ancien président de l'INRA. pages 15 à 17

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 32

LA BOUTIQUE

Cartier

L'ART D'ÊTRE UNIQUE

12, AVENUE MONTAIGNE, PARIS. 47.20.06.73

حکذا من الاصل

ÉTRANGER

IRAK : au prix d'un incident avec des militaires

Les experts de l'ONU ont découvert des documents confirmant l'existence d'un programme d'armement nucléaire

Un nouvel incident grave a opposé, lundi 23 septembre, l'Irak à une mission des Nations unies. Des militaires irakiens ont refusé de laisser entrer, pendant douze heures, une équipe de quarante-deux inspecteurs de la Commission spéciale de l'ONU, qui venaient de mettre la main sur d'importants documents attestant l'existence d'un programme secret de fabrication d'armes nucléaires. Ils ont été empêchés de quitter le bâtiment où ils avaient été trouvés ces pièces à conviction, n'étant autorisés à partir qu'à condition de ne pas les emporter avec eux.

A l'issue de longues tractations entre Bagdad et New-York, les inspecteurs ont

finalament pu s'en aller, en laissant sur place les originaux de ces documents qui, d'après M. Ralph Ekeus, le chef de la Commission spéciale de l'ONU, « confirment, de façon formelle, l'existence d'un programme d'enrichissement d'uranium à des fins militaires ».

Le chef de la mission de l'ONU, arrivée dimanche à Bagdad, M. David Kay, a déclaré pour sa part, au cours d'une conférence de presse, que la décision de saisir ces documents était en conformité avec les résolutions de l'ONU. « Ces documents, a-t-il précisé, couvrent un large éventail, allant de la production de matériaux nucléaires par des méthodes dont nous

étions informés à d'autres que nous ignorions ». Un porte-parole du ministère irakien des affaires étrangères a, de son côté, affirmé que « les autorités irakiennes n'ont pas empêché l'équipe d'inspection de saisir des documents », mais qu'elles ont « demandé à la mission de l'ONU de signer un reçu attestant sa réception de ses dossiers, ce qu'elle a refusé ».

La nouvelle premier ministre irakien, M. Mohamed Hamza al Zoubaydi, avait, lundi, affirmé dans une déclaration au quotidien Babel que l'Irak devait « faire preuve de prudence à tout instant ». « Les États-Unis, a-t-il ajouté, inventent des prétextes pour prolonger l'embargo économique injuste à l'encontre de notre peuple ». — (AFP.)

M. Bush veut maintenir les sanctions contre Bagdad « aussi longtemps que M. Saddam Hussein sera au pouvoir »

NEW-YORK

de notre correspondant

Appelant de ses vœux l'instauration d'un « juste gouvernement en Irak », le président Bush a écarté toute idée de « compromis » avec Bagdad à propos de la destruction des armes non conventionnelles irakiennes. Il a estimé que les Nations unies devaient maintenir les sanctions économiques et militaires à l'encontre du régime de M. Saddam Hussein « aussi longtemps que ce dictateur brutal dont l'arrogance et le mépris pour le peuple irakien ont été la source de la destruction des armes non conventionnelles irakiennes ». Cette parole de l'interlocuteur de M. George Bush, prononcée le 23 septembre devant l'assemblée annuelle de l'ONU, a été d'autant plus remarquée que le reste du discours semblait plutôt « libéral » (lire page 3 l'article d'Alain Frachon).

Le tout récent refus de l'Irak d'autoriser, le survol de son territoire par des hélicoptères de l'ONU et l'incident qui venait d'opposer dans la matinée, de l'ONU et l'inspecteur des Nations unies à la destruction des armes non conventionnelles irakiennes ont suscité d'actualité aux propos de M. Bush, en causant un net regain de tension. Selon certaines « sources américaines », les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France se seraient prêts à adresser à Bagdad un ultimatum de quarante-huit heures, délai au-delà duquel l'aviation alliée pourrait pénétrer dans la mission d'inspection des Nations unies. Depuis plusieurs jours, le Conseil de sécurité exigeait un engagement « écrit » et « sans conditions » du gouvernement de Bagdad pour mettre un terme aux entorses de

ce dernier à l'application de la résolution 707, interdisant les hélicoptères des inspecteurs de l'ONU à patrouiller au-dessus de l'Irak pour s'assurer que toutes les armes interdites ont bien été détruites et que d'autres n'ont pas été dissimulées. Pour biter la réponse irakienne, le président Bush n'avait pas hésité à envisager l'hypothèse de l'envoi de chasseurs américains pour escorter les hélicoptères.

A la veille de l'allocution du président Bush à la tribune de l'ONU, le ministre irakien des affaires étrangères, M. Ahmed Hussein Al Khodari, faisait savoir oralement au président du Conseil de sécurité, M. Jean-Bernard Mérimée, ambassadeur de France à l'ONU, que son pays n'avait pas l'intention de lui remettre le document exigé, alimentant les spéculations sur une éventuelle reprise des hostilités pour faire plier Bagdad (le Monde du 24 septembre). Lundi, à l'issue d'une nouvelle entrevue avec le ministre irakien, M. Mérimée indiquait qu'il « n'avait toujours pas de lettre » mais que l'Irak lui avait promis une prochaine réponse écrite, ce qui, à ses yeux, constituait un relatif progrès.

Avions d'escorte

En réalité, Bagdad aurait déjà transmis lundi un texte sur le sujet, mais ce document se référait simplement aux résolutions 687 et 688 du Conseil (relatives à la libération du Koweït) et non pas à la 707 ayant trait à la question des hélicoptères. Un « oubli », qui, espérait-on à l'ONU, devrait être bientôt réparé. Entre-temps, le

Conseil de sécurité avait été informé dans la matinée du grave incident survenu à Bagdad entre des militaires irakiens et une équipe d'inspecteurs de l'ONU qui voulaient de faire une nouvelle découverte sur les projets d'armement nucléaire du gouvernement de M. Saddam Hussein. Ces événements expliquent le ton exécutif adopté par M. Bush à New-York. Selon le New York Times du 24 septembre, des avions de chasse américains seraient prochainement stationnés en Arabie saoudite avec pour mission — si la réponse irakienne n'est pas jugée satisfaisante — soit d'escorter les hélicoptères des inspecteurs de l'ONU, soit de se préparer à combattre au-dessus du territoire irakien.

SERGE MARTI

Chargés d'assurer la protection des Kurdes irakiens

Les effectifs terrestres alliés s'apprentent à quitter la Turquie

ISTANBUL

de notre correspondant

Les effectifs terrestres de la force multinationale qui, depuis avril dernier, est déployée près de la frontière turco-irakienne pour protéger les Kurdes d'Irak, quitteront la Turquie dans les prochains jours, a déclaré, à Ankara, lundi 23 septembre, le porte-parole du ministère des affaires étrangères. « Les conditions dans la région ne nécessitent plus la présence de troupes terrestres pour l'instant », a-t-il déclaré.

La force multinationale maintiendra néanmoins une présence aérienne en Turquie, sur la base d'Incirlik, située à 730 kilomètres de la frontière. « L'élément aérien de la coalition sera renforcé, avec l'ajout de chasseurs-bombardiers F-111 et EF-111 américains, indique le communiqué. Ce renfort prouvera une fois de plus à l'Irak que des actions répressives à

l'égard des citoyens irakiens ne seront pas tolérées ».

Le mandat des forces de la coalition, qui devait expirer le 30 septembre, a été prolongé de trois mois avec l'accord de la Turquie. Pour les Kurdes irakiens, la présence des forces de la coalition en Turquie est un atout important, non seulement pour assurer la sécurité de la population, mais également pour leurs négociations avec le régime de M. Saddam Hussein. Un des dirigeants du Front du Kurdistan, M. Jalal Talabani, s'est arrêté à Ankara la semaine dernière avant de se rendre en Europe pour tenter de convaincre les alliés de laisser une force de dissuasion en Turquie. Selon des sources diplomatiques, les alliés avaient envisagé de retirer toutes leurs troupes, mais, cédant aux pressions politiques, ils ont décidé de maintenir une force aérienne.

NICOLE POPE

Ouvrant la 20^e session du Parlement palestinien

M. Arafat s'est dit prêt à favoriser le « succès » de la conférence de paix

A l'ouverture, à Alger, de la session du Conseil national palestinien (Parlement en exil), le président de l'OLP, M. Yasser Arafat, a déclaré dans un discours conciliant qu'il était disposé à contribuer au « succès » de la conférence de paix proposée par les États-Unis, tout en rejetant ce qu'il a appelé « le chantage » des Israéliens.

ALGER

de notre envoyée spéciale

« Nous renouvelons notre disposition à travailler avec toutes les parties internationales pour faire de la conférence de paix un succès qui réponde aux aspirations des peuples de la région, pour une paix juste et durable, d'autant que le peuple palestinien aspire à l'indépendance, à la liberté et au retour. Nous sommes disposés à coopérer pour surmonter les obstacles qui entourent la convocation de la conférence. Nous espérons que les autres parties feront de même de leur côté. Mais que chacun sache que nous rejetons le chantage israélien et les conditions israéliennes ».

D'entrée de jeu, à l'ouverture, lundi 23 septembre à Alger, de la 20^e session du Conseil national palestinien (CNP, Parlement en exil), baptisée « session de Jérusalem et des martyrs », le président de l'OLP, M. Yasser Arafat, a clairement tracé les lignes de la politique qu'il souhaite suivre et donc voir adopter par le CNP : le rappel des grands principes qui doivent en définitive fonder la paix avec Israël, une disponibilité à trouver des compromis pour l'organisation de cette conférence. Tout au long de ce discours de quarante-cinq minutes, prononcé d'une voix calme et ferme, et qui s'adressait tout autant au peuple palestinien qu'à la communauté internationale, en particulier Washington, M. Arafat a recouru aux résolutions de l'ONU pour fonder les revendications de l'OLP quant à sa participation à la conférence.

« Un inventaire des résolutions de l'ONU », a-t-il dit notamment, souligne que les principes de l'autodétermination, du droit à l'établissement d'un État indépendant, du droit à la souveraineté et des territoires occupés y compris Jérusalem — une question sur laquelle nous ne pouvons pas reculer ni transiger, a-t-il précisé —, du droit au retour et de la condamnation des colonies de peuplement, sont l'essence d'une paix au Moyen-Orient et d'une juste solution de la cause palestinienne ».

Mais ces rappels et l'insistance mise par le chef de l'OLP sur la question de Jérusalem, « capitale de notre État de Palestine », a-t-il affirmé à trois reprises, ne sauraient toutefois, dans l'esprit de M. Arafat, qui n'a abordé à aucun moment — et ce n'est pas un hasard — les obstacles précis sur lesquels bute l'organisation de la conférence, empêcher une certaine souplesse dans la tactique. Tout en affirmant « qu'il [était] ni possible ni acceptable dans cette période d'établissement d'un nouvel ordre

international que les droits du peuple palestinien soient niés ». M. Arafat, qui a appelé MM. Bush et Gorbatchev, c'est-à-dire les deux parrains même inégaux d'une éventuelle conférence de paix, à faire tout ce qu'ils pouvaient pour résoudre le conflit israélo-arabe à la source duquel est la question palestinienne, a aussi implicitement appelé les Palestiniens à tenir compte des changements survenus dans le monde, c'est-à-dire à se montrer ouverts au dialogue.

Pas de politique de la chaise vide

La thèse défendue par le chef de l'OLP peut se résumer ainsi : pas de politique de la chaise vide. Comme l'affirmait un de ses proches, « Nous ne ferons pas le cadeau aux Israéliens, qui souhaitent en réalité le maintien du statu quo, d'être responsables de l'échec de l'initiative américaine ». D'une certaine façon les Palestiniens, ou plus précisément aujourd'hui le courant de M. Arafat, semblent avoir accepté le principe défendu par M. Baker : toutes les questions seront débattues au cours de la conférence.

Nul doute que l'attitude américaine actuelle, à la fois vis-à-vis de la délégation palestinienne des territoires occupés et d'Israël, vise à encourager, au même titre que la nouvelle donne internationale, la direction palestinienne sur cette voie modérée. « L'OLP considère d'un œil de plus en plus positif les prises de position du président George Bush », déclarait ainsi, lundi tard dans la nuit, le porte-parole du CNP, M. Ahmed Abderrahmane, en annonçant une nouvelle rencontre « très prochaine », à New-York ou à Washington, entre M. Fayçal Hussein et M. Hanaou Ashraoui avec le secrétaire d'État américain, M. Baker. Or, fait-on remarquer de source proche de M. Arafat, ces deux personnalités palestiniennes des territoires occupés, interlocuteurs habituels de M. Baker, se réclament de plus en plus officiellement de l'OLP puisque M. Hussein s'est rendu dernièrement à Tunis pour transmettre la première lettre d'assurances américaines directement à la direction palestinienne, et que M. Ashraoui, lors de son dernier entretien à Amman avec le secrétaire d'État américain, a annoncé de l'ambassade de Palestine en Jordanie, qu'elle rencontrerait le chef de la diplomatie américaine à la demande de M. Arafat. Le fait que Washington laisse passer sans brocher cette quasi-reprise officielle du dialogue avec la centrale palestinienne est un « plus » que M. Arafat soulignera sans doute à l'adresse de ses détracteurs.

C'est mardi que ceux-ci devaient se faire entendre et les débats risquent d'être très durs, le « parti » américain du chef de l'OLP étant loin d'être soutenu par tous les Palestiniens, en particulier au sein des organisations combattantes.

FRANÇOISE CHIPAUX

ISRAËL

Trois membres d'un commando palestinien tués à la frontière syrienne

Des soldats israéliens ont tué, dimanche 22 septembre, trois membres d'un commando du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP, de M. Nayef Hawatme), qui tentait de s'infiltrer en Israël à partir de la zone tampon du mont Hermon, contrôlée par l'ONU, entre l'état libanais et la Syrie, a annoncé lundi l'armée israélienne. Le FDLP a confirmé cette information, précisant dans un communiqué que cette opération avait été menée « pour réaffirmer la nécessité que l'OLP doit représenter le peuple palestinien dans toute conférence de paix ».

Par ailleurs, un cheikh druze a été tué et un autre grièvement blessé, dimanche au Liban sud, par un soldat israélien qui « n'a peut-être pas respecté les consignes de tir », selon l'armée israélienne. Cet incident a provoqué une vive émotion au sein de la population druze, qui jouit d'une liberté de circulation dans la « zone de sécurité » du Liban sud, créée par l'état hébreu. — (AFP, AP, Renner.)

Violents incidents au Caire entre musulmans et chrétiens

LE CAIRE

de notre correspondant

Dix-huit personnes ont été blessées, deux églises incendiées et plusieurs magasins saccagés à la suite de violents incidents confessionnels dans le quartier populaire d'Embah, au Caire. Ces troubles ont commencé vendredi 20 septembre, dans la soirée, quand plusieurs centaines d'islamistes armés de couteaux et de chaînes ont attaqué une partie d'Embah, habitée par des égyptiens originaires de Haute-Egypte. Selon les témoins, les islamistes ont lancé plusieurs bouteilles incendiaires contre l'église el Rassouleya, avant de s'en prendre à des boutiques et à un café appartenant à des coptes. De nombreux chrétiens ont été rançonnés de coups ou molestés et certains blessés ont été hospitalisés.

Samedi, les islamistes revenaient à la charge et s'attaquaient cette fois à une autre église, Nabet el Qadassa, qui a été entièrement incendiée. La police, qui, selon les coptes, avait mollement réagi lors de la première attaque, a finalement dépêché des renforts. Plusieurs centaines de policiers des brigades anti-émeutes, appuyés par des blindés, ont investi le quartier et procédé à l'arrestation d'une quarantaine de personnes. Un policier a été blessé et un camion a brûlé au cours de l'opération.

Dimanche, des incidents sporadiques continuèrent à opposer chrétiens et musulmans échaoués insultes et divers projectiles. Dans la soirée, un calme précaire régna dans cette banlieue pauvre et laissée à l'abandon.

Dans une déclaration publiée lundi par la presse officielle, le ministre de l'intérieur, le général Amr Moussa, a tenté de minimiser la portée de ces incidents confessionnels en indiquant qu'il s'agissait d'« une simple bagarre entre un chrétien et un musulman en désaccord sur une affaire d'origine ». Une version que ne partage pas les habitants coptes d'Embah, qui estiment que les islamistes cherchent depuis des mois à les déloger en diffusant une propagande anti-chrétienne. « C'est cette propagande qui est l'origine de la fausse rumeur selon laquelle un chrétien aurait assassiné un musulman, et qui a déclenché l'émeute », nous a déclaré un des habitants du quartier.

Si des agressions anti-coptes ont sporadiquement lieu en Haute-Egypte ou dans le delta du Nil, c'est la première fois que des incidents de cette ampleur éclatent au Caire depuis dix ans. En juin 1981, quelques mois avant l'assassinat du président Sadate, des troubles à caractère confessionnel avaient fait au Caire quatorze morts et une cinquantaine de blessés.

ALEXANDRE BUCCIANI

Albrecht Hirschmüller
JOSEPH BREUER

Traduit de l'allemand par Marielene Weber

Première monographie scientifique consacrée au coauteur des *Etudes sur l'hystérie*, ce livre fait justice des légendes qui ont minimisé son rôle dans les découvertes de Freud. Nous y découvrons un médecin et un humaniste dont le nom serait resté dans l'histoire même s'il n'avait pas été mêlé aux origines de la psychanalyse.

Collection « Histoire de la Psychanalyse » dirigée par Alain de Mijolla
480 pages - 238 F

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

LA SITUATION DANS LES RÉPUBLIQUES

Premier succès de la médiation de M. Boris Eltsine

Accord de cessez-le-feu entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie

Un pas en arrière, un pas en avant, à des milliers de kilomètres de distance. L'ex-URSS, en position de grand écart permanent, s'est livrée lundi 23 septembre à quelques contorsions supplémentaires. Au Tadjikistan, les communistes ont prouvé qu'ils avaient encore les moyens de se faire craindre. Dans le Caucase, M. Boris Eltsine a remporté ce qui semble être un premier succès dans sa tentative de médiation dans le conflit entre Azéris et Arméniens, qui ont, pour leur part, déclaré leur indépendance. Et, en Géorgie, partisans et adversaires du président Gamsakhourdia se livrent à un sur-place de plus en plus tendu, tandis que les armes s'accumulent de part et d'autre.

MOSCOU

de notre correspondant

La manière dont la vieille garde communiste est parvenue, provisoirement du moins, à réimposer sa loi au Tadjikistan aurait de quoi faire rêver les putschistes malheureux de Moscou. L'opération s'est déroulée en plusieurs temps. D'abord, samedi 21 septembre, le PC tadjik réuni

en congrès se transforme en « Parti socialiste » — opération classique destinée à sauver les meubles. Dimanche (voir le reportage de Philippe Pons), des milliers de manifestants n'en réclament pas moins la suspension des activités de l'ex-PC, à l'image de ce qui s'est passé un peu partout en URSS, ainsi que la confiscation de ses biens. Le président intérimaire, Kadreddine Aslonov, finit par leur donner satisfaction tandis que les autorités municipales de Douchanbé acceptent de faire déboulonner la principale statue de Lénine.

« Le nouveau monde barbote »

Le lundi, retour de bâton : le Soviet suprême de la République, réuni en session extraordinaire, décide que le décret pris par M. Aslonov est « inconstitutionnel » et exige la démission du coupable et désigne à sa place une vieille connaissance, M. Rakhmon Nabiev, ex-premier secrétaire du PC limogé au tout début de l'ère Gorbatchev. On se retrouve donc entre soi et les députés — en fait l'établissement politico-économique de la région — assurent leurs arrières en proclamant l'état d'urgence. Au passage, on dénonce les actes de « vandalisme » perpétrés contre les effigies de Lénine, désormais placées sous bonne garde.

Le scénario devrait donner des frissons

à tous les démocrates ou assimilés qui dénoncent sans arrêt les risques de réaction (« Le vieux monde stalinien, malgré son échec, ne veut pas quitter la scène, tandis que le nouveau monde barbote (...) et utilise très souvent les mêmes règles du jeu que l'ancien », déclarait lundi M. Alexandre Iakovlev, lors de la première conférence du Mouvement des réformes démocratiques, constitué au printemps dernier par d'ex-communistes, impatients des lenteurs gorbatchévienne). Mais le Tadjikistan, aux confins de l'Afghanistan et de la Chine, à l'ombre du pic du Socialisme est tout de même un cas assez particulier : et, d'ailleurs, l'histoire n'est pas forcément terminée. Dès lundi soir, des manifestants commencent à ériger des barricades à Douchanbé, exigeant la dissolution du Parlement, tandis que des hélicoptères tournoient dans le ciel et que des OMON (détachements spéciaux de la milice) s'acheminent vers le lieu de la manifestation.

Pendant ce temps, dans le Caucase, Boris Eltsine, non sans mal, parvient à avoir gagné son pari : non pas celui de régler définitivement le sanglant conflit du Haut-Karabakh (toutes les parties conviennent qu'on est encore loin du compte), mais celui de montrer à qui de droit que M. Gorbatchev avait en tort de ne pas essayer, sous prétexte que la tâche paraissait impossible. Sa mission de

conciliation, entreprise en compagnie du président kazakh Nazarbaev, avait pourtant été accueillie avec le plus grand scepticisme. Mardi 24 septembre, un grand titre barrait d'ailleurs la « une » du quotidien moscovite libéral l'« Indépendant » : « Ce n'est pas par hasard que Gorbatchev ne l'avait pas fait » (ce déplacement au Haut-Karabakh), et le journal de précision, en surtitre : « Eltsine et Nazarbaev ont compris pourquoi ils auraient mieux fait de ne pas y aller ».

Acte historique

L'« Indépendant » escomptait apparemment un échec des dernières négociations entre Azéris, Arméniens et la région du Haut-Karabakh, tenues dans la petite ville de Jeleznovodsk, c'est-à-dire, en territoire russe, sous l'égide de MM. Eltsine et Nazarbaev, et qui de fait ne semblaient guère avancer. Pourtant, en fin de soirée, un représentant de la délégation kazakh venait annoncer de bonnes nouvelles : un accord avait été atteint pour un cessez-le-feu immédiat, un désarmement des forces en présence, la suppression des « actes anticonstitutionnels » votés par les Parlements arménien et azerbaïdjanais depuis février 1988 et le début du retour des réfugiés. En fait, et malgré ce riche contenu apparent, l'accord est plus un premier pas qu'un aboutissement, et il est

accueilli avec la plus grande prudence. « Beaucoup de travail reste à faire », indiquait le président du Parlement arménien, M. Ter Petrossian. « Le plus grand résultat des discussions, c'est que nous nous soyons rencontrés », expliquait pour sa part le vice-président du Parlement de Bakou, M. Kaïmazov. Quant aux médias soviétiques, ils ont semblé pris au dépourvu par ce résultat inattendu : plus de douze heures après que l'accord eut été rendu public, il fut annoncé notamment par l'AFP, les agences soviétiques Tass et Interfax n'y avaient toujours pas consacré la moindre information.

Apparaissant brièvement devant la presse, Boris Eltsine avait pourtant qualifié d'« acte historique » le communiqué commun rédigé sous son patronage, tout en convenant que « les discussions n'avaient pas été faciles ». Mais, ajoutait-il, ce document qui porte un caractère de compromis donne déjà la possibilité d'avancer et de mettre fin à la guerre et à l'effusion de sang. Entre-temps, l'opérateur de la télévision azerbaïdjanaise que des Arméniens avaient battu et enlevé pendant le séjour des médiateurs dans la capitale du Haut-Karabakh avait été libéré.

JAN KRAUZE

Sverdlovsk redevient Ekaterinbourg

Sverdlovsk, la principale ville de l'Oural et ville natale de M. Boris Eltsine, va retrouver son nom d'Ekaterinbourg, ont décidé, lundi 23 septembre, les députés de Russie. Fondée en 1721, Ekaterinbourg avait été rebaptisée, en 1924, du nom de Iakov Sverdlov, un des révolutionnaires de 1917 qui avaient ordonné l'exécution du dernier tsar de Russie, Nicolas II, et de sa famille. C'est précisément à Ekaterinbourg que ce massacre eut lieu en 1918.

La Parlement russe a également accédé à la requête du patriarche Alexis II de rendre à Zagorsk, haut lieu de l'orthodoxie russe à proximité de Moscou, son nom médiéval, Serguiev-Possad. En 1930, les bolchéviques avaient changé le nom de cette ville en mémoire de Vladimir Zégoriski, secrétaire du Parti communiste de Moscou, assassiné en 1919. (AFP, Router.)

M. Nabiev, un revenant de la « stagnation »

Il y avait déjà M. Aliev, l'ancien patron brejnevien de l'Azerbaïdjan qui a refait surface récemment dans sa République, à la tête d'une de ses provinces seulement, il est vrai, le Nakhitchevan. Le cycle se reproduit encore mieux au Tadjikistan, puisque M. Rakhmon Nabiev, l'ancien patron du parti nommé par Brejnev, se retrouve dans sa capitale avec les pleins pouvoirs. A ce compte, et si M. Ianaev et ses amis putschistes l'avaient emporté, on aurait pu voir Viktor Grichine, l'ancien rival de M. Gorbatchev au secrétariat général, revenir dans son fief de Moscou...

En fait, M. Nabiev n'est pas le plus « stagnant » dans cette République où la tradition est aux longs règnes de potentats inamovibles. Depuis la guerre, cinq secrétaires généraux seulement se sont succédés à la tête du PC tadjik, dont le stalinien Galourov, qui a régné dix ans (1946-1956) et le khrouchtchev-brejnevien Djabar Rasoulou pendant vingt et un ans, de 1961 jusqu'à sa mort en avril 1982.

C'est à cette date (six mois avant la mort de Brejnev) que M. Nabiev lui avait succédé. Né en 1930, cet

ancien spécialiste agricole formé à l'école des stations de machines et de tracteurs (les MTS, créées par Staline pour mieux contrôler les campagnes) avait été, tout comme son prédécesseur, successivement ministre de l'Agriculture, puis chef du gouvernement tadjik (à partir de 1973). Comme lui aussi, il n'avait pas tardé à être mis en accusation au gré des luttes de clan, tant sur place qu'au « centre », sur fond de corruption et d'échecs économiques.

Mis à la retraite en décembre 1983, à l'aube de la perestroïka, officiellement pour « raisons de santé », il faisait l'objet un an plus tard d'un « blâme » rédigé dans la pure langue de bois de l'époque : « irresponsabilité dans le traitement des questions de répartition des appartements dans les immeubles construits sur le budget du parti... »

Le même sort avait atteint son double successeur Kakhhar Makhamov (lui aussi ancien chef du gouvernement, puis chef du parti local à partir de 1983), limogé pour cause de puits au début de ce mois. Aujourd'hui, c'est le tour du président par intérim Kadreddin Aslonov, destitué cette fois pour

atteinte aux intérêts du parti, alors qu'il en était, comme tout le monde, un responsable éminent : premier secrétaire de district dans les années 70 et 80, responsable de l'Agriculture, secrétaire du PC de la République, etc. Les accusations changent, mais les profils restent...

M. T.

À Moscou, on retire 2 800 soldats de Cuba. — A l'issue d'une visite de quatre jours à La Havane, M. Valeri Nikolaïenko, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, a évalué à 2 800 militaires, auxquels s'ajoutent leurs familles (environ un millier de personnes), les effectifs de la « brigade d'entraînement » soviétique, dont le retrait de Cuba avait été annoncé le 11 septembre dernier par le président Mikhaïl Gorbatchev. Cette visite avait pour but de faire « commencer rapidement les négociations » sur le retrait des troupes soviétiques, dont le nombre total s'élève à 1 000 hommes selon Moscou, et 7 500 hommes selon Washington. La Havane continue de réclamer que la base américaine de Guantanamo (sud-est de l'île) soit parallèlement évacuée. (AFP)

ASIE

CHINE : conduite par MM. Geremek et Michnik

Une délégation polonaise critique sévèrement le régime de Pékin

A l'issue d'une visite d'une semaine en Chine, une délégation de huit membres de la Diète polonaise conduite par M. Bronisław Geremek, président de la commission des affaires étrangères au Parlement de Varsovie, s'est livrée, mardi 24 septembre, dans les locaux de l'ambassade de Pologne à Pékin, à une série de déclarations extrêmement critiques à l'égard du régime communiste chinois. Ils ont toutefois été d'accord avec leurs hôtes pour souligner qu'une nouvelle « structure commune » dans l'ex-Union soviétique, voisine des deux pays, « assure la stabilité de cette région et la non-prolifération des armes nucléaires ».

PÉKIN

de notre correspondant

Adam Michnik, député et directeur de Gazeta, n'en revient pas. « J'ai vu deux mondes : celui des puissants, qui profitent du système, et celui des hommes qui vivent prisonniers de la peur. Mais j'ai aussi vu des Chinois qui sont ouvertement opposés au régime. » Et de sortir de sa poche une reproduction d'un tableau de jeune artiste chinois évoquant par allusion son pays : des moutons parqués au pied d'une porte de style chinois, la seule sortie qu'il leur soit possible d'emprunter passant sous sa voûte ronde, voie ouverte vers le passé. « Pas mal, hein ? Tout le discours me rappelle les années 50. Des dirigeants situés totalement dans le passé... »

« Toutes nos questions sur les prisonniers politiques, raconte encore Adam Michnik en conférence de presse à l'ambassade de Pologne, concernent l'éventualité d'une amnistie à leur endroit ont rencontré des réponses qui ressemblaient fort à celles qui se faisaient dans les pays socialistes d'Europe » dans les années 50. J'ai eu l'impression que les prisonniers politiques n'étaient pas traités dans une attitude de respect de la personne humaine qu'ils sont en droit d'attendre, qu'on les critiquait comme si, dans l'intérêt supérieur du pays, ils devaient être éliminés en tant qu'indivus... »

Le Tibet

et l'Algérie française
Adam Michnik et ses amis, rapporte-t-il, se sont vu reprocher par leurs interlocuteurs, à qui ils exprimaient leurs préoccupations en matière de droits de l'homme, « de répéter la position des Américains qui tentent d'imposer leurs valeurs aux autres. Autrefois, en Pologne, moi-même et mes amis avons été qualifiés d'agents secrets des Etats-Unis. En entendant ça, je me suis senti revenir en arrière dans le temps... »

MM. Geremek et Michnik se sont partagés les rôles. Le premier avait refusé de prononcer un juge-

ment politique sur le régime pékinois. « Je suis un intellectuel et un politicien. Ce n'est pas mon rôle. Adam Michnik, lui, est un intellectuel et un politicien. Mais aussi un homme libre. Il peut s'exprimer... » M. Geremek ne s'est pourtant pas privé, lui non plus, de souligner « la gentillesse et le manque de compréhension » des intellectuels chinois face aux questions concernant les droits de l'homme ou la situation au Tibet.

Evocant ce dernier, il a mis les pieds dans le plat : « Les dirigeants chinois nous ont dit qu'ils libèrent le Tibet, avant ce qu'ils appellent sa « libération », un pays révolutionnaire, une « France » affirmant toujours que l'Algérie était française, qu'elle lui avait apporté la culture et le progrès. Nous savons au jour d'hui que la France avait tort... » Jamais, de mémoire d'observateur, un homme politique étranger invité à Pékin n'avait osé comparer explicitement la présence chinoise au Tibet à l'Algérie coloniale.

Les parlementaires polonais se sont entretenus en particulier avec M. Wan Li, président de l'Assemblée nationale populaire, qui a brusquement interrompu leur entretien lorsque ses hôtes polonais lui ont remis les listes de dissidents communistes dressées par les organismes internationaux, en vue de demander des explications sur leur sort. Par ses explications sur leur sort, l'ensemble des dissidents, la déléguée a émis l'espoir que « l'œuvre de la Chine sur le monde extérieur se traduise par l'ouverture des prisons pour les détenus politiques ».

Seul point d'accord entre anciens dissidents polonais et orthodoxes communistes chinois : feu l'URSS, frontalière des deux pays, M. Geremek et ses collègues, qui ont rencontré M. Wu Xueqian, vice-premier ministre, y voient, comme les Chinois, « une source de déstabilisation » qu'une nouvelle « structure commune » une sorte de confédération qui respecterait les droits nationaux, de souveraineté, dans les différentes Républiques » devrait rassembler « dans l'intérêt de l'évolution du monde ».

Après une visite à Shenzhen, la zone économique semi-capitaliste jouxtant Hongkong, M. Geremek reconnaît : « L'expérience chinoise en matière de réforme économique doit être étudiée par notre pays. » Mais on en revient vite à la politique : « Le problème de fond, c'est celui du rôle du Parti communiste. » M. Jozef Oleksy, du Club parlementaire de la Grande Chine, ancien responsable communiste, s'est permis de faire partager aux Chinois « l'expérience polonaise d'une part, le Parti communiste veut préserver son rôle dirigeant ; d'autre part, il a recours à la violence contre le peuple. A ce moment, il perd naturellement son rôle dirigeant ». M. Geremek et ses collègues se sont vu assurer que le Parti communiste chinois abandonnait progressivement ce rôle dans le domaine économique. « Si c'est vrai, on sait parfaitement ce qui se passera par la suite... »

FRANÇOIS DERON

SAA : L'AFRIQUE DU SUD AU PLUS VITE ET SANS ESCALE.

Le vol le plus rapide et le seul sans escale pour Johannesburg, tous les mardis au départ d'Orly-Sud. Une exclusivité SAA qui s'ajoute au vol direct du dimanche. SAA, un service à la réputation légendaire. La « Carte Prestige » réservée aux passagers réguliers. De nombreux avantages exclusifs

offerts en Afrique du Sud à tous les passagers internationaux de SAA (hébergement, location de voitures...). Des tarifs spéciaux sur tout le réseau intérieur. Des correspondances vers toute l'Afrique Australe. SAA. Elue « meilleure compagnie vers l'Afrique » pour la troisième année consécutive par les lecteurs du prestigieux « Travel Magazine ».

Paris-Orly	Mardi	SA 229	Départ	19h25	Dimanche	SA 263	Départ	19h15
Johannesburg	Mercredi		Arrivée	07h15	Lundi		Arrivée	09h00

SAA SOUTH AFRICAN AIRWAYS

Paris : 12, rue de la Paix, 75002 Tél. : (1) 49 27 05 50
Lyon : 15, rue de la République, 69001 Tél. : 72 00 03 03

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'AVENIR DU SERVICE PUBLIC

Envoyer 60 F (timbres à 2,30 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (60 F d'abonnement, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro)

POLITIQUES & CHRÉTIENS 7



EAMON DE VALERA par ROLAND MARX

IRLANDE
LE FONDATEUR DE LA RÉPUBLIQUE

120 FF 192 pages
BEAUCHESSNE
72, rue des Saints-Pères 75007 PARIS

مكتبة من الأصل

هكذا من الاصل

APRÈS L'EFFONDREMENT DU POUVOIR CENTRAL EN URSS

Au Tadjikistan, le PC confronté à l'islam

Suite de la première page

La veille, dans la fièvre d'une manifestation qui durait depuis le matin, le président de la République par intérim, M. Kadriddine Asonov, avait signé sur le socle même de la statue de Lénine le décret interdisant le PC. Un acte plus théâtral que véritablement significatif : les communistes qui tenaient leur congrès le même jour venaient en effet de décider de former un « parti socialiste » qui hériterait de tous les biens du défunt PC.

Turbans, barbes de prophète et calottes tadjiks noires ornées de motifs blancs plantées sur le crâne : ils étaient cinq à six mille à manifester dès samedi devant le siège du comité central du Parti communiste pour demander l'application de la décision du 25 août du Soviet suprême de l'Union

soviétique suspendant les activités du PCUS. Au Tadjikistan, petite République d'Asie centrale (5,2 millions d'habitants) jouxtant l'Afghanistan, le Parti communiste n'avait, jusqu'à samedi, ni cessé de gouverner ni transféré ses biens à l'État. Aujourd'hui « socialistes », les communistes se préparent à affronter une nouvelle force politique, plus mobilisatrice que les mouvements démocratiques avec qui, pour l'instant, elle a partie liée : l'islam.

Une loi vague clameur et des poings levés avaient accueilli la première intervention d'un mullah : « Le Parti communiste doit être interdit. Au cours des soixante dix années passées, il a saigné le peuple et il a exterminé la moitié de nos frères d'Afghanistan. Aujourd'hui, le peuple s'est réveillé. Plus jamais il ne sera soumis. A mort le communisme ! »

Bien que la manifestation n'ait pas attiré les dizaines de milliers de personnes qu'attendaient les organisateurs (Parti démocratique de Tadjikistan, mouvement Renaissance - Rastorhoz - et parti de la Renaissance islamique), elle a rassemblé les forces agissantes du pays. C'était la première manifestation importante depuis celle du 16 février 1990 au cours de laquelle les tireurs d'élite de l'armée, postés sur le toit du bâtiment du comité central, ouvrirent le feu sur la foule et tuèrent vingt-sept personnes qui demandaient l'indépendance et la démission du président.

A quelque 500 mètres du lieu du massacre, dénommé désormais place des Victimes, dans le bâtiment-bunker pour « l'enseignement politique », les communistes tenaient leurs assises. Malgré les micros retransmettant les débats en direct à l'extérieur, seuls trois ou quatre membres de la vieille garde, la poitrine bardée de médailles, étaient venus.

Les suites du putsch

Le PC du Tadjikistan traverse une crise mais il tient encore les rênes du pouvoir et compte quelque cent mille membres. « La situation reste tendue car les communistes ne sont en rien disposés à lâcher le pouvoir. Ils ont des armes s'il le faut », affirme le président du Parti démocrate, M. Shodman Ioussouf.

Les communistes ont sacrifié leur secrétaire général et président de la République, M. Kakhkar Makhlamov, démis par le Parlement (où 96 % des députés sont communistes), le 8 septembre dernier. Il était pour le moins difficile à maintenir, victime de l'ancien ministre de l'Intérieur Pugo, membre de la junte du 19 août qui était d'ailleurs à Douhaubé au moment du massacre de février 1990. M. Makhlamov était manifestement du côté des potichistes. Le lendemain de son limogeage, le président par intérim, M. Asonov, proclamait l'indépendance du Tadjikistan. La veille du congrès, il quitta le parti.

Bien qu'existe en son sein un courant réformiste, la direction du Parti communiste reste aussi homogène que conservatrice, composée de ce que les opposants nomment la « mafia de Léninebad » (ancienne ville de Kheujand, dans le nord du pays, plus développée au moment de la création de la République en 1924). Les dirigeants communistes sont actuellement politiquement

proches des Ouzbeks et ils entretiennent des liens étroits avec le régime du président Karimov, qui, arçobuté sur l'orthodoxie socialiste, règne sur une sorte d'Albanie de l'Union soviétique.

La langue de bois d'une personnalité qui passe pour populaire comme M. Nabiev, ancien secrétaire de parti et un des artisans de la chute de M. Makhlamov, ne laisse guère augurer d'un quelconque esprit d'ouverture. M. Nabiev est candidat pour l'élection présidentielle prévue pour le 27 octobre. Il aura pour adversaire des personnalités démocrates. Certains voulaient que le grand cadî fût candidat. Mais il a refusé, préférant, semble-t-il, se tenir en réserve.

Qu'il s'agisse du Parti démocratique du Tadjikistan, du mouvement Renaissance et même du nouveau Parti pour la renaissance islamique, tous les opposants affirment qu'ils se battent pour un État de droit laïque.

La renaissance nationale que prône un mouvement comme Renaissance implique néanmoins un réveil de l'islam « comme Bourse des valeurs éthiques », nous dit M. Tohir Abdujabbor, un économiste, lui aussi candidat à la présidence. « L'islam a ici des racines profondes et la reconquête de l'identité culturelle passe par une renaissance de l'islam : la suppression de l'écriture arabe depuis 1927 nous a dépossédés de notre littérature classique », estime, pour sa part, M. Mumin Kanoat, ancien président de l'Union des écrivains tadjiks.

L'ascension du cadî

Le président du Parti pour la renaissance islamique, M. Muhammadsharif, se retranche derrière « la volonté populaire » dès que l'on évoque la question d'un État islamique au Tadjikistan. Une prudence qui s'explique d'abord parce que son parti attend l'autorisation du ministère de l'Intérieur (le Parlement a voté la semaine dernière la levée des interdictions frappant les partis d'origine religieuse), ensuite, pour éviter de diviser les forces anticomunistes. M. Muhammadsharif n'en précise pas moins qu'il tient une « démocratie islamique pour l'expression la plus élevée des démocraties ». Plus politique, le grand cadî Akbar Turadjon-



Zoda nous dit pour sa part : « Nous ne pouvons que souhaiter une République conforme à la loi de l'islam, mais jusqu'à présent les qualificatifs accolés au mot République, tels que socialiste, n'ont apporté que des catastrophes : contentons-nous d'une simple République. Mais une chose est certaine : les communistes doivent laisser la place ».

Agé de quarante ans, élu à la tête des musulmans du Tadjikistan en 1988, le grand cadî qui enseignait la théologie n'est pas un produit de l'islam officiel compromis avec les communistes. Il n'en est que plus populaire. A en croire l'opinion générale, s'il se présentait à la présidence, il serait élu.

Si le cadî se tient en retrait - ou en réserve, - dans les campagnes, les mollahs exercent une influence grandissante. Les musquées surgissent partout (c'est vingt-huit dans ceux qu'il n'y en avait que dix-sept il y a trois ans) avec plus de deux mille huit cents lieux de prière.

Bien que le risque d'une flamme fondamentaliste soit écarté par le grand cadî, des chercheurs de l'Institut des études orientales soulignent le caractère fruste du culte islamique dans les campagnes, conséquence, estiment-ils, des contraintes du régime socialiste. « Il s'agit d'une foi qui a été réprimée et l'ignorance favorise les réactions émotionnelles », pense l'un d'eux. Aux portes de la grande mosquée, à la sortie de la prière

du vendredi, figure, parmi les pamphlets à caractères arabes, « le testament politique du grand dirigeant de la révolution islamique, l'imam Khomeiny ». Ces livres font partie des cinq tonnes d'ouvrages apportés d'Irak - le tadjik est une langue iranienne - à l'occasion d'une grande exposition industrielle qui a beaucoup impressionné ici : « On pensait ce pays fonatique, en réalité, l'Irak est un pays développé », nous dit un jeune intellectuel.

PHILIPPE PONS

278 pages, 120 F.

LA MORT DE LENINE
L'implosion des systèmes communistes

JEAN-FRANÇOIS SOULET

Pourquoi le monde communiste a-t-il basculé ? J.-F. Soulet reconstitue le processus de désagrégation en le replaçant dans son cadre géopolitique le plus large et en procédant à une étude comparée des forces internes et externes. Un ouvrage essentiel pour la compréhension des derniers événements en URSS.

Collection Histoire/Colin.

ARMAND COLIN

LE LIVRE DU JOUR
MARABOUT
GUIDE DE VOS
DÉMARCHES

la langue française vous ouvre les marchés internationaux

PARIS LA ROCHELLE
28 octobre

FORUM FRANCOPHONE DES AFFAIRES

Le 3ème Forum Francophone des Affaires, organisé en préambule au Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays francophones, offre aux entreprises françaises un espace privilégié d'échanges et de partenariats.

Rencontrez les entreprises venues de 30 pays (Amérique, Asie, Afrique, Europe de l'Ouest et de l'Est) pour vous proposer :

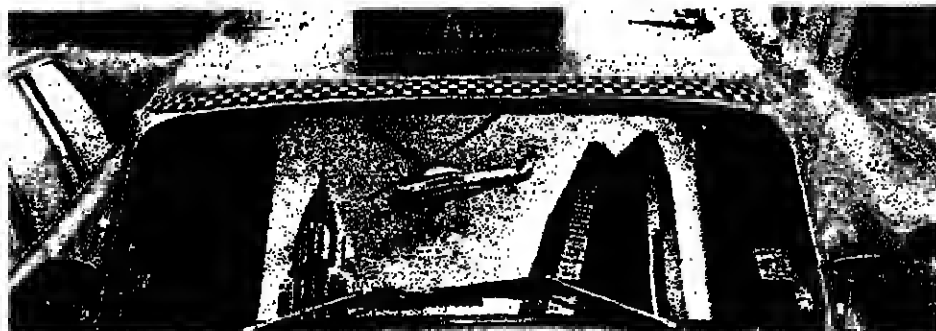
- des opportunités d'investissement,
- des débouchés commerciaux,
- des complémentarités industrielles.

Renseignements
OCETOUR-CONGRES
14, COURS DES DAMES
17 025 LA ROCHELLE CEDEX

TELEPHONE (16) 46 41 58 88
TELECOPIE (16) 46 41 15 90



De Kennedy à Manhattan, prenez de haut les embouteillages.



Arrivez à JFK avec TWA en première classe ou en classe affaires Ambassador et continuez en hélicoptère jusqu'à la 34^e rue gratuitement. Vous soustraire aux embouteillages new-yorkais : c'est la touche finale à notre service. Votre correspondance s'effectue au sein même du terminal TWA, vous ne perdrez donc pas de temps en transferts inutiles. Au lieu d'une heure de taxi, dix minutes seulement vous suffiront pour arriver à Manhattan ! Gratuité, facilité, rapidité : 3 avantages que vous offre TWA. Lors de votre prochain voyage, n'oubliez pas de réserver votre passage en hélicoptère, en correspondance avec votre vol première ou Ambassador TWA. Si vous souhaitez plus d'informations, contactez votre agent de voyage ou téléphonez au (1) 47 20 61 11.

TWA
LE MEILLEUR DE L'AMERIQUE

EUROPE

La situation en Croatie et le projet de résolution aux Nations unies

La Serbie et l'armée continuent à dénoncer les « oustachis » au pouvoir à Zagreb

Le cessez-le-feu conclu, dimanche 22 septembre, entre le président croate, M. Franjo Tudjman, et le ministre fédéral de la défense, le général Kadjevic, semblait en général respecté mardi 24 septembre. En dépit de quelques affrontements sporadiques, l'écœûme était manifeste dans les principaux foyers de crise (Slavonie, Banija et Dalmatie). Les autorités militaires fédérales ont annoncé que le plupart des garnisons restaient encerclées par les forces croates, mais que l'eau, l'électricité et le téléphone étaient en voie d'être rétablis.

BELGRADE

de notre correspondante

Pour que l'accord de cessez-le-feu de dimanche crée une situation nouvelle favorable à l'ouverture de négociations politiques sur l'avenir de la Yougoslavie, les protagonistes de la crise devront surmonter bien des difficultés. Le président croate, M. Franjo Tudjman, son homologue serbe, M. Slobodan Milosevic, et le ministre fédéral de la défense, le général Kadjevic, doivent maintenant ordonner « le retrait de toutes les formations armées - garde nationale croate et armée yougoslave - ainsi que de toutes les forces paramilitaires et irrégulières des zones de

conflit », conformément aux accords passés. Le chemin promet d'être long et périlleux, mais un nouvel échec entraînerait le pays dans une guerre qui serait cette fois totale.

Les antagonismes politiques sont tels qu'ils risquent de continuer à entretenir le conflit, voire même la guerre. Ils étaient à l'origine de la crise, mais les combats n'ont fait que les accentuer, rendant plus radicales encore les positions des uns et des autres. Les leaders politiques croates estimaient dernièrement qu'une alliance même souple entre

les Républiques yougoslaves (dans le cadre d'une Confédération, par exemple) n'est plus possible et que la Croatie devra accéder à son indépendance.

De son côté, l'armée fédérale continue d'accuser les Républiques « sécessionnistes » et montre ainsi qu'elle n'a pas l'intention de renoncer à son « devoir constitutionnel » qui est de sauvegarder l'intégrité du pays. Les attaques directes des militaires contre les dirigeants de la Croatie sont devenues de plus en plus violentes ces derniers jours. Au

cours du week-end, le ministre fédéral de la défense a d'ailleurs reconnu pour la première fois que l'armée yougoslave était du côté des Serbes, selon lui, sous menaces de génocide par « les autorités fascistes » de Croatie.

Le vice-président du gouvernement de Serbie, M. Budimir Kostic, a quant à lui, très clairement exprimé à la télévision de Belgrade que le conflit ne pourrait s'arrêter tant qu'un pouvoir oustachi fasciste, qui déstabilise tout ce qui est civilisé et humain (...), serait en place en Croatie.

FLORENCE HARTMANN

La promenade d'un char...

BELGRADE

de notre correspondante

En dépit de l'accord sur le cessez-le-feu en Croatie, la mobilisation des unités de réserve de l'armée fédérale se poursuivait dans la nuit de lundi à mardi en Serbie, notamment à Belgrade. Dans un communiqué, le Parti socialiste (ex-communiste) au pouvoir a appelé ses sympathisants à faire honneur à leurs obligations patriotiques à l'égard de l'armée fédérale, « seule garante des Serbes en Croatie », et accusé une partie de l'opposition de mener une

campagne de dénigrement contre l'armée, en encourageant les réservistes à ne pas répondre à l'appel de mobilisation. Par ailleurs, la Serbie n'exclut toujours pas la reprise et l'extension des conflits puisque, paradoxalement, des travaux de réfection sont actuellement entrepris dans plusieurs églises orthodoxes de la capitale.

Alors que le bruit court que certaines entreprises pourraient licencier les employés qui n'ont pas répondu à l'ordre de mobilisation partielle, les Belgradois ont assisté, lundi matin, à un incident sans précédent : un

jeune réserviste a subitement pénétré dans la capitale à bord d'un char de l'armée yougoslave et s'est arrêté, sous l'œil étonné des passants, devant le Parlement fédéral. Il s'est finalement rendu à la police militaire. Vladimir Zivkovic, rapidement réhabilité le « Matthias Rust yougoslave », s'est enfui de Sid à la frontière croate au petit matin et avait rejoint Belgrade sans faire l'objet du moindre contrôle policier. Il est vrai que cette route est depuis plusieurs jours constamment empruntée par les convois militaires.

F. H.

Le droit d'ingérence pourrait s'appliquer à la Yougoslavie avec le consentement de Belgrade

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

Le gouvernement yougoslave souhaiterait-il un début d'ingérence internationale dans sa crise actuelle ? Telle était la question qu'on se posait, lundi 23 septembre, à l'ONU, après la rencontre du ministre yougoslave des affaires étrangères, M. Budimir Loncar, avec le chef de la diplomatie française, M. Roland Dumas. Selon des diplomates, M. Loncar aurait en effet expressément demandé l'intervention de l'ONU pour tenter de mettre fin à la guerre qui secoue son pays. Il convient toutefois de rappeler que M. Loncar est Croate et que les vœux formulés au nom du gouvernement de Belgrade ne reflètent absolument plus aujourd'hui ceux de la Serbie et de l'armée fédérale. Lundi matin, les ministres des affaires étrangères français, britannique et belge ont paré un projet de résolution sur la Yougoslavie, qui fait état du « droit d'ingérence de la communauté internationale » mais avec le consentement du gouvernement yougoslave. Les membres occidentaux du Conseil espèrent adopter ce projet, mercredi après-midi 25 septembre, au cours d'une réunion ministérielle du Conseil de sécurité.

Ce nouveau texte diffère quelque peu de celui préparé par le Quai d'Orsay quelques jours auparavant (le Monde du 24 septembre). Il prend en compte les

réserves exprimées par certains pays - notamment par le Royaume-Uni - à l'égard de la formule qui mentionnait explicitement un éventuel envoi d'une « force d'urgence » en Yougoslavie. Le texte retenu - soutenu par tous les membres occidentaux du Conseil ainsi que l'Union soviétique - est plus général. Il explique que le Conseil « soutient pleinement tous arrangements et toutes mesures » destinées notamment à appuyer et soutenir la mission des observateurs européens chargés de superviser le cessez-le-feu.

Les réserves venaient de la Chine, membre permanent du Conseil avec droit de veto, et des sept membres non alignés, qui ne donneront leur approbation à une résolution formelle du Conseil de sécurité que si le gouvernement yougoslave en formule la demande « expresse, par écrit ». Des pays comme l'Inde ou la Chine entendent ainsi limiter le droit d'ingérence de l'ONU dans les affaires intérieures des pays membres. Ils veulent s'en autoriser l'exercice que lorsque le pays directement concerné le demande officiellement, pour empêcher un précédent qui pourrait leur être un jour appliqué.

C'est la première fois depuis la résolution 688 sur le Koweït en Irak (prise à l'initiative de la France en avril 1991) que le Conseil de sécurité entend s'exprimer sur une affaire intérieure d'un pays souverain membre de l'ONU.

AFSANE BASSIR POUR

DIPLOMATIE

Avant le sommet des Douze à Maastricht les 9 et 10 décembre

Les Pays-Bas présentent un projet de traité « vers » l'union politique européenne

LA HAYE

de notre correspondant

Les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze devaient recevoir mardi 24 septembre une lettre dans laquelle le président en exercice de la Communauté, M. Ruud Lubbers, premier ministre néerlandais, les invite à se réunir prochainement en un conseil extraordinaire consacré entre autres à l'union politique, la démarche de M. Lubbers coïncide avec la présentation du projet de traité sur

l'union politique préparé par les Pays-Bas dans la perspective du sommet de Maastricht, les 9 et 10 décembre prochains.

Le texte néerlandais était attendu avec impatience par les Douze. Non seulement parce que l'échéance de Maastricht se rapproche, mais aussi parce que La Haye avait transmis à ses partenaires, le mois dernier, un texte sur l'union politique très critique. « Il ne faut pas croire que la France va accepter n'importe quoi sous le prétexte qu'il faut réunir en décembre », expliquait-il, « nous sommes un diplomate français. La consultation des Etats mem-

bres et de la Commission européenne « a conduit à un certain nombre d'adaptations importantes » du texte, admet aujourd'hui le gouvernement néerlandais dans une note introductive à son projet de traité.

Si les Pays-Bas reprennent bien la formule « union européenne à vocation fédérale » héritée du Luxembourg, leur projet de traité souligne « le caractère évolutif du processus d'intégration européenne ». En d'autres termes, Maastricht ne serait qu'une étape. C'est cette idée que traduit le titre du document : « Projet de traité

vers une union européenne ». Elle inspire également la possibilité d'une révision en 1996 que le texte prévoit dans plusieurs domaines, afin de tenir compte du désir des Etats membres de « prouver le mouvement en marchant », ainsi que du probable élargissement de la Communauté.

On n'en est pas encore là. Pour l'heure, affirme La Haye, « les Etats membres conservent des compétences spécifiques » dans les deux champs nouveaux de la construction communautaire : la politique étrangère et de sécurité commune et l'ac-

tion judiciaire et pénale, domaines dans lesquels des procédures de décision spécifiques sont prévues en dérogation à la procédure commune.

Ce texte est censé constituer un compromis entre les pays « supranationalistes », partisans d'un modèle unitaire dans lequel les Etats membres ne conservent de compétences que de façon dérogatoire, et les pays « intergouvernementalistes », soucieux de ne pas se dessaisir de leurs domaines de souveraineté sans garanties.

Ch. Ch.

« Le système que nous envisageons devra être révisé quand la CEE s'élargira »

nous déclare M. Piet Dankert, secrétaire d'Etat néerlandais aux affaires européennes

« En quoi votre projet de traité est-il différent de celui qui a circulé ces dernières semaines en soulevant un concert de critiques ?

« Le chapitre sur la politique étrangère et de sécurité commune a été détaillé alors qu'il ne l'était pas dans notre première version, incomplète. La remarque vaut également pour la coopération en matière de police et de justice : ce nouveau domaine de la coopération intergouvernementale est désormais élaboré avec, dans certains secteurs, la co-initiative de la Commission, l'information du Parlement ou les mécanismes de transfert.

« Enfin, et c'est important, on établit une distinction dans l'article 2 entre les champs d'activité traditionnels de la Communauté et ce qui constitue une dérogation aux compétences communautaires. On reconnaît d'emblée que les Etats membres conservent des compétences spécifiques tant pour la politique étrangère et de sécurité commune que pour la coopération policière et judiciaire. Je crois que c'est psychologiquement très intéressant.

Une structure unitaire et des dérogations

« Préconisez-vous une union reposant sur trois piliers qui correspondraient à divers degrés d'intégration ou une structure unitaire avec des mécanismes de décision particuliers dans certains domaines ?

« Nous abandonnons l'idée de la structure à piliers et optons pour une structure unitaire, mais nous renforçons simultanément les dérogations. Lors du conseil européen de Luxembourg, fin juin, il était apparu clairement qu'au moins six Etats membres étaient

favorables à une structure unitaire. Tenant compte des problèmes que cette option posait aux autres membres qui possèdent une extension des compétences communautaires, nous avons prévu des dérogations claires.

« Quelles sont ces dérogations ?

« Il y a tout d'abord le domaine de la police et de la justice, qui relève de la coopération intergouvernementale (1), à une exception importante près : la libre circulation des biens et des personnes, prévue par l'Acte unique et réglée par les accords de Schengen. Tout ce qui concerne l'accès au territoire de la Communauté et la circulation dans ce territoire devient une compétence communautaire.

« Reste également du ressort intergouvernemental la politique étrangère et de sécurité, avec, toutefois, un élément de co-initiative avec la Commission européenne - co-initiative et non monopole. Notre projet de traité comporte, dans ce domaine, une double ouverture. Comme dans le texte luxembourgeois, le Conseil européen (NDR), des chefs d'Etat et de gouvernement) définit ce qui relève d'une action commune des Douze, mais nous ne disons plus qu'il doit se prononcer à l'unanimité, c'est optionnel : soit unanimité, soit majorité qualifiée.

« Autre ouverture : la mention selon laquelle la communauté pourrait se manifester « à terme, par la définition d'une politique de défense » figurait jusqu'à présent entre crochets, car le principe n'en était pas acquis ; on a enlevé les crochets. Définir une politique de défense commune n'est plus une option : c'est un engagement. Enfin, nous proposons un ensemble d'amendements à l'article 30 de l'Acte unique sur la coopération politique afin de la renforcer,



de lui donner un caractère plus dense.

« Dans la première version de votre projet de traité, le Parlement européen n'avait aucun droit de codécision, comme prévu dans le texte luxembourgeois. Qu'en est-il aujourd'hui ?

« Après consultation de nos partenaires, nous avons réintroduit la codécision du Parlement dans quatre domaines : environnement, recherche et technologie, développement et cohésion. En revanche, nous avons supprimé la « loi », norme juridique nouvelle imaginée par le Luxembourg mais qui nous semble trop compliquée. Sur la plupart des autres articles du traité, nous prescrivons la procédure de coopération qui s'appliquerait désormais partout où les Douze décident à la majorité qualifiée.

« C'est une extension impor-

tante des pouvoirs du Parlement, bien que nous limitons par ailleurs un peu le champ d'application de la coopération : elle ne joue pas pour l'agriculture et les accords commerciaux. Nous proposons de revoir cet aspect en 1996, grâce à une clause de révision qui nous laissera le temps d'appréhender la plus grande procédure est la plus satisfaisante de la codécision ou de la coopération avec rejet.

« Quelle place le projet néerlandais réserve-t-il à la Commission ?

« Elle ne gagne rien de substantiel par rapport au texte luxembourgeois dont les acquis, tels la nomination par le Parlement des commissaires ou le nombre limité de ces derniers, sont préservés. Mais je crois que la question des pouvoirs de la Commission sera à l'ordre du jour un peu plus tard, pour la très simple raison que le système européen que nous envisageons aujourd'hui devra être révisé lorsque la Communauté commencera à s'élargir.

Un Conseil à 12, peut-être à 15, mais pas à 20

« Votre projet est-il influencé par la perspective de l'élargissement de la Communauté ?

« Non, car il est impossible d'anticiper maintenant une démarche conduisant à un fonctionnement d'une Communauté à vingt. Le problème essentiel, c'est le Conseil, qui est une machine de négociation. Elle peut fonctionner à douze, peut-être à quinze, mais pas à vingt. Il faudrait alors modifier beaucoup plus profondément qu'aujourd'hui les procédures décisionnelles et je ne vois pas que les Etats membres y soient prêts. Il ne faut pas vouloir sauter plus loin que possible.

« N'est-il pas vain de vouloir mettre en place des structures qui pourraient être assez vite obsolètes ?

« Ce que l'on est en train de faire maintenant nous servira de base à l'avenir. Envisager de limiter le nombre des commissaires européens n'est pas sans importance : parler d'augmenter les pouvoirs du Parlement n'est pas sans signification pour la démocratie future ; prévoir la mise en place à terme d'une politique de défense commune, c'est inviter les Suédois ou les Autrichiens à en tenir compte dès maintenant.

« De toute façon, il faut avancer pour ne pas laisser le champ libre

à ceux d'entre nous qui pourraient penser que la réalisation du marché intérieur est suffisante. La Communauté est entrée dans une phase où approfondissement et élargissement sont devenus inséparables. Il est notamment inacceptable que nous acceptions des adhésions sans avoir au préalable réglé nos problèmes internes de cohésion économique et sociale. Nous avons laissé ce chapitre ouvert mais, dans le cours des négociations, nous ferons des propositions, de même qu'en matière de discipline budgétaire.

Propos recueillis par CHRISTIAN CHARTIER

(1) La coopération entre gouvernements souverains n'implique pas de transfert de souveraineté.

Extraits du projet néerlandais

Article 1. - Par le présent traité, qui marque une nouvelle étape dans le processus graduel menant à une union européenne à vocation fédérale, les hautes parties contractantes instituent entre elles une Communauté européenne.

Article 2. - (...) La Communauté et ses Etats membres, chacun selon ses compétences propres, se donnent pour mission, à partir de l'acquis communautaire qui est appelé à se développer, d'affirmer l'identité de la Communauté sur la scène internationale par la mise en œuvre d'une politique étrangère et de sécurité commune inté-

grant à terme la définition d'une politique de défense, de renforcer la protection des droits et des intérêts des ressortissants de ses Etats membres par l'instauration d'une citoyenneté de la Communauté et de développer une coopération étroite dans le domaine des affaires intérieures et judiciaires.

Article 4-A. - Le Conseil européen donne à la Communauté les impulsions nécessaires à son développement et en définit les orientations politiques générales tout en respectant l'équilibre institutionnel défini par le présent traité (...).

هكذا من الأصل

مكتبة من الاصل

• Le Monde • Jeudi 26 septembre 1991 31

• Le Monde • Mercredi 25 septembre 1991 7

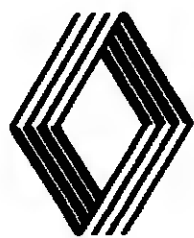
**En Allemagne,
la voiture importée
la plus vendue
n'est ni américaine,
ni italienne,
ni japonaise.**

**Elle est française :
c'est une Renault.**

C'est la Renault 19, suivie de près par une autre Renault, la Clio, toutes les deux loin devant les autres.

Particulièrement exigeante sur la qualité, la presse allemande les a toutes deux couvertes d'éloges et de trophées : Volant d'Or du *Bild am Sonntag*, Auto Trophy de l'*Auto Zeitung*...

Et le public a suivi.



RENAULT

EUROPE

ALLEMAGNE

Montée de la violence à l'Est contre les immigrés

Trente-cinq personnes ont été interpellées dans la nuit du dimanche 22 au lundi 23 septembre, à la suite de violents affrontements provoqués par des extrémistes de droite devant un foyer d'immigrés à Hoyerswerda, en Allemagne orientale. Soucieux de la tournure prise par les événements, le ministère de l'Intérieur de Saxe a décidé d'évacuer les demandeurs d'asile vers des casernes.

BERLIN

de notre correspondant

Avec ses 70 000 habitants, Hoyerswerda est typique de ces villes chamoisées de l'ancienne RDA où les trois quarts des habitants vivent leur ennui dans les lugubres quartiers bétonnés de l'urbanisme « honnête ». La désintégration de la société communiste, les difficultés de la transition dans la nouvelle Allemagne réunifiée y ont libéré comme partout dans l'ancienne RDA une violence, surtout parmi les jeunes, qui ne demande qu'à éclater.

Contrairement à une idée répandue, l'est de l'Allemagne n'est pas fondamentalement plus xénophobe que l'ouest. Du moins si l'on en croit un récent sondage publié à la mi-septembre par l'hebdomadaire *Der Spiegel*, dont il ressortait que 38 % des Allemands de l'Est avaient de la compréhension pour l'attitude des extrémistes de droite face au problème des immigrés.

Mais cette xénophobie s'exprime de manière beaucoup plus ouverte à l'Est. L'extrême droite a vite compris l'intérêt qu'elle pouvait en tirer. L'ex-RDA, et spécialement la Saxe, est devenue, depuis la réunification, le principal terrain de manœuvre de

tous les groupes néo-nazis actifs dans l'ancienne Allemagne de l'ouest. On a vu pousser dans les villes de petits groupes aux crânes rasés jouant aux justiciers. Ils ne sont que quelques milliers sans doute, mais ont bénéficié jusqu'à d'une relative impunité.

A Hoyerswerda, tout a commencé mardi dernier quand quelques dizaines de ces extrémistes ont attaqué un centre d'accueil abritant 150 Vietnamiens et Mozambicains. Chaque soir de la semaine, armés de cocktails Molotov, de billes d'acier et autres projectiles de toutes sortes, ils ont répété leurs assauts contre le centre, aux cris de « *Etrangers, négres dehors !* » et de « *Heil Hitler !* ». Ils ont entraîné peu à peu avec eux quelques centaines d'habitants, qui ont pris fait et cause pour eux.

En effet, notoirement insuffisant, la police a tenté les peines du monde à assurer une protection efficace. Elle se plaint de ne disposer ni des moyens ni d'un réel soutien au niveau des responsables politiques. Le ministre de l'Intérieur chrétien-démocrate du Land de Saxe ne s'est déplacé que dimanche 22 septembre pour tenir avec le maire, accusé d'être resté jusqu'à la tombée du jour, une réunion de crise. Quatorze personnes avaient été blessées la nuit précédente lors des bagarres dans la ville. Vingt-quatre interpellations avaient été opérées. Dimanche, des affrontements ont eu lieu avec des groupes de contre-manifestants venus de Berlin soutenir les immigrés.

La montée de la violence contre les immigrés préoccupe sérieusement les responsables politiques allemands, qui doivent faire face à l'arrivée d'un flot continu de demandeurs d'asile et d'Allemands originaires des pays de l'Est. On estime que le nombre des demandeurs d'asile dépassera les 200 000 cette année. Les centres d'accueil, répartis au prorata, dans les différents Länder, sont bourrés à craquer. Les partis politiques s'affrontent sur la nécessité de réformer la Constitution pour limiter le droit d'asile comme le réclame la droite de manière de plus en plus véhémente. Une rencontre au sommet des leaders des partis de la majorité comme de l'opposition doit avoir lieu vendredi prochain à Bonn sous la présidence du chancelier Kohl.

HENRI DE BRESSON.

■ **ARRESTATION DE M. Markus Wolf.** — L'ancien chef des services secrets est-allemands, M. Markus Wolf, a été arrêté, mardi 24 septembre, par la police allemande à la frontière germano-autrichienne. M. Wolf, interdit de séjour en Autriche et sous le coup d'un mandat d'arrêt en Allemagne, a été immédiatement conduit à Karlsruhe. — (AFP.)

■ **POLOGNE :** inculpation de l'ex-président de la Banque centrale. — M. Grzegorz Wotjowicz, président de la Banque centrale polonaise jusqu'à sa révocation le mois dernier, a été inculpé, lundi 23 septembre, dans le cadre de l'enquête sur le scandale financier lié au holding Art-B, selon une source judiciaire.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Le Parlement slovaque a repoussé le débat sur la souveraineté

Le Conseil national (Parlement) slovaque a repoussé, lundi 23 septembre, à une très courte majorité (61 voix pour, 37 contre et 34 abstentions), un débat sur la déclaration de souveraineté de la Slovaquie qu'entendait soumettre au vote un groupe de députés (le *Monde* du 24 septembre).

La vote proprement dit n'a donc pas eu lieu. De source parlementaire, on prévoit cependant qu'une nouvelle tentative soit faite à la fin de la semaine, lors de la séance consacrée aux questions d'actualité, ou bien en octobre, lorsque le projet sera été examiné en commissions. Les députés nationalistes, qui souhaitent que le Parlement adopte cette déclaration unilatérale, tablent à terme sur les divisions au sein du mouvement chrétien-démocrate du premier ministre slovaque, M. Jan Carnogurski.

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : le discours de M. Bush aux Nations unies sur l'après-guerre froide

Washington s'efforcera de promouvoir une « paix universelle »

Pas facile, même pour le vainqueur, d'imaginer l'après-guerre froide. La transition vers un autre « ordre » international s'est faite en tâtonnant. George Bush en a donné l'illustration lorsqu'il a pris la parole, lundi 23 septembre, devant l'Assemblée générale des Nations unies, dans un discours où il a réaffirmé que les États-Unis n'avaient pas l'intention d'imposer une pax americana mais tentent de promouvoir une pax universalis, construite sur un « partage des responsabilités », sans plus de précisions.

NEW-YORK (Nations unies)

de notre envoyé spécial

Depuis les événements de Moscou, c'était la première fois que le président américain s'adressait aussi solennellement à la communauté internationale. On attendait une redéfinition des objectifs et des priorités de la diplomatie américaine à l'heure de l'effondrement du communisme soviétique. Il n'en a rien été. M. Bush aurait pu intituler son discours : « De la solitude et des doutes de la dernière super-puissance ». Fidèle à sa manière, il s'est avancé à pas comptés, avec une extrême prudence, se cantonnant dans des généralités qui l'engageaient le moins possible.

« Vous vous demandez sans doute

ce que va être le rôle de l'Amérique », alors que s'éteint la « compétition entre superpuissances qui avaient défini la politique internationale durant une moitié de siècle », a interrogé le président. « Laissez-moi vous rassurer, a-t-il répondu. Les États-Unis n'ont pas l'intention de chercher à imposer une pax americana. Pour autant, nous allons rester engagés, nous n'allons pas nous retirer, nous repêcher dans l'isolement. Nous proposons d'offrir amitié et leadership. »

La formule est pour le moins vague et M. Bush n'a aucunement expliqué ce qu'elle pourrait signifier à l'avenir dans le domaine du désarmement nucléaire, dans celui de la définition de nouveaux rapports Nord-Sud. Le président s'est borné à dire que les États-Unis s'efforceront de promouvoir une « pax universalis » construite sur un « partage des responsabilités ». Et pour rester dans les propositions de bon aloi, il a indiqué que l'Amérique voulait voir « une coopération internationale remplacer la compétition entre superpuissances ».

Modestement, sans triomphalisme aucun, M. Bush a évoqué un monde où l'« histoire ne sera plus prisonnière du communisme », un « monde affranchi de la guerre froide ». Il y voit la possibilité d'une libération des énergies, notamment dans le domaine économique : « Même les estimations les plus charitables indiquent que les économies dans le monde libre, ces dernières années, ont été à un rythme au moins deux

fois supérieur à celui du monde extérieur ex-communiste », a affirmé le président américain.

Seulement, l'effondrement du système soviétique a aussi libéré de vieilles « haines », des « rivalités ethniques », des « aspirations nationales », a observé M. Bush : « Les gens qui pendant des années avaient vu leur passé occulté commencent à rechercher leur identité (...), et cela se passe parfois dans le sang ». « En Europe et en Asie, les passions nationalistes, a-t-il poursuivi, ont à nouveau explosé, menaçant les frontières, mettant la communauté internationale à l'épreuve ». Le président américain, sans contester les aspirations des minorités à appelé à un règlement pacifique des conflits frontaliers.

Ne plus assimiler sionisme et racisme

La formule traduit toutes les inquiétudes de l'administration Bush face au démantèlement de l'URSS. Elle reflète les craintes des États-Unis que la situation en Moldavie, en Géorgie, en Azerbaïdjan et en Arménie ou ailleurs ne dégénère en affrontements comme en Yougoslavie.

Si M. Bush a pris soin lundi dans son intervention de parler « des peuples soviétiques » ou des « citoyens soviétiques » et de donner à nouveau un discret coup de chapeau à Mikhaïl Gorbatchev, ce n'est pas par hasard. Sans doute faut-il voir le désir des États-Unis que soit maintenu un minimum de pouvoir cen-

tral dans l'organisation devant succéder à l'URSS. M. Bush s'est félicité de l'arrivée des pays baltes aux Nations unies : à aucun moment cependant il n'a laissé entendre que les États-Unis étaient prêts à reconnaître l'indépendance des autres Républiques émergentes sur les débris de l'empire des soviets.

Hormis l'affaire irakienne (lire page 3 l'article de Serge Maréchal), M. Bush s'est placé à un tel niveau de généralités qu'il n'a même pas parlé de la conférence pour la paix au Proche-Orient que les États-Unis voudraient prochainement convoquer. Il est vrai que le projet qui marginalise le rôle de l'ONU dans ce conflit ne plaît guère au secrétaire général M. Javier Pérez de Cuellar.

M. Bush s'est cependant attaché à mettre un peu de baume sur les relations américano-Israéliennes en demandant à l'Assemblée générale d'annuler sa résolution de 1975 assimilant le sionisme à une forme de racisme. Intervenant en plein conflit entre Washington et l'État hébreu sur la question de l'assistance financière américaine à l'immigration de juifs soviétiques en Israël, le geste de M. Bush a pour objet d'annuler quelque peu le premier ministre israélien Itzhak Shamir. Constamment dénoncé par les dirigeants israéliens, la résolution 3379 du 11 novembre 1975 avait été adoptée par 72 voix contre 35 (et 32 abstentions), à une époque où l'Assemblée était encore dominée par la majorité quasi automatique que formait le bloc « soviéto-tiers-mondistes ».

ALAIN FRACHON

GUATEMALA : opposé à la politique de son pays vis-à-vis de Belize

Le ministre des affaires étrangères a remis sa démission

M. Alvaro Arzu, ministre guatémaltèque des affaires étrangères, a annoncé samedi 21 septembre qu'il démissionnait, en signe de désaccord avec le président Jorge Serrano, qui a multiplié les initiatives en vue d'accroître le règlement pacifique d'un contentieux territorial avec le Belize, hérité de l'époque coloniale. Le président guatémaltèque a successivement reconnu, au cours des dernières semaines, le « droit du peuple de Belize à l'autodétermination » puis l'indépendance de cet Etat, ouvrant la voie à l'établissement, début septembre, de relations diplomatiques entre les deux capitales. M. Serrano a cependant dû renouer à participer, le 21 septembre, aux cérémonies du dixième anniversaire de l'indépendance de l'ancien Honduras britannique, en raison de la levée de boucliers que son projet avait provoquée dans les milieux nationalistes guatémaltèques.

Depuis son détachement de la couronne d'Espagne, au siècle dernier, le Guatemala avait cessé de clamer des droits historiques sur ce petit territoire d'à peine 23 000 kilomètres carrés, coincé entre le Mexique au nord et la mer des Caraïbes à l'est. En 1963, déjà, les relations diplomatiques avaient été rompues avec le Royaume-Uni pour protester contre le statut d'autonomie octroyé à ses 200 000 habitants. Un nouveau degré dans l'escalade avait été franchi en 1981, lors de l'accession officielle de Belize à l'indépendance. L'atmosphère s'est cependant nettement détendue depuis 1986, année du retour des civils au pouvoir au Guatemala. Le gouvernement guatémaltèque n'a toutefois pas entièrement renoncé à ses prétentions territoriales, qu'il souhaite soumettre à un arbitrage international, notamment pour obtenir des facilités d'accès à la mer de Caraïbes.

JEAN-CLAUDE BUHRER

CHILI : l'ancien chef de la

police secrète arrêté dans le cadre de l'affaire Letelier. — Le général Manuel Contreras, ancien chef de la DINA (Direction nationale des renseignements) sous la dictature du général Pinochet, ainsi que son ancien adjoint, M. Pedro Espinoza, ont été arrêtés dimanche 22 septembre, a-t-on appris de sources judiciaires. Ils seront tous deux traduits en justice pour avoir commandité l'attentat à la voiture piégée qui avait coûté la vie, en 1976 à Washington, à Orlando Letelier, qui fut ministre des affaires étrangères dans le gouvernement de Salvador Allende. Aucun haut responsable de la police secrète du général Pinochet n'a jamais eu jusqu'ici à répondre de ses actes devant les tribunaux. — (AFP, UPI.)

■ **PÉROU :** une commission parlementaire confirme les accusations contre l'ancien président Alan García compromis dans le scandale BCCI. — La commission parlementaire de la Chambre des députés du Pérou a déclaré recevables, lundi 23 septembre, deux chefs d'accusation (enrichissement illicite et falsification) contre l'ancien président Alan García (1985-1990), compromis dans le scandale de la BCCI (Bank of Cre-

dit and Commerce International). Les cinq députés de la commission ont abandonné les accusations de concussion et de fraude fiscale. La Chambre devra décider dans les prochains jours d'adopter ou non l'acte d'accusation, avant de transmettre le dossier au Sénat. — (AFP.)

■ **SALVADOR :** les négociations entre la gauche et le gouvernement progressent à grande vitesse. — Les « principaux obstacles » à la conclusion d'un accord de paix entre le gouvernement et le front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) sont « évanescents » et seuls « des détails » restent à régler, a déclaré lundi 23 septembre le président salvadorien Alfredo Cristiani devant l'Assemblée générale des Nations-unies. Les négociations, qui ont repris le 16 septembre à New-York sous l'égide de l'ONU, devraient encore durer quelques jours, au cours desquels sera notamment discutée la question de la composition de la future police nationale. Au Salvador, où le FMLN s'est déclaré une trêve unilatérale pour la durée des pourparlers, l'armée a indiqué que six guérilleros et un soldat avaient été tués au cours du week-end. — (AFP, Reuters, UPI.)

AFRIQUE

ZAIRE : après les pillages provoqués par des militaires

Des parachutistes français et belges sont intervenus à Kinshasa

Les troupes françaises, arrivées mardi 24 septembre à Kinshasa, progressaient en fin de matinée dans les rues, rétablissant l'ordre après la mise à sac de la ville, la veille, par des militaires protestant contre le non-paiement de leur solde.

La France et la Belgique ont envoyé, mardi, des troupes au Zaïre, où des émeutes provoquées par des soldats, ont fait, selon des témoins, au moins dix morts. Paris a dépêché trois compagnies (plus de 350 hommes au total), venant du Tchad et de Centrafrique, afin de protéger les ressortissants français et étrangers, a annoncé le ministère français des affaires étrangères. « Une première compagnie s'est installée tôt ce matin sur l'aéroport de Kinshasa-Ndji. Une deuxième compagnie a pris position dans la matinée à la résidence de France pour faciliter les contacts avec la population française. Enfin, une troisième compagnie est attendue incessamment », précisait le Quai d'Orsay dans la matinée. Par ailleurs, un régiment de paracommandos belges a quitté Bruxelles pour le Zaïre, afin d'assurer la pro-

tection de l'évacuation volontaire des ressortissants belges, mardi, peu après que le premier ministre, M. Martens, eut annoncé l'envoi imminent de 500 militaires.

Les troupes françaises seront chargées dans un premier temps de la protection des ressortissants français — 6 000 sur l'ensemble du territoire zaïrois, 2 500 à Kinshasa — puis d'une éventuelle évacuation, qui n'était pas encore décidée en début d'après-midi, a indiqué l'Elysée. Selon le Quai d'Orsay, « cette intervention correspond à notre souci de ne pas laisser des populations françaises isolées face à des événements qui mettent en danger leur sécurité. Les ressortissants des autres communautés étrangères peuvent bénéficier également de ce dispositif de protection ». Paris n'a pas exclu une intervention à Lubumbashi et à Kolwezi, dans le sud-est du pays, où se trouvent des ressortissants français, et a directement lié les troubles et la dégradation de la situation économique et sociale.

Les scènes de pillage, qui avaient commencé dans la nuit de dimanche à lundi, avaient continué mardi matin. Les missions diplomatiques étrangères ont commencé à regagner leurs ressortissants en prévision

d'une éventuelle évacuation. Selon la radio zaïroise, les troupes régulières avaient repris mardi le contrôle de l'aéroport international de Ndji, qui restait cependant fermé au trafic civil. C'est à l'aéroport que les troubles avaient débuté, des éléments du centre d'entraînement des troupes étrangères ayant dévalisé et détruit des entrepôts, afin de protester contre le retard dans le paiement de leur solde. Des cantonnements de la 31^e brigade, le mouvement d'indisciplines avait ensuite gagné d'autres camps militaires de la capitale. Les violences se sont alors étendues dans le quartier du port fluvial et dans le centre-ville, où des soldats, rapidement ralliés par des civils, avaient attaqué les commerces en faisant usage de leurs armes.

Selon le correspondant de l'AFP, la ville entière de Kinshasa, y compris ses grandes banlieues, a été littéralement mise à sac. Les troubles n'affectent d'ailleurs pas que la capitale. Des consignes de vigilance ont été adressées aux ressortissants occidentaux à Lubumbashi, capitale de la province du Shaba. Selon des témoins locaux et le ministère belge des affaires étrangères, la région de Kolwezi serait en proie à des violences. — (AFP, Reuters.)

CENTRAFRIQUE : pour avoir tenté de renverser le président Kolingba en 1982

Le général Bozize comparait devant la Haute Cour de justice

L'officier appelé à comparaître, mardi 24 septembre, devant la Haute Cour de justice de Bangui n'est pas un délinquant ordinaire. Interpellé au Bénin, en 1989, après un coup d'Etat manqué contre le régime actuel du président André Kolingba, le général Bozize n'a pas quitté, depuis plus de deux ans, sa cellule de la prison de Kasai, dans la banlieue de la capitale.

A en croire la lettre, qu'il a réussi à transmettre à ses proches, début septembre, ses conditions de détention sont particulièrement sévères. Au cachot « vingt-quatre heures sur 24 », il doit « avoir pas le droit de faire la moindre « promenade », avoir « toujours les chaînes aux pieds ». Il indique qu'il est souffrant et très anémié en précisant que l'on empêche un médecin de venir l'ausculter. Il est obligé de dormir par terre, « sans matelas et sans même un drap », assurent ses avocats — dont la dernière visite remonte à avril.

Le général Bozize, dont le passé

politique est aussi lourd et tortueux que l'histoire de la République centrafricaine, a gagné ses galons d'officier à l'époque de l'empereur Bokassa, avant d'être nommé, en novembre 1979, secrétaire d'Etat chargé des forces armées par l'ex-président Daïko. Poursuivant sa carrière gouvernementale, le général, pourtant connu pour ses liens avec le chef de file de l'opposition de l'époque, M. Ange-Félix Patassé, allait être désigné comme ministre de l'Information par le président Kolingba. Mais pour peu de temps.

Directement impliqué dans le coup manqué du 3 mars 1982 — il avait annoncé lui-même le coup d'Etat à la radio nationale —, le général Bozize a pu prendre la fuite. Responsable du Mouvement de libération du peuple centrafricain (MLPC), l'officier contestataire devint, en 1985, « ministre de la justice » au sein d'un éphémère « gouvernement en exil » mis en place par l'opposition. L'aventure s'achèvera le 24 juillet 1989, à Coto-

non, où lui et une dizaine d'autres opposants seront arrêtés puis extradés et emprisonnés en Centrafrique. — Bien que classé parmi les détenus politiques, puisqu'il est inculpé de « complot » et de « menées subversives », le général Bozize ne bénéficie pas, cependant, de l'amnistie accordée, à la fin avril 1991, par le chef de l'Etat. Alors que onze compagnons d'aventure étaient relâchés, lui, est resté en prison, dans l'attente de son procès, qui a déjà été reporté à deux reprises.

C. S.

■ **MAROC :** libération d'un détenu de la guerre de l'Espagne. — Marié à une Américaine, le lieutenant M. Berek Touil, incarcéré depuis 1973, au hague de l'Espagne, a été libéré, lundi 23 septembre, et a rejoint sa famille. « Décidé contre la répression au Maroc. Le roi Hassan II a quitté Rabat, lundi, pour les États-Unis, où il doit être reçu, le 26 septembre, par le président Bush. — (AFP.)

مكتبة الأصل

سكنا من الاصل

POLITIQUE

Le débat sur le projet de budget

Les socialistes espèrent que M^{me} Cresson leur donnera la primeur du plan emploi

A la veille des journées parlementaires du PS, mercredi 25 et jeudi 26 septembre, les responsables socialistes se désolent de ne pas obtenir du gouvernement des réponses aux préoccupations que leur inspire le projet de budget. M^{me} Edith Cresson, qui devait s'adresser aux parlementaires du PS mercredi après-midi, a reçu, lundi, une douzaine de députés socialistes, qui lui ont fait part de leur inquiétude devant le projet de budget et la situation de l'agriculture.

« Les rigidités institutionnelles laissent peu de marge de manœuvre par rapport aux choix gouvernementaux », observe, une fois de plus, M. Henri Emmanuelli, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, dans un entretien publié mardi par Libération. Cette réalité est à ce point intériorisée par les socialistes qu'en matière fiscale, par exemple, comme le constate un expert économique du PS, aucun amendement n'a été préparé, sur lequel une négociation pourrait s'engager avec M. Pierre Bérégovoy et M^{me} Cresson.

Les mesures fiscales « ciblées en faveur des PME » vont, selon M. Emmanuelli, « dans le bon sens », mais il n'en estime pas moins qu'elles risquent de « creuser sérieusement l'écart entre revenus du travail et revenus du capital », ce qui est, quand même, la critique la plus sévère qu'un socialiste puisse formuler sur un tel dispositif.

Le président de la commission des finances observe, enfin, que le

montant des allègements d'impôts consentis depuis 1988 s'élève à 280 milliards de francs, soit exactement, comme par hasard, celui du déficit budgétaire cumulé pour les années 1989, 1990 et 1991. « Il est surréaliste de nous demander encore de réduire les impôts et le déficit », déclarait-il lors de la réunion de son courant, le 22 septembre, à Alfortville.

Comment privatiser ?

Pour autant, les socialistes ne paraissent pas en mesure de sortir de l'état dans lequel ils sont pris entre un gouvernement qui cherche à faire fructifier, face à la droite, le crédit de l'efficacité gestionnaire acquise par la gauche, et une base sociale et politique qui n'y trouve pas son compte. Il leur reste la possibilité de plaider pour une action plus résolue contre le chômage, en sachant d'avance qu'ils seront entendus puisque le premier ministre a annoncé que M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, prépare un plan d'emploi. Celui-ci devrait être connu au début d'octobre, mais les responsables et les élus socialistes apprécieraient d'en avoir la primeur, par exemple lors de leurs journées parlementaires, bien que M^{me} Cresson puisse hésiter à en dévoiler des éléments avant que l'ensemble du dispositif ne soit mis au point.

Des mesures en faveur du premier emploi des jeunes sans qualification (exonérations de charges sociales) et des dégrèvements d'impôts pour les familles créant des emplois dits de proximité (personnel de maison, aides familiales) sont à l'étude. Le débat est ouvert, d'autre part, sur un renforcement sensible des crédits affectés à l'em-

ploi, notamment pour les contrats emploi-solidarité (CES) et les contrats de retour à l'emploi (CRE), qui souffrent d'un financement insuffisant. Enfin, M^{me} Cresson — suivie par M. Bérégovoy — a déjà indiqué que le profit des privatisations partielles permettra de réduire d'autant les dotations en capital aux entreprises publiques et de disposer de ces sommes pour la politique de l'emploi.

Sur ces privatisations, M. Emmanuelli émet une observation qui pourrait donner lieu à un nouveau débat avec le gouvernement. Plutôt que d'ouvrir le capital des entreprises publiques aux actionnaires privés et de les mettre, ainsi, en porte-à-faux entre deux logiques, le président de la commission des finances estime que « le mieux, c'est donc le tout ou rien », c'est-à-dire la privatisation intégrale de certaines entreprises, choisies « convenablement ». Cette fois, il ne resterait vraiment rien de la règle « ni privatisations ni nationalisations » énoncée par le président de la République, en 1988, dans sa Lettre à tous les Français.

PATRICK JARREAU

□ La succession d'Yves Laurent. — Les élus socialistes de Saint-Sébastien-sur-Loire (Loire-Atlantique) ont demandé, lundi 23 septembre, à la veuve d'Yves Laurent d'être candidate à la succession de son mari à la mairie de cette commune. Celui-ci s'est suicidé après que son nom eut été mêlé à une affaire de fausses factures. M^{me} Martine Laurent a accepté cette proposition.

La nouvelle émission de Guillaume Durand sur la Cinq

Les absents ont eu raison...

Audimètres et recettes publicitaires obligent : toutes les précautions avaient été prises pour que le succès du spectacle soit assuré d'avance. Lundi soir 23 septembre, sur la Cinq, pour la première de sa nouvelle émission intitulée « Les absents ont toujours tort », réalisée en direct en prime time, le présentateur vedette, Guillaume Durand, avait d'abord choisi une question dite « choc » sur un thème dit « porteur » : « La gauche est-elle fourue ? » Il s'agit doré pour corriger un fantasme, Michel Boujenah, chargé de jouer les nafs. Il s'était ménagé le concours-surprise de l'animateur du « Bébête show », Jean Roucas. Il avait sollicité, sur la vie politique, le point de vue de deux éminents sportifs, Michel Platini et Yannick Noah. Il avait confié à une ravissante soprano et un groupe des Gipsy Kings le soin d'occuper le créneau musical en intermède à leur guise l'intermède. Il avait conçu un décor inspiré de la chambre britannique des Communes sans oublier, dans la mise en scène, quelques menaces de carton, dressés en toile de fond pour représenter la public.

La dérision était effichée. Il s'est pourtant trouvé une quarantaine d'hommes politiques de

droite et de gauche pour accepter de participer à cette comédie censée, selon l'expression de son concepteur, « éradiquer la politique dans son choix et dans ses combats ». Le combat eut lieu, en effet, autour de Roger Hanin et François Léonard, trônant littéralement au centre de la piste sans qu'on sache vraiment pourquoi, dans le droit fil des empoignades du mercredi après-midi au Palais-Bourbon mais la légèreté parlementaire en moins, sous l'effet d'une dévastation des gros plans qui transforment aisément les joutes oratoires en vulgaires scènes de ménage quand le parti est pris de voir la confrontation politique avec un regard de feuilletoniste.

Des hommes comme MM. Georges Kiejman, Jean Poperen, Jack Ralhe, Julien Dray, Jacques Toubon, Robert-André Vivien, Nicolas Sarkozy, Hugues Dewavrin, qui ne sont pas nés de la dernière pluie, et dont la bonne foi ne saurait être mise en doute, ont fourni, contre leur gré, des arguments aux caricaturistes. Il n'est malheureusement même pas certain qu'ils aient ensuite compris que les absents, pour une fois, avaient eu raison de ne pas tomber dans le piège des connivences qui tuent.

ALAIN ROLLAT

M. Le Pen aux agriculteurs : prenez la Bastille !

L'Opéra de la Bastille est-il l'équivalent socialiste de la forteresse royale du même lieu ? M. Jean-Marie Le Pen, en tout cas, voudrait bien qu'il en soit ainsi. Puisque la journée du monde rural, organisée dimanche 29 septembre à Paris, devrait se terminer par une manifestation de la place de la Nation à celle de la Bastille, M. Jean-Claude Martinez, député européen et responsable des dossiers agricoles au Front national, a, lundi 23 septembre au micro d'Europe 1, conseillé aux agriculteurs « de prendre l'Opéra de la Bastille (...), le symbole même de la gauche caviar ».

Ce conseil a été justifié par

M. Le Pen, lundi, au journal de la Cinq : « L'Opéra-Bastille est la Bastille des temps modernes. C'est une construction somptueuse dans un pays plus qu'à moitié ruiné. Et c'est le symbole de la dictature moderne de l'intelligentsia marxiste sur la France. » Magnanime, le président du FN a précisé qu'il n'y aura « d'assaut que si l'Opéra est défendu par la force ».

M. Pierre Méhaignerie a, lui, simplement annoncé, lundi, au « Club de la presse » d'Europe 1, qu'il se rendrait à cette manifestation, qu'il invitait « ses amis » du CDS à y participer, mais a, par avance, condamné tout éventuel recours à la violence.

EN BREF

□ M. Méhaignerie souhaite une élection présidentielle anticipée en cas de défaite de la gauche. — Invité, lundi 23 septembre, du « Club de la presse » d'Europe 1, M. Pierre Méhaignerie s'est prononcé pour une « élection présidentielle anticipée » en cas d'échecs répétés des socialistes aux élections régionales et cantonales de mars 1992, puis législatives de 1993. « Après trois échecs, a expliqué le président du CDS, il serait souhaitable que François Mitterrand en tire les conclusions et que nous n'ayons la capacité de gouverner sérieusement pendant cinq ans. »

□ Les deux députés de Polynésie élus par Mme Cresson. — Les deux députés (non-inscrits) de Polynésie française, MM. Emile Vernaudon et Alexandre Léontieff, ont fait part, lundi 23 septembre, au premier ministre, M^{me} Edith Cresson, de leur volonté de former « une opposition constructive et offensive » face « à la majorité de circonstance » constituée autour du président (RPR) du gouvernement territorial, Gaston Flosse. « La nouvelle majorité de circonstance (NDLR : constituée à la suite de l'alliance entre M. Flosse et le maire centriste de Papeete, M. Jean Juventin) est d'abord préoccupée par la politique politicienne que par la gestion des vrais dossiers du territoire », a-t-il assuré.

□ Les élus de Mayotte souhaitent une consultation populaire sur le statut de l'île. — Les élus de Mayotte demandent, dans une lettre ouverte à M. François Mitterrand, rendue publique lundi 23 septembre, l'organisation d'une consultation populaire pour permettre aux Mayotais de se prononcer sur le « statut définitif » de cette île de l'océan Indien. Se référant aux propos tenus par le chef de l'Etat lors de sa conférence de presse du 11 septembre sur « le principe fondamental de l'autodétermination », les élus mahorais, parmi lesquels MM. Henry Jean-Baptiste, député UDC, Marcel Henry, sénateur Union centriste, et Younoussa Bamana, président du conseil général, affirment que « les Mahorais souhaitent exercer ce droit qui, au surplus, leur a été reconnu par la loi française ».

(Publicité)
Nouveauté de la
recherche suisse

LA FIEVRE DES MORDUS DE LA CHEVELURE

RÂLE - Entre l'avalanche des demandes et l'épuisement des stocks, il n'y a eu qu'un pas. C'est ce qui s'est passé récemment dans les pharmacies suisses, pour un produit contre la chute des cheveux.

C'est en effet de Suisse qu'est arrivée la bonne nouvelle qui semble rassurer quiconque a des préoccupations légitimes pour ses propres cheveux.

Les laboratoires d'une société de Bâle (Cosmophar Labo), capitale de la chimie, ont mis au point une préparation cosmétique avec une solution de Nicoténil (association de deux molécules et d'un vasodilatateur à usage Topique). Testée par le professeur E. Fink du Therapy and Performance Research Institute d'Erlangen, la préparation a révélé une efficacité particulière sur presque la totalité des sujets qui, pendant 4 mois, se sont soumis au test en appliquant la préparation 4 fois par semaine. Seule gêne rencontrée dans l'application, une légère rougeur d'une durée d'une heure environ sur les zones traitées.

Cette découverte, commercialisée sous le nom de Labo, arrive aussi chez les pharmaciens français, après que leurs collègues suisses se soient défendus à grand peine contre la vague des marchands de la chevelure à la recherche de la nouvelle préparation cosmétique.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Réouvert dans sa splendeur originale.

Nous annonçons le retour du St. Regis Hotel, nouvellement restauré sans aucun doute, l'événement de la saison à New York.

Chart des maintenant pour vous accueillir
numéro vert 05-90-7635

15TH AVENUE ET FIFTYFIFTH STREET, NEW YORK, NEW YORK 10022 • TELEPHONE 212.753.4300 • FAX 212.541.4736

DOSSIER FNAC SELECTION LIBRAIRIE 1991-1992

LES METHODES DE LANGUES

Dans le brouhaha des méthodes de langues la Fnac vous aide à choisir celle qui vous parle le mieux.

Parler parfaitement une langue étrangère, comprendre et se faire comprendre, c'est aujourd'hui une nécessité, mais aussi un plaisir. Seul problème : trouver la bonne méthode parmi toutes celles qui existent sur le marché, et elles sont nombreuses ! Pour vous aider dans ce choix difficile, les libraires spécialistes de la Fnac ont sélectionné parmi près de 100 méthodes les 50 meilleures. Ils les ont testées et analysées selon des critères précis et les ont réunies dans un dossier. Vous pourrez constater que les plus connues ne sont pas forcément les plus performantes... Le dossier Fnac : la bonne méthode pour choisir la meilleure méthode de langues.

fnac

POLITIQUE

La polémique sur l'immigration et l'embarras de l'opposition après les déclarations de M. Giscard d'Estaing

Nous devons refuser « toutes les démarches électoralistes, clientélistes ou populistes »

déclare M. Charles Millon aux journées parlementaires de l'UDF

Après la publication de son article sur les risques « d'invasion » et la nécessité d'une réforme du code de la nationalité, qui serait fondée sur le droit du sang, M. Valéry Giscard d'Estaing devait prendre la parole, mardi 24 septembre à Nîmes, à l'occasion des journées parlementaires du groupe UDF de l'Assemblée nationale. La veille, en son absence, le contenu même de ces propos et leurs conséquences sur le fonctionnement de l'opposition avaient cependant suffi à alimenter très largement les débats des députés UDF.

NÎMES

de notre envoyé spécial

Ce n'est plus le doute qui les étreint, c'est un malaise. Les députés UDF ne semblent plus craindre que l'opposition passe à côté de la victoire lors des prochaines échéances des élections régionales et cantonales de 1992 et des élections législatives de 1993. Mais, au-delà, que faire ? En accueillant dans sa ville ses collègues du groupe UDF, le maire de Nîmes, M. Jean Bousquet, a lancé le premier mot d'avis : « Nous ne pouvons plus nous contenter de regarder la copie des autres. » Peut-être celle-ci n'est-elle plus bien fautive, en effet, aux yeux d'une majorité de Français, mais comment

faire autrement ? Comment convaincre ? « Ce n'est pas parce que les autres sont en état de faiblesse que nous sommes en état de farce », a enchaîné le président du groupe UDF, M. Charles Millon. Plus à l'aise dans le concept que dans les recettes pratiques, celui-ci avance alors trois propositions : afficher clairement l'ambition d'un libéralisme social ; le faire sans concessions, en n'hésitant pas au besoin à remettre en cause certains droits acquis, notamment dans l'éducation nationale ; et démontrer la capacité de gouverner de l'actuelle opposition, en profitant des « politiques expérimentales » menées depuis plusieurs années dans les villes, les départements, les régions.

Le « problème des mots »

Mais encore convient-il, ajoute M. Millon, de refuser, entre-temps, « toutes les démarches électoralistes, clientélistes ou populistes, à la fois perverses et dangereuses (qui) nous déshabitueraient et repousseraient l'élection vers les extrêmes ou l'abstention ». C'est ainsi qu'en matière d'immigration, le président du groupe UDF juge qu'il y a « des mots ou des attitudes qui risquent de provoquer des réactions incontrôlables ». « Si nous sommes contre le racisme, ce n'est pas pour des raisons électorales », ajoute-t-il à toutes fins utiles.

Dans un registre très voisin, M. Gérard Longuet, président du Parti républicain, a également

regretté que « des propos importants (soient) réservés aux magazines », alors que « les militants de l'Union » attendent qu'ils s'appuient sur les réflexions communes des partis de l'opposition, en l'occurrence les états généraux de Villepinte sur l'immigration. Pour le député de la Meuse, c'est le signe que les structures unitaires mises en place, aussi bien au niveau de l'intergroupe de l'opposition à l'Assemblée nationale qu'à celui de l'UDF, sont encore trop lourdes. Il faudrait, selon lui, au minimum créer un secrétariat politique de l'UDF pour assurer « une veille ». Il faut aussi éviter, explique M. Longuet, d'aller « jérémyer sur des terrains incertains » et ne pas se tromper de calendrier. À être, par exemple, il explique que les problèmes internationaux ne feront pas gagner les régionales, de même que « l'opposition n'a aucun intérêt à débattre aujourd'hui publiquement d'une éventuelle nouvelle cohabitation ».

Devant les interrogations manifestes que le récent article de M. Giscard d'Estaing dans le *Figaro Magazine* a fait naître chez une bonne part de ses collègues, le président du conseil général du Languedoc-Roussillon, M. Jacques Blanc, s'est lui-même prudemment déguisé du texte qu'il avait initialement préparé, pour expliquer sans autre précaution : « Si nous ne faisons rien pour les pays du Sud, alors, oui, nous pourrions en arriver à utiliser des mots... »

Mais justement, une grande partie du mal vient du « problème des

mots, qui empestent la vie politique française », a expliqué M. Pascal Clément, vice-président de l'Assemblée nationale. Les derniers propos de l'ancien président de la République, estime le député de la Loire, doivent « provoquer un débat de fond pour préparer une législation européenne qui, seule, permettrait de repousser à la fois les positions extrêmes du Parti socialiste ou de M. Le Pen ». A la décharge, de l'ancien chef de l'Etat, M. Hervé de Charette a ajouté : « Notre manque de crédibilité provient du fait que l'opinion ne voit pas encore avec clarté les révolutions que nous proposons en matière d'immigration, de chômage ou d'éducation. Le pouvoir socialiste se perd. Les Français sont prêts pour l'alternance. Mais l'opposition n'apporte pas encore de véritables réponses à leurs attentes. Or, justement, en matière d'immigration, il n'est que temps de taper du poing sur la table ».

Mais, qu'ils soient ou non favorables à l'initiative de M. Giscard d'Estaing, les députés UDF ont bien compris que la relance du débat sur l'immigration relevait avant tout d'un souci de positionnement au sein de l'opposition. Autant dire que rien n'est réglé sur le terrain de l'Union. Comme l'a exprimé un peu vigoureusement M. Pierre Méaux, député de l'Aube, au nom de la France profonde : « Y'en a marre ! C'est ce qu'on dit à la base. Si vous n'arrivez pas à choisir entre Giscard et Chirac, trouvez-en un troisième, mais mettez-vous d'accord ».

JEAN-LOUIS SAUX

« Tout Villepinte, mais rien que Villepinte »

estime M. Jacques Chirac

M. Jacques Chirac a l'intention de saisir le bureau politique de l'Union pour la France, qui se réunit mercredi 25 septembre à Paris, du problème de l'immigration, en raison des remous provoqués, tant à l'UDF qu'au RPR, par les déclarations de M. Valéry Giscard d'Estaing.

Quelques peu pris au dépourvu et soucieux de ne pas ouvrir avec l'ancien président de la République une nouvelle controverse, après celle causée par son voyage à Moscou, le président du RPR avait prudemment estimé, tout d'abord, que M. Giscard d'Estaing avait fait preuve de « bon sens » en commentant l'état de l'opinion publique illustré par le sondage paru dans le *Figaro Magazine* du samedi 21 septembre.

Malgré cette relative circonspection, M. Chirac a reçu de nombreux appels téléphoniques de parlementaires de son mouvement s'énervant de cette réaction qui pouvait être perçue comme une approbation implicite mais totale des positions nouvelles prises par M. Giscard d'Estaing. Il a donc autorisé deux de ses amis, MM. Pierre Mazeaud, député de Haute-Savoie, et Patrick Devedjian, député des Hauts-de-Seine, à faire savoir que pour lui le problème de l'immigration avait été traité complètement par l'opposition et qu'il continuait d'approuver les solutions élaborées par l'UDF et le RPR lors de leurs états généraux de Villepinte, en mars 1990.

M. Chirac veut aujourd'hui s'en tenir aux conclusions de ces débats : « Tout Villepinte, mais rien que Villepinte ». Or le programme établi par l'UDF à l'occasion de ces assises comportait notamment, au sujet des critères d'accès à la nationalité française, des dispositions reprenant les propositions de la commission Marceau Long relatives au droit du sol. Ces propositions avaient également inspiré le groupe parlementaire RPR, qui les avait déposées sur le bureau de l'Assemblée nationale, sans succès, puis au Sénat où elles avaient été adoptées en première lecture.

De même, au moment de l'abrogation, décidée par M. Pierre Joxe, alors ministre de l'Intérieur, des lois Pasqua-Pandraud sur le contrôle de l'immigration,

M. Mazeaud avait défendu, mais sans succès, deux cent dix-sept amendements qui tendaient à réformer le code de la nationalité, en particulier dans son article 44 où il proposait insérer : « L'enfant né en France de parents étrangers a le droit, entre seize et vingt et un ans, de se prévaloir de la qualité de Français à condition d'en manifester la volonté ».

La candidature de M. Léotard

M. Chirac, il est vrai, ne souhaite pas être entraîné aujourd'hui — mais cette fois à la remorque de M. Valéry Giscard d'Estaing — dans une nouvelle escalade verbale. Il ne tient pas à être mêlé à une polémique plus vive encore que celle qu'évoque provoquée ses propos du printemps dernier à Orléans, qui, après avoir évoqué des concentrations trop fortes d'immigrés dans des HLM, avaient déjà entraîné une controverse — même si cette controverse-là avait été suivie d'une hausse d'opinions favorables à son point de vue.

Les dirigeants du RPR, qui ont été, d'une façon générale, surpris ou heurtés par les déclarations de M. Giscard d'Estaing, ont également vu dans les prises de position inattendues de l'ancien président de la République l'esquisse d'un coup médiatico-politique à des fins électorales et une manifestation supplémentaire de la compétition d'ores et déjà ouverte pour les « primaires » présidentielles de l'opposition.

M. François Léotard, président d'honneur du Parti républicain, qui a souligné, lundi soir 23 septembre, sur TF1, son désaccord total avec M. Giscard d'Estaing, comme il l'avait fait le même jour dans les colonnes du *Monde*, à cette occasion, exprimant vivement sa propre candidature à la prochaine élection présidentielle. Et comme on lui demandait : « M. Giscard d'Estaing se présente-t-il », il a répondu : « Sans aucun doute », sans évoquer « aucun moment les « primaires » auxquelles pourrions, lors du « Grand jury RTL le Monde » du 1^{er} septembre, il avait annoncé expressément qu'il concourrait. Comme on le disait naguère à gauche, « l'union est un combat ». A droite aussi.

ANDRÉ PASSERON

Partagés entre leurs électeurs et leurs dirigeants

Les parlementaires de l'opposition se sentent impuissants face aux « écuries » présidentielles

La création de l'UDF et toutes les bonnes résolutions qui se sont ensuivies n'y ont rien changé : l'opposition est plus que jamais confrontée à de sérieux problèmes de fonctionnement qu'elle ne peut appréhender que les députés UDF réunis depuis lundi à Nîmes. Confrontés entre leurs électeurs, qui ne les comprennent plus, et leurs dirigeants, qui ne les écoutent plus, les parlementaires se demandent à quoi ils servent. Ils ont en face d'eux des « écuries » présidentielles, celles de MM. Chirac, Balladur, Juppé, Pasqua, d'un côté, Giscard d'Estaing, Berre, Léotard, Baudis, peut-être demain, de l'autre. Chacune a son immeuble, son staff, ses spécialistes, ses moyens ; chacune se rode discrètement en province et vend sans retenue ses petites phrases aux médias.

Dans un tel contexte de concurrence débridée, les repères habituels s'autent. Les partis ne semblent plus être que de simples machines à investitures et l'UDF une espèce de leurre à côté de ces appareils personnalisés beaucoup plus performants, plus souples et souvent beaucoup plus riches.

M. Giscard d'Estaing est aujourd'hui dans le collimateur. Comme on le lit hier M. Chirac et M. Léotard ou peut-être le sera demain M. Balladur. En août dernier, au moment du putsch de Moscou, l'ancien président de la République s'était déjà distingué en partant bille en tête contre M. Mitterrand, sans en avoir référé à quiconque dans l'opposition. Avec les précautions d'usage, M. Longuet a mis hier les pieds dans le plat, en regrettant que le président de l'UDF n'ait pas eu davantage le souci des procédures et soit de ceux qui « préfèrent réserver leurs propos importants et éminents plutôt qu'aux militants ocifs qui sont, eux, trop privés d'information ».

Les méthodes de M. Giscard d'Estaing constituent, en effet, une parfaite illustration des difficultés pratiques de l'opposition. Le RPR et l'UDF avaient défini à Villepinte en mars 1990 un corps de doctrine commun sur l'immigration pour leur organisations. M. Giscard

d'Estaing vient de le compléter à sa guise, sans prendre langue avec aucun des responsables du RPR ou de l'UDF. Commandé en juillet, retardé par les événements à Moscou, l'article incriminé a été écrit de A à Z par son secrétaire et remis à la rédaction du magazine mardi dernier. Car si, comme tous les principaux ténors politiques, M. Giscard d'Estaing dispose d'un réseau normal de relations et d'experts, si, comme tous, il peut consulter les études de la COFREGA, si son statut d'ancien président lui procure des sources particulières, tous ceux qui l'ont approché attestent que l'ancien président travaille surtout seul et qu'il est, selon la formule de l'un d'entre eux, « à lui tout seul une boîte à idées ».

Les ratés de la machine giscardienne

Depuis 1986, sa structure de réflexion du CAF (Conseil pour l'avenir de la France), crée au lendemain de mai 1981, vivote et les clubs Perspectives et réalités ne sont plus directement sollicités. M. Giscard d'Estaing est véritablement saisi du problème de l'immigration quelques mois avant Villepinte. « C'est un problème qu'on ne traite pas, les Français sont furieux », confiait-il alors à ses proches. Dans son entourage, on ne manque pas d'insister sur le sérieux et la profondeur de ce travail personnel qui, à l'en croire, est devenu une véritable discipline depuis que l'ancien président s'est consacré à la rédaction de ses deux livres de souvenirs. D'autres, toutefois, trouvent que semblable exercice solitaire ressemble à « du bricolage ». Privé d'hommes comme M. Jacques Calvet, M. Jean François-Poncet ou Michel d'Ornano, la machine giscardienne commence à avoir des ratés.

Le problème est évidemment que les dérapages des uns et des autres réajustent sur toute l'opposition. M. Giscard d'Estaing s'est-il exprimé dans le *Figaro Magazine* en son nom propre ou en tant que président de l'UDF ? Là demeure toute l'ambiguïté. M. Longuet vient de demander que les rôles soient clairement définis. Si on l'a bien compris, M. Giscard d'Estaing devrait maintenant choisir, comme M. Léotard l'an dernier, entre sa fonction de président de l'UDF et son statut de présidentiable. M. Millon pense également que ces deux emplois sont devenus incompatibles, et peut-être, dans l'avenir,

M. Chirac se trouvera-t-il de la même façon interpellé par ses compagnons du RPR. « Si l'opposition ne formait qu'un seul parti, elle pourrait avoir à sa tête un présidentiable », explique M. Millon. Dans la situation présente, cette confusion nous complique la vie ».

M. Giscard d'Estaing serait bien avisé de ne pas faire la courbe oreille à ce genre de requête. M. Longuet a encore souhaité la mise en place d'un secrétariat politique permanent de l'UDF, qui aurait pour tâche de faire redescendre vers le bas les grands débats

des états généraux de l'opposition et, surtout, de tenter de coordonner les déclarations des uns et des autres. Vaste programme. La bonne coordination de l'opposition reste, en effet, à imaginer. Entre le RPR et l'UDF, ce ne fut jamais aisé ; entre les « écuries », cela devient une gageure. Qui consentira à se sacrifier sur l'autel médiatique ? Il faudrait que les parlementaires reprennent le pouvoir, mais ce serait naïveté de penser que c'est pour demain...

DANIEL CARTON

A droite, toute !

Suite de la première page

Tout le monde l'avait admis, tirant en cela les leçons de la célèbre formule de M. Giscard d'Estaing : « Si l'opposition n'est qu'un seul parti, elle pourrait avoir à sa tête un présidentiable », ce qui lui avait valu d'être élu en 1974.

Les dirigeants de la droite modérée étaient confortés par les analyses, qui situaient au centre l'électorat flottant, celui qui, réputé pragmatique, se détermine au vu des programmes et fait pencher la balance au tour décisif.

Aujourd'hui, si M. Giscard d'Estaing devait prononcer un nouveau discours de Charenton, nul doute qu'il pourrait l'intituler : « La France aspire à être gouvernée à droite ». Car MM. Giscard d'Estaing et Chirac agissent comme s'ils considéraient que la clé du succès résidait désormais dans le rassemblement des droites. L'un et l'autre attribuent leurs défaites de 1981 et 1988 à un déficit de voix de droite.

Cette conviction s'appuie sur des données convergentes, au premier rang desquelles prend place le glissement à droite de l'ensemble du corps électoral. Bilan paradoxal, certes, mais bien réel.

La déconction Mitterrand a vu se produire, en effet, trois glissements successifs, qui expliquent en bonne part les difficultés actuelles du pouvoir, trois affaiblissements : du PCF au profit du PS, c'est-à-dire de l'extrême gauche vers la gauche

modérée ; de celle-ci au profit de la droite modérée ; et des libéraux vers la droite extrême. C'est l'ensemble du paysage politique français qui a dérivé vers la droite.

Comme en témoignage — c'est la seconde donnée — l'évolution des idées. Les thèmes qui ont nourri le débat politique pendant les années 1970-1980 paraissent bien lointains : à gauche, il était question d'« actualiser » le programme commun en discutant de la liste des nationalisations et du rôle de l'Etat. Aujourd'hui, l'acceptation des règles de l'économie de marché fait l'objet d'un large consensus, tandis que le débat se polarise autour des aspirations sécuritaires de l'opinion.

Le poids des primaires

Le troisième élément de réflexion relève davantage de la conviction : les dirigeants de la droite vivent dans l'idée qu'après deux septennats de M. Mitterrand, et deux législatures dominées presque sans partage par le PS, le pays sera saisi d'une réaction de rejet et souhaitera, cette fois, une alternance radicale et non plus centriste.

Le quatrième facteur de changement de la stratégie des deux principaux dirigeants de la droite est directement lié au mécanisme qu'ils se sont imposé pour éviter de s'affronter au premier tour, à savoir les primaires. Celles-ci sont en effet nécessaires si la droite

veut éviter d'avoir deux candidats de poids, comme ce fut le cas en 1981 et 1988, et des blessures telles que le candidat arrivé en tête de la droite au premier tour subissait, au second, le poids de mauvais reports. Or les primaires se jouent devant les militants et les électeurs les plus politisés. Le choix du candidat de droite se fera donc sur des bases plus radicales que modérées. Les enquêtes de la SOFRES pour le *Monde*, réalisées auprès des cadres des partis, avaient en effet montré que ces derniers — notamment en matière d'immigration — sont plus durs que leurs électeurs.

Ayant donc, dans un premier temps, à convaincre un électoral restreint et droitiste, celui des primaires, M. Giscard d'Estaing a visiblement cherché à prendre quelques longueurs d'avance sur M. Chirac. Or, comme ce dernier avait déjà frappé fort... Ainsi s'explique la lecture radicale du sondage de la SOFRES pour le *Figaro Magazine* : les Français, dans leur majorité, sont moins extrémistes que le croit l'ancien président : ils refusent à 59 % la suppression de l'automatisme de l'attribution de la nationalité française, par exemple.

En attendant ces fameuses primaires, les analyses et les comportements des dirigeants de la droite font prendre au pays, et aux intéressés eux-mêmes, des risques dommageables.

M. Giscard d'Estaing et, dans une moindre mesure, M. Chirac, font, bien évidemment, le jeu de M. Le Pen. Jusqu'à présent, la pénétration idéologique de l'extrême droite était supérieure à son audience électorale. Car la « diabolisation » de M. Le Pen, par la droite elle-même, fonctionnait comme un mécanisme de blocage, cooptant le vote légitime. Dans leur grande majorité, les électeurs

ne veulent être ni racistes, ni d'extrême droite. Dès lors que l'interdit tombe, que M. Le Pen, en regard de M. Giscard d'Estaing, fait simplement figure d'homme de bon sens, coupable simplement d'avoir dénoncé les responsables de la droite, la voie s'ouvre toute grande pour une nouvelle poussée lepéniste. La levée du blocus idéologique rendra, en outre, intenable le refus des alliances. Dans ce domaine, M. Giscard d'Estaing, croyant pouvoir imiter le jeu de M. Mitterrand avec le PCF, joue avec le feu. Or M. Le Pen n'est pas M. Marchais...

Sur un plan plus personnel, M. Giscard d'Estaing, grâce à son intelligence et à son statut, bénéficiait d'une sorte de préséance morale. Il l'a perdue, comestée précisément par la « génération morale » que voudrait incarner MM. Léotard et Noir, par exemple. Il s'est banalisé, et subit en quelque sorte une diminution de statut.

Enfin, MM. Giscard d'Estaing et Chirac devraient savoir que les Français élisent un président en fonction de l'idée qu'ils se font de cette charge, et qu'ils ont toujours préféré celui qui avait la vue la plus haute, celui qui leur paraissait le plus consensuel, le plus capable de rassembler le plus grand nombre, le mieux à même de garantir la paix civile. Bref, il y a de fortes chances pour qu'ils choisissent l'homme dénonçant l'« odeur » de certains, ou celui qui choisit de réveiller les pires angoisses des Français. C'est, semble-t-il, ce que MM. Giscard d'Estaing et Chirac paraissent négliger.

JEAN-MARIE COLOMBANI

مكتبة من الأصل

صحة من الاجل

POLITIQUE

DIAGONALES

«NOTRE terre est devenue terre d'invasion, l'invasion s'y poursuit exactement de la façon dont elle s'opéra dans l'Empire romain, non point par des armées, mais par une infiltration continue des Barbares.»

De qui est-ce ? D'un esprit épris d'équilibre et de beautés humanistes : Giraudoux, dans *Plains Pourvues*. Il est vrai que 1939 porte aux repères l'angoisse de perdre notre identité n'aurait pas seulement la droite lettrée. «Nulle xénophobie ne nous anime quand nous citons La France aux Français !», s'exclame le leader communiste Thorez, en septembre 1939.

Encore une citation, à propos des années 30 : «Au fond, la France n'a jamais plus que par la haine des Français les uns contre les autres.» Raymond Aron (*Le Spectateur engagé*).

Le souvenir incline à deux sortes d'intuitions contraires, touchant l'histoire. La droite paraît se répéter, quand elle ne fait que légaliser. Les époques jouent à se faire écho. En quoi diffèrent-elles ? Quelles leçons tirer des semblants de redites ; si les événements, comme on le dit beaucoup, ces temps-ci, n'obéissent plus à aucune règle ?

Tout se passe comme si l'expression est un piège à elle seule, mais tellement comode !, tout se passe comme si l'inconscient collectif disposait d'une réserve inviolable de frayeurs. Aux raisons raisonnables de veiller à l'immigration, aux bassesses démagogiques des tribuns (voir les choses « avec les yeux de nos concitoyens », disent-ils, a ajouté un stock d'effroi inemployé. Il n'y a plus de menace à l'Est, alors c'est à l'égard du Sud que remontent les peurs tribales et tripiées.

On entend de tout, depuis que la réalité fait la nique aux idées reçues. Il n'y aurait rien à garder du communisme puisque il a fait quarante millions de morts. La chiffre est matériel comme le « sans doute » par lequel Harpagon clôt tout débat. Et le capitalisme, seule pensée restante, a-t-on comptabilisé ses bavures ? Quelle justice a-t-il consentie qui ne fut pas arrachée ? Vichy s'est déconsidéré (on peut dire cela, non ?), et pourtant d'aucuns fouillent dans ses corbeilles de quoi révéler le droit du sang. Du sang versé ? demandait ce métèque de Romain Gary, qui n'avait pas besoin d'un Littré, lui, pour fécorder notre langue. Au fait : à quand le droit à la nationalité de qui a enrichi le langage, cette parole des patries, le jus verbi ?

Quarante millions de morts, vous dis-je ! L'ex-

A Lacan-tonade

Optimisation de l'homme par l'homme n'existerait plus, sous prétexte que des délinquants ont cru la victoire par la tyrannie ? Alors revient la vieille lune : l'avenir serait au socio-sémiotique, plus quelques ronflantes valeurs bien de chez nous. Le mot valeur ramène à la bourse des vocables fin-de-banquet. On dirait de ces boutons de cuvette que les sorniois des églises glissent à la quête, en guise de petite monnaie.

A propos de quête et de foi, il s'est trouvé de bonnes âmes pour s'affliger — forme haut-de-gamme de l'étonnement irrité — de ce que les fêtes communistes attirent « encore » des fervents, après tant de déceptions. Je reviens en effet un militant, dans les rues boueuses de Moscou, j'entends son accent rustique : « Dame, il y a du désarroi, chez nous ! » Peu importe ce que Littré dit du « désarroi », on ne va pas chiper. Tout doit être respectable, et douter ne veut pas dire renoncement. Si le pape apparaissait au balcon de Saint-Pierre, s'il confessait, eh bien oui, là, qu'aucun dogme ne tient plus, vous verriez que les églises ne désamplifieraient pas le dimanche suivant. L'attente de meilleurs lendemains est aussi chevillée aux corps des malheureux que l'aspirer de vie éternelle. Ils pèsent aux mêmes racines.

Les anciens bouffeurs de cocos ont peur de manquer. Ils réclament des suppléments d'aurore, cet exercice qu'ils trouvaient naguère si dégradant. Qu'est-ce qu'il leur faut ? Depuis cinquante ans et plus, que de départs circonstanciés, dans les rangs du PCI. Après les fourvoiements de la collaboration, citez-moi des repentis. Seul Drieu La Rochelle a réclamé de lui-même la mort pour ses bavures, et ce l'est donnée. Les autres se sont fait un honneur de ne pas varier, de proclamer leur patriotisme, de défendre l'indéfendable. Et les voilà qui puisent dans des lois nullement discréditées à leurs yeux...

Combien de temps durent les deuils, au théâtre de modèles politiques ? Plus longtemps qu'après veuves et ruptures ? Le psychanalyste Jacques Lacan nous l'aurait dit, lui dont les proches, dix ans après sa disparition, commencent à graver plaques et médailles. Pas simple, la pitié ; inévitablement suspicieuse et gravée de charmatelles. Comique, quand il n'y a que de

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie française

l'argentaire à partager, le fouille des trois tourne au déplaisant quand le disparu a laissé des œuvres, sur quoi le lointain lecteur, parce qu'il en a été modifié, se voit des droits.

Lacan-pître ? C'était l'idée de Weyergans racontant drôlement, sous ce mot-titre, une équipée analytique au 5, rue de Lille. C'était aussi l'événement de Dali, pour qui le clownisme côtoie le génie, et à qui Lacan apporta des justifications théoriques.

Sur les photos d'enfance qui ont été exposées à Paris et que publie le *Seuil*, le futur pape de la psychanalyse n'a pas le sérieux du même nom, sauf peut-être en premier communiant. Les clichés de groupe le montrent presque toujours en train de se chercher, déjà, une posture loustique, un bond d'Arlequin. Se trouve-t-il trop petit ? Le cigare tortillé comme un pèréd mouillé et les mentaux à carreaux suggèrent une vocation d'Auguste, un Auguste qui volerait la vedette au clown blanc.

Les psychanalystes ne détestent pas se déguiser, comme si, d'être toujours hors de vue des patients les laissait en manque de regards sur eux. De même, ils brûlent d'écrire — les plus jargonneux parlent de « désir d'inscription ». Par fatigue de voir passer tant de mots volants, et de laisser perdre ?

L'apport le plus clair de Lacan à la vie publique est le droit de cité qu'il a conféré au calembour. Ce qui n'était qu'amusement d'après-boire pour faillies satiriques et ravues normiennes s'est trouvé sanctifié aux yeux de l'intelligentsia la plus huppée.

Presse et public ont fait le reste. Nous barbotons dans une mélasse de titres célèbres détournés, d'à-peu-près mariales et de fautes volontaires d'orthographe dont les enfants, à force d'être induits en erreur, ne verront bientôt plus l'astuce. Le temps de la communication est aussi celui de la bonne blague bien nulle, à se taper le menton. Le signal est limpide : indiquer aux fous que les confesseurs de la parole ne sont dupes de rien et ne pensent rien. Dormez tranquilles, bonnes gens, nous au moins nous ne croyons à rien ! Craquez, il n'y a rien à comprendre ! Tout est dit, n'est-ce pas ? à Lacan-tonade... Et soudain, des termes chargés de hantises surgissent, tel *l'invasion*. On se rue vers les dictionnaires, on s'émeut.

Si les mots avaient quand même un sens, au bout du compte ?

dernière minute MARKUS WOLF ARRÊTÉ EN AUTRICHE

PIERRE DE VILLEMAREST

LE COUP D'ETAT DE MARKUS WOLF

La guerre des deux Allemagnes
1945-1991

STASI

Stock 390 p.
128 F

Markus Wolf, le patron des anciens services secrets est allemand de la Stasi, a été arrêté en Autriche. «Misha», qui avait quitté son refuge de Moscou après l'échec du putsch, fait l'objet d'un mandat d'arrêt lancé par les autorités allemandes pour «espionnage contre la RFA».

Henri Vermet, *Quotidien de Paris*

Pierre de Villemarest, mêlé de près à certains de ces événements, a mené là une enquête remarquablement documentée qui éclaire l'histoire récente de l'Europe autant que notre avenir immédiat.

Stock

An colloque présidé par M. Jean-Pierre Chevènement à Belfort

Europe des marchands ou Europe des droits de l'homme ?

Dans une Europe en pleine confusion et livrée aux marchands, l'inspiration républicaine «à la française» a-t-elle encore un sens, voire un avenir, et peut-elle s'imposer comme une chance pour tous les citoyens en devenant un principe universel ? Durant deux jours, samedi 21 et dimanche 22 septembre, sur l'invitation du maire de Belfort, M. Jean-Pierre Chevènement, des historiens, des juristes, des politologues et des publicistes français ou étrangers ont débattu de la question.

BELFORT

de notre envoyé spécial

La date du colloque n'était pas innocente : il y a cent quatre-vingt-dix-neuf ans pour jour, en l'endemain de la victoire de Vélmy, la République «une et indivisible» était proclamée au royaume de France.

Quel chemin parcouru depuis ! Volant établir un verdict sans complaisance, les participants au colloque se sont interdits de verser dans «un constat désespéré et désespérant» pour reprendre le diagnostic porté par M. Michel Vovelle, professeur d'histoire à la Sorbonne. Mais force est de reconnaître, en réalité, que l'état des lieux dressé en la circonstance fut pessimiste, même si la République «est un combat jamais acquis définitivement».

«Il y a crise dans l'invention des valeurs», annonce M. Dominique Léonard, professeur de philosophie à Paris-VII. «Les idéaux de la

Révolution française ont été invoqués, à titre de caution historique, par un régime stalinien qui prétendait les réaliser en les dépassant. L'effondrement des pays de l'Est ouvre la voie à la restauration catholique», des lors que Jean-Paul II «vise à atteindre la philosophie des Lumières» et à «réévangéliser l'Europe» en s'alliant le fait sur l'écritisme, voire l'obscurantisme.

Le profit comme critère universel

«Nous sommes dans l'Europe de 1919», écrit pour commencer M. Hugh Gough, historien irlandais, qui observe «une monnaie du racisme et du nationalisme fermé». C'est-à-dire le contraire de «l'identité nationale à la française, libérale et ouverte à l'individu qui désire s'y intégrer». Parole reprise, à quelques années près, par de nombreux autres intervenants frappés par les propos dans le *Figaro Magazine* de M. Valéry Giscard d'Estaing sur «l'invasion» étrangère et «le droit du sang». «C'est une grande pitié au royaume de France», dira M. Chevènement, que d'entendre ce discours qu'il assimile à de «la fange». M. Sami Nair, politologue, lui fait écho en s'écriant sous les applaudissements de la salle : «Les phénomènes d'exclusion sociale, culturelle et ethnique vont s'intensifier dans une Europe qui n'aime que les élités et qui dresse la barrière raciale du sang contre tous les autres».

Mais de quelle Europe s'agit-il et, du même coup, quel rôle pour la France, s'est surtout interrogé M. Claude Cheysson, ancien ministre des relations extérieures, si, en faisant du profit le seul cri-

tère du nouvel ordre mondial, «nous en sommes revenus au dix-neuvième siècle et à la devise de Guizot : enrichissez-vous !» et si, «devant les pauvres et les marginaux qui se multiplient et qui sont jugés inutiles, on se contente d'envoyer à chaque fois Bernard Kouchner». M. Cheysson ne voit qu'une issue à une Europe des citoyens : la France doit conserver, face à ses partenaires, son pouvoir perturbateur en prenant la tête de la défense des droits de l'homme. Car, en dépit de l'objurgation de M. Claude Nicolet, membre de l'Institut, à ne pas identifier le capitalisme au «diable», les propos sur l'Europe de l'argent tenus par le directeur européen du programme scientifique et technologique FAST à Bruxelles, M. Riccardo Petrella, ont produit la plus forte impression à Belfort. «Au sein d'une Communauté européenne où la compétitivité et l'hégémonie des oligarchies auront le dessus sur d'autres visions du monde, à expulser le haut fonctionnaire italien, la démocratie sera à risques et, en ce sens, l'Europe intégrée risque de ne plus pouvoir penser la mondialité et la diversité de la condition humaine, de sorte que c'est la fracture entre le Nord et le Sud qui se renforcera».

«L'asile politique en Utopie»

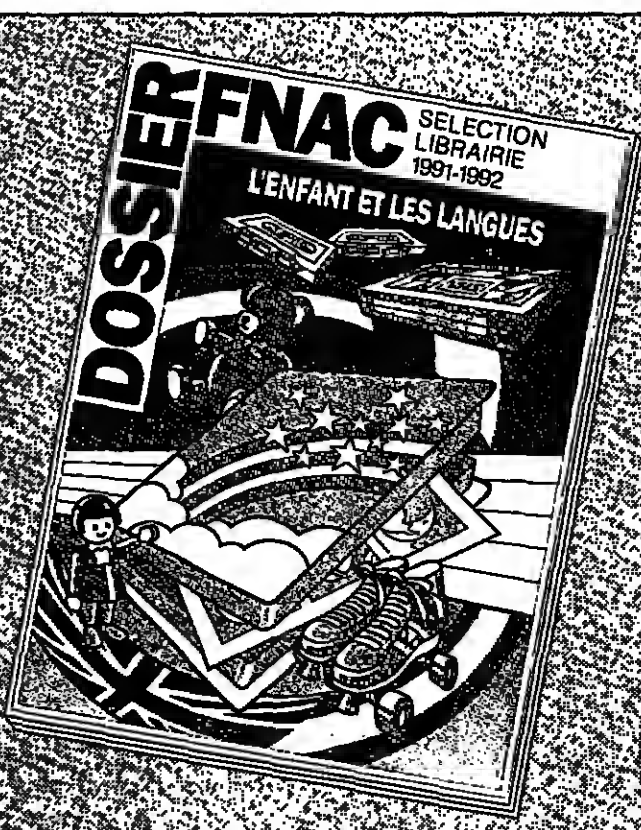
Quelques témoignages directs, souvent vécus, sont venus conforter l'analyse de M. Petrella. Ainsi, M. Georges Abou Seda, juriste palestinien, fait allusion aux retombées de la guerre du Golfe : «L'Europe n'est pas innocente dans l'organisation de la déviant-

sation du monde arabo-musulman». Alors encore, non sans un esprit délibéré de provocation, M. Mohammed-Ali Al-Sinaceur, philosophe marocain, pour qui «l'économie de marché s'avance masquée sous l'adhésion à des droits de l'homme qui n'ont plus rien de commun avec ceux de 1789». Alors, enfin, l'iranien Sinaee Zoghbi pour : «Le Magreb est en train de dériver vers l'Orient et il tourne le dos à l'Europe avec l'affaiblissement des Européens en Méditerranée», ou M. Artoun Unsel, sociologue turc, qui rappelle à des Français, trop convaincus d'avoir donné des valeurs universelles au monde entier, que «la liberté était revendiquée avant même que les peuples ne chantent la Marseillaise».

A M^{me} Irina Federovskaia, universitaire soviétique, qui a plaisanté les Européens de l'Ouest : «Ne soyez pas malheureux de vous dévouer de votre légitime, le Sud, parce que vous vous êtes amourachés de l'Est». M. Chevènement a répliqué que «l'Europe ne doit pas devenir un syndicat de nazis. (...) Le citoyen est plus moderne que l'homme économique et l'idée de faire l'Europe par l'intégration de son marché a atteint ses limites historiques».

Dans cette conception d'une Europe citoyenne qui hésite entre «la puissance et l'impuissance», pour reprendre l'expression de M. Régis Debray, en voulant échapper à la domination d'un «saint-empire du capital», c'est M. Imre Marton, juriste hongrois, qui a eu le mot de la fin en réclamant le bénéfice de «l'asile politique en Utopie».

JACQUES ISNARD



L'éveil à la musique des langues, c'est enfantin, c'est à la Fnac.

La 1^{re} rencontre de votre enfant avec une langue étrangère est une étape importante. La découverte de sons nouveaux doit l'attirer comme un jeu, l'amuser comme une chanson et lui donner envie de dire «encore».

C'est parce que cette première expérience compte pour son avenir, que la Fnac a sélectionné les 40 meilleurs titres du marché rassemblés dans un dossier comparatif.

Cassettes et ouvrages destinés à un usage familial ont été testés et analysés par les libraires spécialistes de la Fnac. Leur avis vous permettra de vous faire une opinion et de favoriser chez votre enfant l'éveil à la musique des langues.

fnac

INSEE
la référence au bout des pages...

**L'ARCHIPEL
DES
EMPLOYÉS**
Série INSEE ETUDES

• 228 pages • Prix 140 F

En librairie et dans les Observatoires Economiques Régionaux de l'INSEE

• Qui sont les nouveaux
cols blancs ?

LE MONDE
diplomatique

SEPTEMBRE 1991

**UNION SOVIÉTIQUE :
LA FIN DU POUVOIR
COMMUNISTE**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 18 F

DOSSIER

Les chemins de la nationalité française

Le débat sur le code de la nationalité était en sommeil depuis trois ans et demi. En le relançant avec fracas, M. Giscard d'Estaing n'a nullement contribué à l'éclaircir. Les Français auront surtout retenu qu'il fallait substituer le droit du sang au droit du sol, sans bien savoir ce que recouvrent exactement ces notions complexes. L'ancien président de la République n'était déjà pas très clair dans son article du *Figaro Magazine*. Il s'embrouilla un peu plus les choses ensuite à la radio et à la télévision, en tentant d'adoucir ses propos.

Depuis des siècles, l'attribution de la nationalité française relève de trois critères : la filiation, le lieu de naissance et la résidence. Les législations successives ont combiné ces trois facteurs dans des proportions variables, selon les besoins démographiques du pays et le climat ambiant. Un quatrième facteur est tou-

jours entré plus ou moins en compte : la volonté exprimée par un étranger de devenir citoyen français.

C'est sur ce dernier point que portait le débat ces dernières années, et non sur un supposé « retour au droit du sang ». Si M. Giscard d'Estaing avait concentré son intervention sur cette expression de la volonté individuelle, il aurait été suivi par toute l'opposition et aurait embarrassé une partie de la gauche. Mais sans doute cherchait-il à faire beaucoup de bruit.

L'actuel code de la nationalité n'a pas été élaboré par la gauche. Il date du 9 janvier 1973, quand Georges Pompidou était président de la République. Les deux dispositions les plus discutées de cette annexe du code civil sont celles qui concernent les enfants nés en France de parents étrangers : il s'agit de l'article 23, stipulant qu'ils sont français

à la naissance si l'un de leurs parents est lui-même né en France ; et l'article 44, qui leur accorde la citoyenneté à dix-huit ans si leurs deux parents sont nés à l'étranger.

C'est le Front national qui le premier s'était indigné que ces jeunes obtiennent « automatiquement » la nationalité française, « sans même l'avoir demandée ». Redevenu premier ministre en 1986, M. Jacques Chirac a tenté d'engager une réforme mais s'est heurté à une vive opposition. Cherchant une voie de sortie, il a mis en place l'année suivante une commission de la nationalité, composée de seize « sages » et présidée par M. Mercœur Long, vice-président du Conseil d'Etat. Le dossier semblait enterré.

A la surprise générale, la commission a bien fonctionné et son rapport, publié en janvier 1988, a eu un grand écho. Les

mesures proposées étaient beaucoup plus libérales que ne le souhaitaient les amis de M. Chirac. Mais celui-ci tirait bénéfice de la réussite de l'opération, dans un climat apaisé. Voyant les élections présidentielles approcher, il n'a cependant pas voulu engager une réforme législative dans la foulée. Et sans doute s'en mord-il les doigts aujourd'hui.

Revenue au pouvoir en juin 1988, la gauche s'est empressée d'oublier le rapport des « sages ». La seule initiative de M. Michel Rocard dans ce domaine aura été d'annoncer une accélération et une simplification des procédures de naturalisation. Les effets de cette mesure semblent être bien limités. Cela n'a pas empêché le Front national de lancer une campagne trompeuse sur le thème : « La nationalité française pourra désormais

s'acquérir sur simple demande au bout de six mois ».

La droite parlementaire a fini par reprendre le dossier. Réunis en mars 1990, les élus généraux de l'opposition se sont inspirés en partie du rapport des « sages » pour réclamer une réforme. Le RPR a tenté, sans succès, de faire examiner un texte à l'Assemblée nationale. La majorité sénatoriale a pris la relève et a adopté une proposition de loi en juin 1990.

Mais M. Giscard d'Estaing est venu tout brouiller. En contestant le droit du sol, qui est l'un des fondements du droit français de la nationalité depuis des siècles, et en accompagnant ses propos du terme « invasion », l'ancien président de la République n'a pas rendu service aux partisans d'une réforme.

ROBERT SOLÉ

Un monument historique

Le code de la nationalité française est un monument complexe, dont chaque principe puise son explication dans des situations historiques remontant, pour certaines, à l'Ancien Régime. Inclues dans le code civil de 1804, les lois sur la nationalité ont été complétées à plusieurs reprises. Elles ont subi des réformes profondes, comme celles de 1889 et 1927, qui ont abouti au droit actuel, qui mêle les critères de la filiation et du lieu de naissance.

L'introduction du *jus soli* dans le droit français remonte à un arrêt du

Parlement de Paris de 1515, qui reconnaît que l'enfant né en France, de parents étrangers et demeurant en France, a le droit de succéder. Le principe du *jus soli* fut appliqué aux territoires proches des frontières, que l'on pouvait ainsi revendiquer. Quant au *jus sanguinis* autonome, apparut lui aussi au seizième siècle, il permettait au souverain de compter parmi sa descendance des membres de sa famille mariés avec des princes étrangers. Dès cette époque, les deux principes se combinent avec un troisième, le domicile. Celui qui est né

en France de parents étrangers est français s'il choisit de s'y fixer définitivement.

Avec la Révolution, la notion de nationalité est absorbée par celle de citoyenneté. Quelle que soit son origine, tout homme fidèle aux idées révolutionnaires est digne d'être citoyen.

Le tournant est radical avec l'adoption du code civil de 1804 qui fait de la filiation le critère principal de la nationalité. Mais le *jus soli* n'est pas abandonné puisque les conditions d'acquisition de la nationalité française par les enfants d'étrangers nés en France sont moins strictes qu'aujourd'hui. En 1851 est introduit le principe du double *jus soli* (est français à la naissance celui qui est né en France d'un parent étranger qui y est lui-même né), destiné à soumettre aux obligations militaires les étrangers de la troisième génération. En 1889, on réforme à nouveau le code pour des raisons essentiellement militaires. La faculté de répatriation laisse aux étrangers en 1851 est partiellement

supprimée, et l'étranger né en France de parents nés à l'étranger peut devenir français dès sa naissance si ses parents le demandent.

Après l'écotombe de la guerre de 14-18, la France a besoin de bras, et la loi de 1927 facilite considérablement la naturalisation en réduisant à trois ans, et parfois à une seule année, la durée de résidence exigée. Mais les grands principes ne bougent plus, mis à part les restrictions de l'immigration avant-guerre, et surtout la période de Vichy, où sont révisées – cas unique – les naturalisations accordées et acquises depuis 1927. L'ordonnance de 1945, qui insère le code de la nationalité actuel, revient sur ces dispositions et fait de certaines condamnations pénales un obstacle à la naturalisation. Ces restrictions sont étendues à tous les autres modes d'acquisition de la nationalité par la loi du 9 janvier 1973, qui adapte la règle du double *jus soli* à la situation issue de la décolonisation.

Ph. Be.

Ce que proposaient les « sages »

Dans son rapport, publié le 7 janvier 1988, la commission de la nationalité n'a pas remis en cause les principaux critères sur lesquels repose la définition de la nationalité française : filiation, lieu de naissance et résidence. Les seize « sages » proposaient, en revanche, de simplifier les textes, de supprimer des obstacles inutiles et de favoriser l'expression de la volonté individuelle des jeunes devenant français à dix-huit ans.

Selon la commission, l'« adhésion » à la communauté nationale de ces jeunes nés en France pourrait prendre de multiples formes, à l'occasion d'une démarche administrative, par exemple, dès seize ans. Aucun serment d'adhésion à la République n'était envisagé. Ces jeunes n'auraient plus besoin de l'accord de leurs parents et, jusqu'à leur majorité, aucune condamnation ou aucun arrêté d'expulsion ne leur seraient opposables. De dix-huit à vingt et un ans, seules quelques catégories limitées de condamnations pourraient les empêcher de devenir français.

R. S.

Les « sages » proposaient, d'autre part :

– Une accélération des procédures de naturalisation, avec l'obligation, pour l'administration, de motiver ses refus ;

– Un régime de faveur pour les francophones qui demandent à être naturalisés ;

– Une suppression de la réintégration dans la nationalité française par déclaration, seule la procédure de droit commun étant maintenue ;

– Une renégociation des conventions bilatérales sur le service national, pour que les jeunes « franco-allemands » notamment, accomplissent leurs obligations militaires dans leur pays de résidence habituelle.

Enfin, pour mieux lutter contre les « mariages blancs », la commission suggérait que le conjoint étranger, désireux d'acquiescer la nationalité française, justifie d'une communauté de vie d'un an – et non plus de six mois – avec son conjoint français. Mais ce délai serait supprimé en cas de naissance d'un enfant.

D'un pays à l'autre

Des législations très diversifiées

Les lois sur la nationalité sont le produit complexe de l'histoire intérieure et éventuellement coloniale, et de conceptions sociales, philosophiques et politiques propres à chaque Etat (1). La diversité est donc la règle en la matière. *Grosso modo*, les pays d'immigration ont une tendance à privilégier le critère de la naissance sur le territoire, afin d'intégrer les nouveaux venus, tandis que les pays d'émigration ont plutôt mis en avant la filiation, pour maintenir des liens avec leurs compatriotes exilés.

Les deux traditions majeures qui s'opposent sont celles de la France et de l'Allemagne. La première, issue des Lumières et de la Révolution française, est basée sur l'adhésion volontaire du citoyen à la nation. La seconde, née du romantisme allemand, repose sur une conception ethnique et culturelle du peuple (*Volks*). Ces deux conceptions (théoriques fondent les deux principaux modes d'acquisition de la nationalité – *jus soli* et *jus sanguinis*). Voici l'état des législations dans plusieurs pays :

● **ALLEMAGNE** : C'est le seul pays d'Europe, avec la Suisse, qui ne tient pas compte du lieu de naissance pour l'acquisition de la nationalité. Pour être allemand, il faut être né de parents allemands ou « d'appartenance ethnique allemande ». Ce système, qui a permis de justifier l'annexion de l'Alsace, s'est révélé adapté au retour des minorités allemandes et des réfugiés de l'Est depuis 1945. Les dix mille à

douze mille naturalisés annuels sont les seuls Allemands dont la nationalité est le produit d'une volonté ou d'un choix. Encore la naturalisation est-elle onéreuse et soumise à des conditions draconiennes : séjour régulier depuis au moins dix ans, attitude positive à l'égard de la culture allemande, connaissance de la Constitution.

Cette conception fermée de la nationalité vient cependant d'évoluer avec l'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier dernier, d'une nouvelle loi sur les étrangers qui facilite la naturalisation des étrangers installés en Allemagne depuis plus de quinze ans. En outre, les enfants étrangers nés en Allemagne ont un droit au séjour indépendant de leurs parents, et droit à la naturalisation gratuite s'ils ont vécu en Allemagne durant plus de huit ans, et fréquenté pendant quatre ans un établissement scolaire.

● **SUISSE** : La législation helvétique est de type « allemand ». Le respect des usages locaux, du dialecte, la participation à la vie associative du candidat à la naturalisation, sont vérifiés à l'échelon des communes et des cantons, et un serment civique est même requis dans la plupart des cantons romands. La Suisse vient elle aussi d'assouplir sa pratique en n'exigeant plus le renoncement à la nationalité d'origine.

● **GRANDE-BRETAGNE** : Longtemps accordée à tous les ressortissants de l'Empire sur la base du droit du sol, la citoyenneté britannique est, depuis 1981, réservée aux

personnes qui, soit ont un parent britannique, soit sont nées en Grande-Bretagne alors que l'un des parents y est lui-même installé. En revanche, les populations originaires du Commonwealth non blanc ne disposent pas du libre accès au territoire du Royaume-Uni, et a fortiori à la nationalité. Le mariage avec un Britannique ne donne pas le droit automatique à la nationalité : une procédure simplifiée de naturalisation est exigée. Le délai de séjour minimum pour la naturalisation est de cinq ans, comme en France.

● **BELGIQUE** : Les critères du lieu de naissance et de la filiation se combinent. Les parents étrangers d'un enfant né en Belgique peuvent demander pour lui la nationalité belge à sa majorité, à condition que l'un d'eux eux soit déjà né dans le pays. Un étranger né en Belgique peut, d'autre part, demander à devenir belge entre dix-huit et vingt-deux ans.

● **ITALIE** : Le système est assez voisin de celui de la France : les étrangers nés en Italie acquièrent automatiquement la nationalité dans trois cas : accomplissement de leur service militaire, exercice d'un emploi public ou résidence depuis dix ans au jour de leur majorité. Ancien pays d'émigration, l'Italie n'a introduit le droit du sol que récemment.

● **PAYS-BAS** : Les étrangers peuvent acquiescer la nationalité entre vingt et un et vingt-cinq ans s'ils ont

toujours résidé dans le pays. Le lieu de naissance est le critère dominant puisqu'un étranger né aux Pays-Bas est néerlandais si sa famille y réside depuis deux générations.

● **ESPAGNE** : Historiquement, le droit du sang domine, avec le droit de nombreux Latino-Américains à la nationalité espagnole s'ils s'installent dans le pays. Mais le droit du sol est appliqué comme en France puisqu'un étranger né en Espagne acquiert la nationalité pour peu que l'un de ses parents y soit lui-même né.

● **ETATS-UNIS** : Comme dans beaucoup de pays d'Amérique latine, le droit du sol simple s'applique, favorisant l'immigration à grande échelle. D'après le quatorzième amendement de la Constitution qui date de 1868, tout enfant né sur le sol américain est citoyen de naissance. Le critère du *jus sanguinis* s'est cependant introduit en 1952 pour les enfants nés à l'étranger d'un parent américain.

● **MAGHREB** : La nationalité par filiation n'est transmise que par le père. Mais les pays d'Afrique du Nord appliquent le critère du lieu de naissance pour conférer leur nationalité à l'enfant né sur leur sol d'un mariage entre une de leurs ressortissantes et un père étranger.

PHILIPPE BERNARD

(1) La France de l'intégration de Dominique Schnapper, Gallimard, 1991. Cf. Rapport de la Commission de la nationalité Collection 10/18, 1987.

Les articles contestés

Dans le code de la nationalité, le droit du sol est notamment défini par l'article 23 (attribuant à des enfants d'étrangers la nationalité française à la naissance) et l'article 44 (qui leur accorde la citoyenneté à dix-huit ans).

● **Article 23** : Est français l'enfant, légitime ou naturel, né en France lorsque l'un de ses parents y est lui-même né.

● **Article 24** : Toutefois, si un seul de ses parents est né en France, l'enfant, français en vertu de l'article 23, aura la faculté de répudier cette qualité dans les six mois précédant sa majorité. Cette faculté se perd si le parent né à l'étranger acquiert la nationalité française durant la minorité de l'enfant.

● **Article 44** : Tout individu né en France de parents étrangers acquiert la nationalité française à sa majorité si, à cette date, il a en France sa résidence et s'il a eu pendant les cinq années qui précèdent sa résidence habituelle en France ou dans les territoires ou pays pour lesquels l'attribution ou l'acquisition de la nationalité française est, ou était, lors de sa résidence, régie par des dispositions spéciales.

● **Article 45** : Dans l'année précédant sa majorité, le mineur a la faculté de déclarer, dans les conditions prévues à l'article 101 et suivants, qu'il désigne la qualité de Français. Il doit cette déclaration avec l'autorisation de celui ou de ceux qui exercent à son égard l'autorité parentale.

L'apport des étrangers à la population française

	1975	1980	1985	1989
Enfants d'étrangers devenant français à la naissance (art.23)	18 069	21 758	22 058	19 623
Enfants d'étrangers devenant français avant leur majorité (art.24)	5 384	4 836	6 312	9 711
Enfants d'étrangers devenant français à dix-huit ans (art.44)	9 759	15 708	17 949	22 500
Français par mariage	8 394	13 767	15 190	15 489
Naturalisés	18 006	20 263	21 072	22 862
Enfants de naturalisés	7 647	9 324	10 344	10 178
Enfants naturels de mère étrangère	3 886	5 600	9 218	11 002
Enfants de couples franco-étrangers	17 245	20 100	20 930	22 208
TOTAL	90 297	115 289	123 073	133 573

Ce tableau est tiré des travaux de M. André Labor, membre de la direction de la population au ministère des affaires sociales. Le total indiqué n'est pas l'addition exacte des différentes rubriques : il existe, en effet, d'autres moyens – statistiquement moins importants – de devenir français, comme la réintégration.

Mariages blancs

Au septième mariage, en janvier dernier, les fonctionnaires de l'état-civil à la mairie de Châtillon (Hauts-de-Seine) ont alerté le premier magistrat de la commune. Il semblait bien qu'on célébrait en son hôtel de ville des mariages de complaisance entre ressortissants maghrébines et jeunes Françaises. Les diverses unions avaient trop de détails communs : un curieux personnage d'abord, tantôt cousin, tantôt oncle, tantôt intermédiaire, d'origine égyptienne et de nationalité française, qui venait régulièrement présenter les papiers nécessaires à la constitution des dossiers de mariage.

Les candidats aux noces habitaient tous, bizarrement, les deux mêmes immeubles, et disposaient chacun d'un certificat médical signé par un médecin du dix-septième arrondissement de Paris. Le jour des épousailles, les mariés ne semblaient pas particulièrement amoureux : le soupçon devenait présomption : on eût vu une jeune femme venir à la cérémonie accompagnée d'un autre fiancé, élu celui-ci de son cœur, qu'elle aurait gratifié du baiser traditionnel sur le perron.

Le maire de Châtillon, M. Jean-Pierre Schostek (RPR) décida donc de mettre bon ordre dans les affaires matrimoniales de sa ville. Mais la loi française ne permet pas au maire, officier d'état-civil, de

subordonner la célébration du mariage au contrôle de la régularité de la situation administrative de l'étranger désireux de se marier. Ce serait suspecter a priori tous les mariages mixtes... M. Schostek saisit le parquet de Nanterre, tandis que la police judiciaire surveille de près les cérémonies. Cinq jeunes épousées ont fini par passer aux vœux. Elles recevaient la coquette somme de 10 000 francs une fois prononcé le mariage et 5 000 francs lorsqu'intervenait le divorce quelques mois plus tard. L'organisateur de la filière, qui recrutait les candidats au mariage, et à la nationalité française dans les bistrot de Châtillon, demandait aux « fiancés » 45 000 francs.

Le réseau a été démantelé la semaine dernière, avec l'interpellation de douze personnes. Le juge d'instruction de Nanterre, M. Isabelle Orsini, a inculpé six personnes, pour « obtention indu de documents administratifs, séjour irrégulier ou aide au séjour irrégulier ». M. Schostek, conscient, dit-il, de la netvété des jeunes femmes, n'a pas voulu porter plainte pour outrage à magistrat. Il se contente de déplorer « l'impuissance du maire » devant de telles situations.

SYLVIE DERAIME

مكتبة من الأصل

هكذا من الراحل

SOCIÉTÉ

Le Conseil de l'Europe critique l'accueil des demandeurs d'asile à l'aéroport de Roissy

STRASBOURG

de notre correspondant
L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté à l'unanimité, lundi 23 septembre, un rapport sur l'accueil des demandeurs d'asile dans les aéroports européens, qui dénonce notamment les conditions dans lesquelles se font ces prises en charge à Roissy. Les députés des vingt-cinq États membres de l'institution européenne chargée de défendre les droits de l'homme ont validé tel quel le document produit par le libéral britannique, Lord Mackie of Beeslie (le Monde du 12 septembre). Dans un courrier adressé le 5 septembre au président de l'Assemblée, le ministre de l'Intérieur, sous la signature de M. Jean-Marie Suuñé, directeur des libertés publiques et des affaires juridiques, relevait pourtant nombre d'« erreurs graves » sur les résultats de l'enquête qui date du 20 novembre 1989. « Il est inexact d'affirmer, peut-on lire dans la lettre de Paris, que ni interprètes, ni assistance juridique ne sont prévus pour les deman-

deurs d'asile. » Après avoir rappelé que le statut des réfugiés en zone internationale s'appuie sur la jurisprudence du Conseil d'Etat et que leur séjour y est en moyenne d'une semaine et y excède rarement douze jours, la place Beauvau « dément formellement l'affirmation selon laquelle les demandeurs d'asile n'ont pas la possibilité de communiquer avec le monde extérieur ». La lettre du ministre précise que des téléphones sont mis à la disposition des demandeurs d'asile afin qu'ils puissent contacter les personnes de leur choix (avocats, associations, membres de leur famille, etc.).

En outre, ce document confirme « la prochaine mise en place, dans les zones internationales des aéroports, de mesures d'accompagnement humanitaires destinées à renforcer les garanties offertes aux étrangers non admis et aux demandeurs d'asile (...) en concourant à leur prise en charge matérielle et sociale ». Reste que sur les six aéroports européens visités par les représentants des « 25 », Roissy avait obtenu le plus mauvais score.

MARCEL SCOTTO

Les déboutés du droit d'asile de Bordeaux obtiennent un nouveau délai

BORDEAUX

de notre correspondant

La situation des vingt-huit Turcs et Kordes déboutés du droit d'asile de Bordeaux reste toujours très incertaine. Ils ont obtenu, lundi 23 septembre, une troisième prolongation de leurs titres de séjour provisoires. A l'issue de cinquante-trois jours de grève de la faim, le 24 mai, les demandeurs d'asile avaient d'abord obtenu une autorisation provisoire de séjour et de travail de trois mois. Elle avait été prolongée une première fois jusqu'à fin septembre. La solution du problème est désormais reportée au mois d'octobre. Lundi 23 septembre, une trentaine de personnes appartenant au comité

de soutien des déboutés du droit d'asile ont manifesté devant la préfecture de la Gironde. « La situation des déboutés du droit d'asile devient de jour en jour plus précaire », explique M. Raymond Blet, l'un des avocats des anciens grévistes de la faim. « Les employeurs qui avaient fourni promesses ou attestations d'embauche se sont souvent rétractés en raison de l'incertitude qui pèse sur l'avenir de mes clients. Nous craignons que les pouvoirs publics cherchent un pourrissement de la situation. Ils tergiversent actuellement pour aboutir, peut-être, à un refus de séjour à un moment où l'opinion publique se désintéresserait du sort des déboutés du droit d'asile. »

G. de M.

Dans un appel aux pouvoirs publics et aux médecins

L'épiscopat français rejette catégoriquement toute forme d'euthanasie

Le Conseil permanent de l'épiscopat français a rendu public, lundi 23 septembre, une déclaration intitulée « Respecter l'homme proche de sa mort », dans laquelle il renouvelle sa condamnation de toute forme d'euthanasie active et passive et précise sa position sur l'accompagnement thérapeutique, l'accompagnement des mourants et l'utilisation de produits anesthésiques chez les malades en phase terminale.

« La loi ne doit pas accepter, encore moins légitimer, l'euthanasie », écrivent les évêques de France, qui s'adressent ainsi aux législateurs : « Si la loi doit faire place à quelques situations exceptionnelles, vis-à-vis desquelles la loi jugerait que la loi

doit faire silence, ils n'entendent pas des dévies allant beaucoup plus loin que ce qu'ils prévoyaient. » A la crainte des « dérives », l'épiscopat ajoute celle du « pouvoir exorbitant du droit commun » qui deviendrait celui des médecins si l'euthanasie était reconnue. « La mort douce octroyée à quelques-uns pourrait devenir source d'une angoisse insupportable pour beaucoup de malades », écrivent les auteurs de ce texte (1) qui ne retiennent pas l'argument de la pitié : « La pitié, si elle désespère de la valeur d'autrui et de sa vie se nie elle-même et peut devenir homicide. »

Ni celui d'une décision prise « en conscience » par un proche : « Peut-il affirmer que sa conscience n'est pas émue ? A-t-il suffisamment réfléchi, pris conseil, essayé de se libérer de ce qui pourrait fausser son jugement ? L'homme est bien responsable devant sa conscience. Il est aussi res-

ponsable de sa conscience. » A propos de l'accompagnement thérapeutique, la hiérarchie catholique réitère que le devoir de soigner « n'implique pas le recours à des moyens thérapeutiques inutiles, disproportionnés ».

Se réjouissant des progrès récents pour soulager la douleur des malades en phase terminale, elle approuve l'effort des pouvoirs publics pour développer en France les soins palliatifs : « Un tel effort doit être poursuivi, précise la déclaration épiscopale, non seulement pour apaiser des peurs présentes chez nos contemporains, mais aussi parce que tout homme qui souffre invite à une compassion active et efficace ». L'accompagnement des mourants représente « une force inestimable de solidarité. Il contribue à réintroduire dans la société une certaine familiarité avec la mort ». De façon prudente et nuancée, l'épiscopat s'explique pour

la première fois sur la légitimité du « sommeil artificiel » : « Il ne faut pas sans raisons graves priver le mourant de sa lucidité et de sa conscience, estime-t-il. »

Si l'on veille à continuer les soins nécessaires et si le maniement de diverses médications manifeste que l'on a pour unique objectif d'arracher ces malades au mal qui les accable et non pas de hâter ou de provoquer leur mort, alors, nous jugeons qu'il est acceptable d'induire et de maintenir plus ou moins longtemps un sommeil artificiel. »

H. T.

(1) Oni notamment participé à la rédaction de ce texte le Père Olivier de Dinechin, secrétaire général adjoint de l'épiscopat pour les questions éthiques, et le Père Patrick Verspieren, membre du Comité national d'éthique. Cette déclaration est disponible à la Documentation catholique, 3, rue Bayard, Paris 8.

Une autre conception de la douleur

par Henri Tincq

La polémique sur l'euthanasie avait été relancée, au printemps dernier, par une proposition de résolution d'une commission du Parlement européen, préparée par le professeur Léon Schwartzberg, admettant le principe de l'euthanasie (le Monde du 3 mai). Depuis, le conseil de l'ordre des médecins, le Comité national d'éthique et le rapport de M. Lenoir sur la bioéthique ont fermement rappelé la condamnation d'une pratique, déjà présente dans le code pénal et celui de la déontologie médicale.

L'épiscopat français intervient à nouveau sur l'euthanasie, que la tradition de l'Eglise catholique rejette constamment et radicalement. Il estime que tout danger de voir la proposition Schwartzberg revenir devant le Parlement de Strasbourg n'est pas écarté. De même s'alarme-t-il de pratiques hospitalières qui, au nom de la « dignité »

du mourant ou simplement de la « pitié », aboutissent à une accélération des morts provoquées, à une sophistication des euthanasies plus ou moins déguisées.

A avoir pris du retard - ou du recul - dans la polémique, l'épiscopat a au moins gagné en sérénité, pour traiter de saints sur lesquels l'Eglise prétend faire valoir une expérience propre : la relation à la douleur et à la mort ; l'accompagnement des mourants ; les soins palliatifs. Si le texte d'aujourd'hui s'inscrit dans la continuité des prises de position pontificales, il rompt de fait avec l'idée qui a longtemps prévalu dans le catholicisme de la valeur rédemptrice de la souffrance.

Les hésitations d'un Pape XII en 1957 devant l'emploi des « narcotiques » semblent dépassées. La douleur n'est plus sanctifiée. Tout en condamnant les abus et les risques des antalgiques, la déclaration des

évêques français parle avec réalisme de la douleur physique et des moyens de la soulager. L'Eglise se méfie des antalgiques sous prétexte qu'ils risquent d'abréger la vie. A présent, la proposition est inversée : comment accompagner un mourant, si sa souffrance n'est pas apaisée.

Pour autant, il ne s'agit pas de voler sa mort à un malade en phase terminale, c'est-à-dire de le priver de ses derniers instants de conscience et de lucidité. On retrouve là un point de doctrine traditionnelle. Face au cas de conscience éthique posé par les pratiques hospitalières de « sommeil artificiel », la hiérarchie catholique exprime les plus grandes réserves. A titre « exceptionnel », elle approuve les traitements anesthésiques, mais elle condamne toute solution de type « cocktail lyrique »

susceptible à plus ou moins long terme de provoquer une mort « douce ». Mais qui peut dire quand finit l'anesthésie et quand commence l'administration de la mort ? Une fois de plus, l'Eglise se montre désarmée face au « pouvoir exorbitant » du corps médical. Elle ne s'en tient pas pour autant à l'attitude de méfiance et de dénonciation qui avait prévalu dans d'autres interventions sur l'avortement ou les méthodes nouvelles de procréation.

Conscient que, dans un tel domaine, les faits vont toujours plus vite que le droit (la question des « testaments de vie » n'est pas abordée), elle invite chacun - pouvoirs publics, médecins, familles, - à un effort renouvelé de conscience et de responsabilité. Mais on peut regretter qu'une déclaration sur pareil sujet n'ait pas pu faire l'objet d'un accord entre l'Eglise catholique et les Eglises protestantes.

Paris-Singapour non-stop.
Ça laisse peu de temps pour s'entraîner.



Paris-Singapour non-stop 4 fois par semaine.

Il vous faudra désormais être très rapide pour apprendre à manier les baguettes. Jugez plutôt. UTA vous emmène de Paris Charles de Gaulle 2 à l'aéroport Changi 2, plaque tournante de l'Asie du Sud-Est, sans la moindre escale. Et ce, 4 fois par semaine avec 3 allers et 4 retours de nuit, ce qui permet de dormir pendant le vol. Alors tant pis pour les baguettes, et vive la fourchette ! Pour plus d'informations, composez le 40.17.46.46 ou contactez votre agent de voyages.

GRUPE
AIR FRANCE

UTA

Aller très loin pour être plus proche de vous.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Devant la 10^e chambre du tribunal correctionnel de Paris

La cause basque, dix ans après

Alors que le mouvement clandestin Iparretarrak revendique une nouvelle vague d'attentats contre les agences immobilières du Pays basque, la dixième chambre du tribunal correctionnel de Paris examine, mardi 24 septembre, le cas de Xavier Manterola, militant basque poursuivi pour « association de malfaiteurs et tentative de destruction ». Dix ans après la première condamnation, l'ancien compagnon de route de Philippe Bidart, ex-leader du mouvement clandestin Iparretarrak, se défend d'être à l'origine de la « relance » de l'activisme sur la côte basque.

BAYONNE

de notre correspondant

Sur une bande de papier collant utilisée pour la confection d'un engin explosif découvert dans une agence immobilière de Biarritz le 3 février 1991, les enquêteurs relèvent une empreinte digitale de Xavier Manterola. Au matin du 7 février, la police judiciaire de Bayonne interpellait un militant connu dont la longue silhouette voûtée glissait familièrement dans les artères étroites du « petit

Bayonne », le cœur urbain des nationalistes basques de France, au centre de Bayonne. Depuis, Xavier Manterola est en détention préventive dans la région parisienne.

La défense du militant s'appliqua à contester le casier de cette empreinte, qui semble être l'unique élément à charge contre « cette figure historique » du mouvement basque et radical en France. La passé, lui, témoigne à charge contre Manterola.

Novembre 1982 : deux hommes, visage découvert, braquent sous la menace de leur pistolet la caisse d'épargne de Saint-Paul-Bas, dans les Landes. La caméra de surveillance filme la scène et, le 3 décembre suivant, la police cueille Xavier Manterola. Averti à temps, le claustrum homme échappa aux policiers et passa à la clandestinité. Il y resta plus de six années : il s'agit de Philippe Bidart, l'ancien chef du mouvement clandestin basque Iparretarrak (IK).

Militant populaire

Condamné à cinq ans de prison, Xavier Manterola revient à la vie normale en 1984. En février 1985, au soir d'une réunion, alors qu'il fait démanter son véhicule, celui-ci explose. Xavier s'en tire

avec de multiples blessures grâce aux fenêtres et au toit ouvrant de sa voiture qui, mal fermée, ont permis à l'onde explosive de s'échapper. Version de la police : la bombe que transportait le militant a sauté. Version des cercles nationalistes : on a voulu éliminer Xavier Manterola. Quelques temps plus tard, la justice prononce un non-lieu dans cette affaire.

Aujourd'hui, pour ses amis, « on a mis en prison un militant populaire de la cause basque, bien plus que l'on a voulu placer en détention préventive le présumé responsable d'une tentative d'attentat ». À la croisée des courants du nationalisme basque, la police a-t-elle vu en Xavier Manterola l'un des rares nationalistes capables de relancer l'organisation clandestine, décapitée en février 1988 après les arrestations de Philippe Bidart et de quatre autres militants ? Toujours a-t-il que cette organisation a commis depuis le 1^{er} janvier dernier trente-huit attentats ou tentatives d'attentats à la bombe.

La défense du militant tente d'expliquer aux juges que Xavier n'a rien à voir avec IK : « La preuve ? Trente-quatre attentats ont été perpétrés après l'arrestation de Xavier », ont expliqué ses amis à la commission anti-répresse du Pays basque.

PATRICK BUSQUET

MÉDECINE

Les infractions à la réglementation sur les procréations médicalement assistées

M. Bruno Durioux envisage des sanctions contre les centres d'insémination artificielle non agréés

Après les accusations formulées le dimanche 22 septembre par le professeur Jean-Jacques Adnet, directeur du CECOS (Centre d'études et de conservation d'étapes et de conservation d'aparme humain) de Reims sur l'existence en France d'un trafic de sperme (le Monde du 24 septembre), M. Bruno Durioux, ministre délégué à la santé, a déclaré qu'un tel trafic, s'il existait, était « absolument intolérable ». « Si des centres fonctionnent sans y être habilités, nous mettrons rapidement fin à leurs activités », a-t-il ajouté, en précisant qu'il allait « demander une enquête dans les meilleurs délais » et qu'il n'excluait pas de « pénaliser ceux qui auraient contrevenu aux textes ». Plusieurs éléments permettent toutefois d'affirmer que le ministère était depuis longtemps dûment informé de la situation.

L'association Nature et Fertilité visée par le docteur Adnet n'est en aucune façon une banque clandestine. Ses statuts ont été déposés le 31 octobre 1989 à Marseille par un groupe de quatre médecins biologistes et gynécologues obstétriciens. Présidée par les docteurs

Michel Amram et Jean-Pierre Defrelin, Nature et Fertilité a pour objet de traiter et de congeler le sperme et les ovocytes humains, puis de les distribuer à des couples demandeurs, uniquement sur prescription médicale.

Le dossier complet de cette association a été adressé au ministère de la santé le 23 janvier 1990. À la suite de ce courrier, une visite d'inspection fut pratiquée le 12 mars par un médecin-inspecteur départemental de la santé des Bouches-du-Rhône, comme en témoigne une lettre adressée le 20 mars à ce médecin par le docteur Defrelin. Ce dernier explique alors que son association n'est en rien liée à une autre, baptisée Eurospérme, et que dirige à Montpellier le docteur Gabriel Gréboin.

Pour justifier le caractère légal de l'activité de son association, le docteur Defrelin souligne que le laboratoire d'analyses médicales qu'il dirige à Marseille a été officiellement autorisé par le ministère de la santé à pratiquer « l'ensemble des activités biologiques de procréation médicalement assistée, en vertu d'un décret du 8 avril 1988 ».

Ce texte précise notamment que les activités de procréation médicalement assistée concernent « le recueil du sperme, le traitement des gamètes humains en vue de la fécondation, leur conservation, la fécondation in vitro et la conservation des œufs humains fécondés en

vue d'implantation ». La seule question, dès lors, n'est plus de savoir si l'activité de Nature et Fertilité constitue un « trafic », mais bien si l'autorisation accordée au laboratoire Defrelin peut s'étendre à l'association qu'il préside.

Les paillettes de sperme délivrées par Nature et Fertilité à de nombreux gynécologues obstétriciens français exerçant dans le secteur libéral sont par ailleurs remboursées par la Sécurité sociale sur la base de 300 francs les trois paillettes.

Cette situation a été dans le détail exposée à deux reprises en janvier et en mars au professeur Jean-François Girard, directeur général de la santé, par le professeur Jacques Lanasac, président de la Fédération française des CECOS. « Je me permets d'attirer une fois de plus votre attention sur le problème de santé publique que constituent ces affaires tant en matière d'infection par le virus du sida qu'en matière génétique », écrivait alors le professeur Lanasac. Ce dernier avait dans les mêmes termes directement informé M. Bruno Durioux lors d'un entretien qu'il avait eu avec lui le 10 janvier.

JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI

Malgré des divergences entre les syndicats pénitentiaires

Le mouvement des surveillants de prison se poursuit

Le mouvement d'action des surveillants de prison s'est poursuivi lundi 23 septembre. Lancé par l'UAPF le 16 septembre, ce mouvement de blocage « perlé » et tournant touche tous les jours dans chaque région, deux à trois prisons. Les accès d'une quinzaine d'établissements ont ainsi été bloqués lundi 23 septembre, une grève de la faim au siège parisien de son syndicat.

Dans ces prisons, les surveillants ont bloqué les portes d'entrée, paralysant les « écrous » et les extractions des détenus. Parfois, les parloirs accordés aux familles ont même été supprimés. L'UAPF (35,35 % des voix aux élections professionnelles de janvier 1991), qui a rencontré le directeur de l'administration pénitentiaire, M. Karsenty, samedi 21 septembre, demande un renforcement des effectifs, une amélioration du système de retraite et une augmentation des primes.

Les actions lancées par l'UAPF sont contestées par les autres syndicats pénitentiaires. La CGT (11,55 % des voix) dénonce ces actions « isolées et sans lendemain » et l'Union des syndicats pénitentiaires (10,80 % des voix) regrette cette stratégie « qui prend

le risque de déclencher une explosion dans les prisons ». Ces deux syndicats ont donc mis en place leurs propres moyens d'action : la CGT devait lancer, mardi 24 septembre, une grève illimitée à la prison de Strasbourg, et le secrétaire général de l'USP, M. Dominique Poumeyrol, a commencé, lundi 23 septembre, une grève de la faim au siège parisien de son syndicat.

À l'issue de son congrès, à Evry, Forces ouvrières (32,48 % des voix) a vigoureusement dénoncé le « racolage » et les « opérations suicidaires » de l'UAPF. Le nouveau secrétaire général de FO, M. Serge Albernay, qui souhaite pratiquer, dit-il, « un syndicalisme responsable », a toutefois promis aussi des actions si les primes des surveillants ne sont pas relevées.

Il fut sans de prison pour un violent récidiviste. — La cour d'assises de Colmar (Haut-Rhin) a condamné, lundi 23 septembre, Thierry Seun à huit ans de réclusion criminelle, pour le viol d'une femme de quarante ans, en juillet 1989, à Mulhouse. À l'époque des faits, cet homme de vingt et un ans était sorti depuis six jours de prison, où il venait de purger une première peine pour le viol d'une mineure de quatorze ans, en 1986. — (AFP)

ENVIRONNEMENT

M. Laurent Fabius présidera le « pôle européen » du Worldwatch Institute

Le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, tiendra à être présent sur le front de l'environnement. Avec le colloque scientifique intitulé « Atmosphère et climat », en mars 1989, il avait lancé ce qu'on appelle aujourd'hui les « colloques de Lassy ». Le dernier en date, en février 1991, était consacré aux océans. M. Fabius continue ainsi à étendre son réseau « Ecomères », fondé l'an dernier. D'un côté les scientifiques, de l'autre les élus : l'écologie fabiusienne marche sur deux pieds.

Et voici que, ce 24 septembre, se réunissent à l'hôtel de Lassy une trentaine de personnalités internationales pour fonder le pôle européen du Worldwatch Institute de Washington. Parmi les membres fondateurs, on note MM. Hugues de Juvigné, Joël de Rosnay, Alain Lipietz et René Passet. Le Worldwatch Europe aura pour délégué général un industriel belge, M. Gunter Pauli, et un permanent installé au siège (7 Roignys B, 2590 Bellen, Belgique). Son conseil scientifique sera présidé par Ilya Prigogine. Pour commencer, l'antenne européenne du Worldwatch Institute bénéficiera de financements belges et néerlandais.

Le Worldwatch Institute est un lieu de réflexion indépendant qui se consacre à l'étude de l'environnement global. Il a été créé en 1974 à

Washington par M. Lester Brown, ancien fonctionnaire du ministère américain de l'Agriculture, qui avait découvert les déséquilibres de la planète au cours d'un séjour en Inde. Grâce à son équipe de chercheurs et d'universitaires qui dépouillent systématiquement quelque deux cents publications venues du monde entier, le Worldwatch Institute fait aujourd'hui autorité en matière d'environnement, planétaire et de « développement durable ».

Depuis 1984, l'institut publie un *État de la planète* qui est devenu au fil des ans un ouvrage indispensable pour tous les observateurs de l'environnement mondial. Il publie aussi des études — une centaine jusqu'à présent — sur des sujets aussi divers que l'énergie, l'alimentation ou la démographie.

R. C.

Une condamnation pour abandon de goéland dans le Vercors. — Philippe Muiy, cinéaste publicitaire, et Jean-Philippe Varin, spécialiste animalier, ont été condamnés, lundi 23 septembre, par le tribunal correctionnel de Grenoble, à 2 000 F d'amende chacun, pour avoir abandonné, après le tournage d'un film publicitaire, plusieurs goélands argentés dans le massif du Vercors. Hors de leur milieu naturel, six d'entre eux étaient morts.

SCIENCES

Selon l'Agence internationale de l'énergie atomique

Trente et un incidents nucléaires se sont produits en mer depuis 1950

LONDRES

de notre correspondant

Le HMS *Sheffield*, destroyer britannique coulé, le 10 mai 1982, au large de l'archipel des Malouines par un missile émis de la marine argentine, transportait des armes nucléaires. Telle est l'affirmation contenue dans un rapport émanant de l'Agence internationale de l'énergie atomique de Vienne (Autriche).

Ce document, destiné à la conférence internationale sur la pollution marine, qui doit se tenir à Londres en novembre prochain, dresse la liste de trente et un incidents au cours desquels des armes ou matériels nucléaires ont disparu en mer — trois seulement ont été retrouvés — entre 1950 et 1991. Dans cette liste, le second incident « non confirmé » impliquant la Grande-Bretagne est celui d'un missile *Polaris*, « perdu » par le sous-marin HMS *Resolution*, près de la Floride, le 19 mai 1963.

Le ministère britannique de la défense a toujours nié de tels incidents. Les autorités britanniques confirment seulement qu'un missile *Polaris* « non armé » a été tiré, avec succès, par le sous-marin *Resolution* au large de la Floride. Ce démenti n'altère en rien les affirmations de l'Agence de Vienne, habitée aux

démarches officielles. Sur ce total de trente et un incidents, quinze ont été confirmés par les pays intéressés. Dix-huit d'entre eux impliquent les États-Unis : perte d'un avion de chasse F-14 équipé d'une arme nucléaire au large de la côte écossaise, en septembre 1986; perte de quatre armes nucléaires provenant d'un avion B-52, dans l'océan Arctique, en 1968; disparition d'un générateur nucléaire faisant partie de la mission Apollo-13.

Neuf autres incidents concernent des armements soviétiques, dont sept proviennent de sous-marins nucléaires. Enfin, la France et le Japon sont également cités, chaque pays étant responsable d'un moins un incident.

La publication de ce rapport intervient au moment où l'Union soviétique annonce son intention de procéder à des opérations de renforcement d'un sous-marin armé de missiles nucléaires — vraisemblablement le *Komsomolsk*, qui a coulé le 7 avril 1989, au large de la Norvège — en raison des risques présentés par d'éventuelles fuites de radioactivité.

LAURENT ZECCHINI

Conférences

dans le cadre de l'exposition

LA TABLE D'ORIENTATION DES COMMUNICATIONS

mercredi 2 octobre à 17 h

"Aspect international du développement des télécommunications..."

par Catherine Bertho-Lavenir, France Télécom, CNAM.

dans le cadre de l'exposition

IMPRIMER, EXPRIMER

samedi 5 octobre à 15 h

"Le métier d'écrivain, le best seller"

par Régine Deforges, écrivain et éditeur, Irène Frain, écrivain, Emmanuel Le Roy-Ladurie, administrateur général de la Bibliothèque nationale, historien.

Animation : Marie-Odile Monchicourt, Radio France.

(accès libre)

cité des Sciences et de l'Industrie 30, avenue Corentin Cariou 75019 Paris, Métro Porte de la Villette Informations (1) 40 05 73 32

SPORTS

Après la démission de son président

Polémiques au sein du comité olympique américain

Le comité exécutif du comité olympique américain (USOC), réuni lundi 23 septembre à Colorado Springs (États-Unis), a désigné M. William Hybl comme candidat à la présidence par intérim de l'USOC. Son élection ne fait guère de doute. Elle devrait être entérinée avant le 27 septembre. Cette désignation fait suite à la démission, mercredi 18 septembre, de M. Robert Helmick, président de l'USOC depuis 1984.

Ce dernier, avocat d'affaires, est au centre d'une vive polémique depuis que le quotidien américain *USA Today* a révélé qu'il avait gagné des sommes importantes (le journal a parlé de 127 000 dollars perçus en 1990) en tant que consultant pour des firmes de sport ayant des liens avec le mouvement olympique.

M. Helmick, qui avait été président de la fédération internationale de natation, est membre du Comité international olympique depuis 1988. Un autre dirigeant, M. Harvey Schiller, président du comité exécutif de l'USOC, est accusé par la fédération américaine de s'être cherché à

obtenir gratuitement du matériel et des laissez-passer permanents sur les pistes. Une enquête est en cours.

M. Hybl, quarante-neuf ans, est avocat de formation. Il a occupé un poste de conseiller spécial à la Maison Blanche (sur les questions sportives) durant le premier trimestre de 1981. Il préside la Fondation El Pomar, qui multiplie les donations dans des domaines tels l'éducation, la santé, l'environnement. Il devrait occuper ces fonctions de président par intérim de l'USOC jusqu'aux Jeux olympiques de Barcelone (août 1992).

FOOTBALL : un nouveau président pour le Brest-Armorique. — M. Alain Guilloux, avocat fiscaliste à Paris, a été élu président du club de football du Brest-Armorique (deuxième division) à l'occasion d'une assemblée générale du club breton, lundi 23 septembre, à Brest. Il remplace M. François Yvinec, président depuis le 24 juin 1981, dont la démission a été entérinée au cours de la même séance.

EN BREF

Saisie de 33 kilos d'héroïne à l'aéroport de Roissy. — 33 kilos d'héroïne ont été saisis, lundi 23 septembre, à l'aéroport de Roissy, dans les bagages d'un Béninois de trente-quatre ans, en provenance de Bangkok (Thaïlande) et en transit pour Lagos (Nigéria). Le voyageur, Hounsa Salibou, devait être défilé mardi au parquet de Bobigny. La saisie de ces trente et un sachets d'héroïne, pour une valeur marchande de 33 millions de francs, constitue pour les Douanes « la plus importante saisie réalisée dans un aéroport français par les services douaniers » depuis celle de 35 kilos d'héroïne à Roissy en 1977.

Affaire Touvier : le juge d'instruction communique le dossier au parquet. — M. Jean-Pierre Getti, juge d'instruction au tribunal de Paris, a communiqué, lundi 23 septembre, le dossier Touvier au parquet pour qu'il prenne des réquisitions. M. Paul Touvier, soixante-seize ans, ancien chef des renseignements de la milice lyonnaise avait été inculpé de crimes contre l'humanité et placé sous mandat de dépôt, le 24 mai 1989, par M. Getti. Il avait été remis en liberté, sous contrôle judiciaire, le 11 juillet dernier par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris (le Monde du 13 juillet).

Le père de Sébastien inculpé d'homicide volontaire par « imprudence professionnelle ». — Akli Labacci, le père de Sébastien, l'enfant de trois ans dont le corps lesté de pierres avait été repêché, samedi 21 septembre, dans un canal au Puy-Sainte-Réparate (Bouches-du-Rhône), a été inculpé, lundi, d'homicide volontaire par le juge Yves Bonnet, de Digne-les-Bains. Cette nouvelle mise en cause — le père avait été inculpé de séquestration avant la découverte du corps — constitue une « imprudence professionnelle » qui a accablé cependant pas la thèse du meurtre de l'enfant. L'autopsie pratiquée dimanche n'avait pu établir les causes de la mort (le Monde du 24 septembre).

L'État condamné à payer après des manifestations sur une autoroute. — Le tribunal administratif de Dijon a condamné l'État à verser plus de 16 millions de francs à la Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône en réparation de préjudices provoqués par des manifestations sur l'autoroute A6 dont elle est concessionnaire. La principale requête prise en considération par le tribunal couvrait une manifestation de chauffeurs routiers qui avait paralysé le réseau autoroutier au moment des vacances scolaires entre le 16 et le 24 février 1984.

هكذا من الأصل

SCIENCES • MÉDECINE

La résurrection d'Olympus

Le satellite de télécommunications européen, qui semblait perdu, doit être remis au travail à partir de la Terre

BICK from the death. Retour de l'au-delà. Mission impossible. Les ingénieurs et les techniciens du centre d'opérations de l'Agence spatiale européenne (ESA) de Darmstadt (Allemagne) ont guéri le récent sauvetage du satellite de télécommunications européen Olympus. Un sauvetage à suspense qui ne le cède en rien aux plus beaux dépannages spatiaux des Américains et des Soviétiques. Qu'il s'agisse de la récupération manuelle, en avril 1984, du satellite d'observation astronomique Solar-Max ou de l'installation plus récente de panneaux solaires supplémentaires sur la station Mir. Seule différence : la résurrection d'Olympus ne doit rien à la chirurgie interventionnelle d'un chirurgien ou d'un dépanneur de l'espace mais tout à la mise en commun, durant presque deux mois, des seuls moyens intellectuels d'une cinquantaine de personnes.

Tout a commencé le 29 mai dernier. Alors que depuis presque deux ans Olympus, satellite expérimental de télécommunications de demain, jouait complaisamment les relais en retransmettant vers d'autres zones les émissions radio et télé qui lui étaient envoyées depuis le sol, il refusa soudain tout service aux petites heures de la matinée. Rien de bien grave,

pensait-on. Le satellite est expérimental et, pour cette raison, susceptible de quelques caprices.

Quelques mois auparavant, le 28 janvier, Olympus avait déjà connu une averse saine avec la perte d'un de ses deux panneaux solaires, victime d'un court-circuit aussi soudain qu'inexplicable. Aujourd'hui encore, les techniciens se perdent en conjectures. « Nous sommes embarrassés pour avancer la moindre hypothèse », explique le professeur Massimo Trola, inspecteur général de l'ESA, chargé de l'enquête sur les déboires d'Olympus.

Débris en tout genre

Décharge électrostatique ? Destruction partielle de la protection thermique de l'engin ou collision par un débris spatial peut-être d'origine humaine ? Ce dernier scénario n'a rien d'impossible si l'on en juge par l'aventure récente de la navette Discovery, obligée de dévier de sa route pour éviter un morceau de fusée soviétique en errance depuis 1977 et de la taille d'une camionnette !

Malgré cette amputation de ses ressources en énergie, Olympus a donné satisfaction à ses utilisateurs (RAI, BBC, universités, CERN) pendant les mois qui ont suivi. Jusqu'à cette date fatidique du 29 mai, où les contrôleurs du satellite ont bien cru

que les 2,6 tonnes de matériel de l'engin et les 600 millions d'écus (4,2 milliards de francs) s'évanouissaient dans le vide sidéral.

Faute, semble-t-il, de recevoir le signal radio d'une base au sol nécessaire au bon fonctionnement de son contrôle d'attitude, Olympus s'est alors « dépointé » et mis aussitôt en mode de sécurité, un de ses axes orienté automatiquement vers le Soleil. Cette situation n'avait rien d'alarmant et des procédures existaient pour que le satellite reprenne sa position, toutes antennes pointées en direction de la Terre pour bien recevoir, puis renvoyer, les signaux de télécommunications émis depuis le sol.

Las, un fâcheux concours de circonstances brisa net les tentatives de sauvetage de l'équipe de contrôle au sol. « Soumis à la trop forte pression des utilisateurs du satellite », selon M. René Collette, directeur des télécommunications à l'ESA, les opérateurs de l'ESOC à Darmstadt « ont en effet utilisé des procédures de réactivation de l'engin certes plus rapides, mais pas homologuées ».

Conséquence : une première série de difficultés dues à l'envoi vers Olympus d'ordres erronés. Puis une autre, « qu'un opérateur pourtant très compétent » a malheureusement déclenchée en engageant une opération sans savoir si le premier message

donné au satellite avait bien été reçu. Et bien sûr ce n'était pas le cas. Résultat : Olympus se met à rouler sur lui-même et dérive lentement vers l'est pour une longue promenade « buissonnière ».

Un froid sidéral

Nous sommes toujours le 29 mai et la situation, qui était catastrophique, devient désespérée car le satellite, du fait de ses mouvements, devient impossible à contacter. L'orientation de ses panneaux solaires est incorrecte ; il tourne comme une toupie et ses réserves d'énergie commencent à baisser dangereusement. Du coup, le système de régulation thermique devient inopérant. La température à bord descend jusqu'à - 60 degrés alors que l'électronique de bord en censée « tenir » à - 40 degrés seulement.

L'heure n'est guère à l'optimisme car Olympus n'a plus qu'une petite étonnante de vie. C'est, bien faible, que le panneau solaire encore en état fournit. Cette chance minuscule, les membres de l'équipe de sauvetage, constituée par les gens de l'ESA et des ingénieurs de British Aerospace, constructeur de l'engin, ne vont pas la rater. Tandis que, dans des conditions relativement acrobatiques, les stations au sol de l'ESA, de la

NASA et du CNES se relaient pour ne pas perdre de vue le satellite, ces cinquante personnes mettent au point dans la hâte leur fragile plan de sauvetage.

Le 19 juin, ils parviennent enfin à renouer le dialogue avec l'engin. « Un vrai miracle », car l'énergie à bord n'est disponible que de façon intermittente, en raison des mouvements désordonnés du satellite mais aussi parce que les antennes de réception des signaux de commande ne sont que très rarement, et pendant un bref instant, pointées en direction de la Terre. C'est un vrai travail de bénédictin qu'il faut accomplir pour entrer en contact au meilleur moment avec l'engin.

Malgré cela, malgré la défaillance de deux capteurs à infra-rouges intervenant habituellement dans le contrôle d'attitude de l'engin, Olympus obéit et se réveille lentement. Notre « Belle au bois dormant spatiale » réchauffe alors ses installations, si bien que, fin juin, ses batteries sont remises en charge. Avec précaution et en inhibant certaines fonctions, de peur que cette chaleur soudaine ne déclenche accidentellement la mise en route de tel ou tel dispositif de l'engin.

L'espoir renaît. Et Darmstadt peut enfin, début juillet, entamer les opérations de dégel des réservoirs de combustible des systèmes de propul-

sion du contrôle d'attitude. Une longue et difficile opération dont on ne sait si les petits moteurs qui commandent le contrôle d'attitude d'Olympus sortiront indemnes. Trois semaines plus tard, les responsables de l'ESA savent qu'ils sont en train de gagner la partie. L'ordre de mise à feu de ces moteurs est donné et les 2,6 tonnes du satellite bougent enfin. Lentement, Olympus entame son retour vers son poste de travail. A nouveau il doit repérer la Terre et le Soleil.

Le 13 août, il est en place. Dix jours plus tard, l'ensemble de ses quatre charges utiles sont sous tension, pour le plus grand soulagement des responsables de l'ESA et des utilisateurs de l'engin, toujours impatients. Mais la prudence reste de règle. L'équipe de sauvetage craignant que cette longue congélation n'ait quand même affecté Olympus, l'ESA, comme le constructeur, n'ose croire victoire et préfère multiplier les tests et les contrôles avant de déclarer Olympus bon pour le service, ce qui devrait être fait en novembre.

A ce moment-là seulement, les sauveteurs pourront enfin souffler et évaluer le coût réel - environ 10,5 millions de francs - du sauvetage de cette drôle d'Eurydice attachée au royaume du froid.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

Les surprises de Locmariaquer

Dans le Morbihan, des mégalithes vieux de quelque six mille ans sont entourés de vestiges anciens qui restent à découvrir

SEIZE menhirs de tailles diverses étaient dressés, dans un alignement parfait, à Locmariaquer (Morbihan), là où personne ne soupçonnait leur existence jusqu'à cet été. Pourtant le site mégalithique de Locmariaquer est célèbre dans le monde entier, comme en témoignent les quelque 80 000 visiteurs payants - dont de nombreux Italiens et Allemands, ainsi que des Britanniques et des Néerlandais - qui l'auront visité en 1991.

Sa Table des Marchand (1), un dolmen ou tombe à couloir, a suscité pendant des siècles toutes les légendes imaginables. Son Grand Menhir (20 mètres de haut, 300 tonnes environ) est toujours le plus énorme de tout le monde occidental, même s'il est cassé en quatre morceaux depuis... le début du quatrième millénaire avant Jésus-Christ. Son tumulus d'Er Grah (appelé aussi Er Vinglé) est bien visible non loin des deux monuments mégalithiques cités plus haut.

Mais Locmariaquer, comme la plupart des sites mégalithiques, n'avait jamais été fouillé sérieusement. Il a fallu attendre 1986 pour qu'une équipe d'archéologues dirigée par Jean L'Helgouach (CNRS, Nantes), pour la Table des Marchand, Charles-Tanguy Le Roux et Yannick Leclerc (respectivement directeur et ingénieur-archéologue des antiquités de Bretagne), pour Er Grah, viennent y travailler chaque année pendant cinq mois.

La première chose qui surprend

lorsque l'on n'est pas venu à Locmariaquer depuis cinq ans est qu'on ne voit plus la Table des Marchand : le dolmen est caché depuis le mois de mars sous un cairn déformé par des parcmets de pierres sèches bien rangées, commençant et finissant de part et d'autre de l'entrée du monument. Rien de ce nouveau décor n'a été inventé. Tous les dolmens étaient dissimulés sous des cairns. Celui de la Table des Marchand a disparu au début de l'ère chrétienne car il a servi de carrière de pierres pour le théâtre gallo-romain tout proche, et il vient d'être reconstruit au-dessus des restes authentiques des vieux murs qui les fouilles ont retrouvés, conservés sur une hauteur maximum de 1,30 mètre. L'ancien parcmet a été séparé du nouveau par un lit de fines ardoises qui montrent discrètement mais nettement où finit la partie ancienne et où commence la partie neuve.

La reconstruction du cairn était nécessaire. Le granite des dalles de couverture est friable et deux mille ans d'exposition aux intempéries faisaient se desquamer la pierre. Pour arrêter ce processus, du papier goudronné a été mis sous les pierres du cairn et un réseau de drainage installé autour du monument.

L'intérieur du dolmen a été restauré au cours de l'hiver dernier. Il y a cinq ans, une des énormes dalles de couverture (2) ne reposait plus que sur trois grands piliers dont deux sont manifestement des menhirs-stèles réemployés. L'hiver dernier, ont été mises en place les trois dalles de couverture et les quatre piliers manquants. Tous ces éléments neufs sont en béton maillé en granite.



L'alignement très récemment découvert des seize trous de calage des petites menhirs. Au fond, les moceaux du Grand Menhir, le megalithe le plus grand de France, qui était celui du bas, est tombé vers la droite et l'alignement était orienté vers la base du Grand Menhir ; les trois autres moceaux, ceux du haut, sont tombés vers la gauche. Sur la gauche de la photo, on voit le parcmet du Cairn de la Table des Marchand.

thiques ont été détruits, le sol alors nivelé, le Grand Menhir et tous ses petits frères voisins abattus. La position relative des quatre moceaux et les traces de coins de bois utilisés très longtemps partout dans le monde pour « couper » les pierres de grande taille) montrent que le Grand Menhir a été défilé, ou commencé à être défilé, avant d'être abattu. Dans le même temps, était édifiée la Table des Marchand dont la chambre a une hauteur inhabituelle grâce au réemploi de menhirs-stèles plus anciens. Avec son cairn de recouvrement, installée tout à côté de l'emplacement du Grand Menhir, elle était, au contraire, une tombe cachée.

En 1989, une prospection électrique a détecté dans le proche sous-sol un alignement nord-nord-est-sud-ouest de « blocailles » partant du pied du Grand Menhir. Les fouilles ont dégagé cette année-là les deux premiers trous de calage de menhir. En 1990 un autre et cette année treize. Les seize trous sont très proches les uns des autres puisqu'ils sont séparés par moins de 2 mètres. Ils sont plus ou moins profonds. L'un d'entre eux, particulièrement important, devait supporter un menhir plus grand que les autres, plus grand en tout cas que ses deux voi-

sins immédiats. Un autre trou contient encore la base de son menhir. Les calages sont parfois très bien conservés avec les pierres encore posées à l'oblique le long des parois des trous.

Il est tout à fait possible que cet alignement inattendu se prolonge vers le sud-nord-est. Mais l'accès au terrain voisin - en friche - qu'il faudrait fouiller est totalement interdit par le propriétaire.

L'utilité des « mauvaises » pierres

Parallèlement et perpendiculairement à cet alignement, les fouilles ont aussi trouvé les traces de trous de poteaux de bois qu'on ne s'explique pas pour le moment. Tout au plus pourrait-on penser à une éventuelle structure complémentaire en bois, nécessaire à la protection ou à la décoration des menhirs. Quoi qu'il en soit, le fait que l'alignement commence au pied du Grand Menhir suggère qu'il en était le contemporain, qu'il a été défilé lui aussi vers 3800-3700 avant Jésus-Christ et que ce sont peut-être ses éléments qui ont été réemployés dans la Table des Marchand.

Les fouilles du dolmen d'Er Grah ont montré que ce monument était,

lui aussi, aligné par rapport au Grand Menhir. Sa structure est très différente de celle de la Table des Marchand. Elle se compose, en effet, d'une petite chambre funéraire « scellée par la construction même du cairn qui la protège : la tombe n'a donc pu servir qu'une fois », contrairement aux dolmens plus classiques qui, telle la Table des Marchand, ont pu servir à plusieurs reprises puisqu'ils s'ouvraient par une porte assez facilement accessible que l'on pouvait ouvrir ou fermer quand besoin était.

Le dolmen d'Er Grah est très complexe. Sa chambre sépulcrale était cachée sous un cairn double, augmenté d'une enveloppe extérieure quadrangulaire longue de 75 mètres et large de 16 mètres. Cette dernière est faite de plusieurs parcmets disposés en écaillés de poissons qui assuraient la stabilité du tout. Comme le cairn de la Table des Marchand, celui d'Er Grah a manifestement servi de carrière de pierres depuis les temps gallo-romains. Mais ses « mauvaises » pierres ont été rejetées immédiatement. Ce qui a protégé la base des parcmets.

La construction d'Er Grah s'est très probablement faite en plusieurs étapes. D'abord, on a édifié un petit tumulus d'argile dans lequel on a sans doute pratiqué quelques inhumations. Ensuite, on a recouvert ce tumulus d'un petit cairn. Par la suite, on a construit la chambre sépulcrale en utilisant très probablement un moceau du même grand Menhir dont on a identifié deux fragments sur la Table des Marchand et sur le dolmen de Gavrinis - et les parcmets nord-sud du grand cairn. Enfin, le dolmen a été prolongé vers le sud (et aussi vers le nord ?) par des parcmets de pierres parallèles dont l'intérieur a été bourré d'un remplissage d'argile. L'étude de ce remplissage a été très intéressante : on y voit les traces du contenu de chaque « petit » panier (une quarantaine de kilos !) déversé entre les parcmets et on y a retrouvé de la poterie, des outils et des éclats de silex.

Actuellement, ne subsistent que les deux ou trois premières assises des parcmets. Mais sur plusieurs dizaines de mètres de long. Ce qui permet de voir que les parcmets sont parfaitement orientés vers la base du Grand Menhir. Pourtant celui-ci allait être abattu, ou venait de l'être, lorsque la dernière phase de la construction d'Er Grah était en cours. On pense, en effet, que le monument a été fait entre 3800 et 3500 avant Jésus-Christ.

Comme les fouilles de la Table des Marchand, celles d'Er Grah sont bloquées par des histoires de propriété des terrains voisins : un chemin qui sépare les extrémités des long parcmets d'Er Grah des moceaux du Grand Menhir et qui est la voie d'accès à la Table des Marchand et à la parcelle en friche dont nous avons parlé plus haut.

Se pose aussi le problème de la continuation des fouilles. Depuis

1986, elles ont été faites dans le cadre de deux programmes triennaux auxquels ont été consacrés, en six ans, 4,5 millions de francs donnés par le ministère de la culture (40 %), le département (50 %) et la commune (10 %). Le 29 septembre prochain, ces six années de fouilles auront dû s'achever. Mais le département et la commune semblent être d'accord pour reprendre les travaux archéologiques en 1992, sur un rythme légèrement moins intensif mais pour une nouvelle période de quelques années.

Un éventuel arrêt définitif aurait été très regrettable à plus d'un titre : d'une part, les monuments mégalithiques de la Table des Marchand et d'Er Grah, ainsi que leurs abords ne sont encore ni complètement fouillés ni compris. D'autre part, on aurait pu avoir quelques inquiétudes pour eux quand on sait que, dans les années 70, la municipalité a nivelé un monument de la même époque long de 150 mètres et large de 100 mètres pour faire... le parking destiné aux visiteurs de la Table des Marchand et du Grand Menhir.

Enfin, la commune de Locmariaquer a, sur son territoire, les dolmens de Mané Lud, de Mané Rutual, de Mané Er Hroeg, des pierres plates gravées, une superbe maison de pierre où la date de 1784 est gravée au-dessus de la porte et dont une partie du mobilier d'époque est, lui aussi, fait dans la pierre. Pour ne parler que des vestiges anciens les plus importants mais négligés pour le moment.

YVONNE REBEYROL

DIOPTASE

Volume, éclat de vos cheveux : l'effet instantané !

Vos cheveux sont trop fins, plats, gras, malades, et vous avez déjà tout essayé, alors cette information vous concerne ! Grâce à la Société d'Etudes et de Recherches Biologiques (SERB), vous allez enfin pouvoir redonner rapidement du volume et un nouvel équilibre à vos cheveux. Ce miracle porte un nom : DIOPTASE. Cette emulsion d'huiles essentielles de conception toute nouvelle propulse jusqu'à la racine des acutés et des nutriments qui concourent à la régénération. Ainsi les problèmes de cheveux disparaissent. Mais surtout, signalez le spectaculaire effet volumaire et la brillante visibilité dès la première application. En bû : un coup d'éclat instantané pour vos cheveux. Facile à utiliser : s'applique 15 mn avant le shampooing.

DIOPTASE en pharmacie : coffret de six ampoules (code 649 259.9).

هكذا من الأصل

هكذا من الامل

SCIENCES • MEDECINE

Un entretien avec l'ancien président de l'INRA

« Le sort de la recherche agronomique et celui de la biomédecine sont désormais liés »
nous déclare M. Pierre Douzou

M. Pierre Douzou, soixante-cinq ans, vient de quitter le poste de président de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) qu'il occupait depuis 1989. Successeur de l'ancien président du conseil scientifique de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) de 1979 à 1981, puis du conseil scientifique de l'INRA de 1985 à 1989, il participe depuis 1986 aux travaux du collège de direction scientifique de l'INSERM (CODIS). Au carrefour de l'agronomie et de la génétique, il nous expose les perspectives d'avenir de la recherche biomédicale.

« Grâce aux progrès de la biologie moléculaire et à la maîtrise croissante des transferts d'embryons, on assiste aujourd'hui à une multiplication de la création d'animaux d'élevage transgéniques, dans lesquels a été greffé un gène étranger. La plupart de ces manipulations visent à recueillir, dans le lait ou le sang de ces animaux, des protéines pharmaceutiques à haute valeur ajoutée (le Monde du 18 septembre). Est-ce là le principal avenir biomédical des animaux transgéniques ? »

« Pas tout à fait, car d'autres applications se profilent à l'horizon. Le modèle animal, naturel ou modifié par la transgénèse, restera en premier lieu le bionillon obligé de l'étude des maladies humaines et de leurs traitements, comme il l'a toujours été pour l'étude de la physiologie et de la pathologie de l'homme. »

« Cette sollicitation est aujourd'hui jugée excessive par certaines sensibilités de l'opinion, qui se dressent contre l'expérimentation animale. La même opinion, pourtant, ne devrait pas s'insurger contre l'utilisation de modèles « naturels » d'affections trouvées chez l'homme — tel le porc, qui présente spontanément des atteintes cardio-vasculaires très semblables à celles de l'homme. Elle devrait aussi tolérer chez les gros animaux d'élevage, que l'on n'hésite pas à sacrifier pour la consommation, la création de modèles mimant des maladies humaines graves et encore mal comprises qui, une fois testées sur l'animal, seront sans doute curables à terme par la très prometteuse « thérapie génique ». »

« Pourquoi utiliser pour cela de gros mammifères, alors que l'on dispose d'un modèle plus maniable, plus reproductible et donc moins coûteux avec la souris de laboratoire ? »

« En dépit d'avantages bicoconnus qui tiennent à la composition de son patrimoine héréditaire, très proche de celui de l'homme, la souris ne constitue pas un très bon modèle de l'homme au plan physiologique et fonctionnel. En transposant à des embryons de bovins, d'ovins ou de porcins, les transformations génétiques que l'on réalise aujourd'hui sur des embryons de souris, on miserait avec infiniment plus de réalisme sur un modèle plus proche de l'homme. »

« Pour toutes ces affections et bien d'autres, la souris ne constitue pas, loin s'en faut, un modèle idéal. De par sa taille, elle ne peut pas non plus constituer un pourvoyeur de substances biologiques ni de cellules, de tissus ou d'organes animaux, dont la transplantation constituera sans doute une des grandes voies d'avenir de la médecine humaine. »

« Voulez-vous dire que l'on envisagerait la greffe d'organes animaux sur l'homme ? »

« Depuis 1975, plus de 113 000 transplantations rénales (de loin la plus fréquente) ont été effectuées dans 31 pays, dont plus de 14 000 en France. En 1989, moins de 3 200 demandes de greffe rénale ont pu être satisfaites en France, pour une demande supérieure à 8 700. Le marché mondial des transplantations (rein, cœur, foie et poumon) est actuellement estimé à 6 milliards de francs, et l'on peut d'ores et déjà prévoir que le déséquilibre entre l'offre et la demande de greffes disponibles ne cessera de croître. »

« Il faut donc envisager, dès aujourd'hui, une « humanisation » des organes provenant d'animaux d'élevage. Des raisons physiologiques, voire éthiques, guideront les choix, mais la recherche — considérable — visant à cette humanisation doit commencer dès aujourd'hui. Elle implique en premier lieu d'étudier l'acceptabilité immunologique de l'organe greffé par son receveur, principal problème à résoudre pour envisager ce type de transplantation. »

« Cette difficulté n'est-elle pas insurmontable ? »

« Les greffes d'organes, on le sait, ne peuvent se faire sans que

soit respectée une certaine compatibilité immunitaire entre le donneur et le receveur. Dans le cas des transplantations d'organes humains, cette contrainte oblige à recourir à un subtil cocktail d'immunosupresseurs, telle la ciclosporine, afin d'éviter les phénomènes de rejet. »

« Dans le cas où le greffon serait d'origine animale (xéno-greffe), les obstacles dus à l'incompatibilité immunologique seraient à l'évidence infiniment plus grands. Mais l'on peut envisager, grâce aux transformations génétiques, de rapprocher suffisamment le système immunitaire des animaux transgéniques de celui de l'homme pour lutter contre ce phénomène. »

« Etant donné le nombre d'ob-



stacles et les inconnues qu'il faudra surmonter, cela suppose un énorme travail, et des résultats sans doute lointains. Mais l'identification des problèmes, des solutions envisageables, l'évolution actuelle des techniques de transgénèse et de l'étude du développement embryonnaire conduisent à penser que l'on parviendra un jour à humaniser les organes de certains animaux. »

« Qu'impliquent ces perspectives pour la recherche agronomique et médicale ? »

« La recherche de ces convergences entre l'homme et la bête relève, on le voit, de travaux cognitifs et pluridisciplinaires de longue haleine. Elle suppose également que l'on fasse appel à des animaux autres que ceux utilisés actuellement dans les laboratoires : les gros mammifères ne peuvent être élevés dans des animaleries, encore moins en milieu hospitalier, et devront être gérés en batteries ou en troupeaux, avec le concours d'hommes de l'art rompus aux productions animales. »

« D'autre part, pour accroître l'efficacité de la transgénèse sur les gros mammifères, de nombreuses études sur le clonage et la culture des cellules embryonnaires sont nécessaires. Or pour produire de façon rentable des ovocytes destinés à l'étude d'un type d'embryon donné, il faut un troupeau de 150 à 300 animaux ! Les biologistes moléculaires auront donc besoin d'autres biologistes spécialisés dans les productions animales, révois pour l'essentiel, en France, sous l'égide de l'INRA. »

« Cela implique une réelle coopération entre la recherche agronomique et la recherche biomédicale, dont les deux parties tireront profit. Car, dans le même temps, les agronomes ne peuvent faire l'impasse sur les perspectives économiques considérables que leur ouvrira demain la recherche biomédicale. Le sort de ces deux domaines des sciences de la vie est désormais lié, et il dépendra de la volonté de chacune des deux parties de coopérer à l'œuvre commune. »

« Ou en est actuellement cette coopération dans la recherche française ? »

« En France, les laboratoires qui associent recherche agronomique et recherche biomédicale sont encore figure d'exception. Certaines actions prennent forme, qui bénéficient du soutien des pouvoirs publics. Dans le cadre de son action Saots reboologiques, le ministère de la recherche et de la technologie participe ainsi depuis 1990, à hauteur d'environ 8 millions de francs (soit 50 % du budget total) répartis sur trois ans, à un projet concernant le clonage d'embryons chez les bovins, qui réunit actuellement des équipes de l'INSERM, de l'INRA, du CNRS et du groupe Rhône-Mérieux. De tels exemples restent encore rares et largement insuffisants, mais je crois savoir qu'il est de la volonté de notre ministre de la recherche de favoriser de telles actions. »

« Comment expliquez-vous ce cloisonnement d'activités qui devraient être complémentaires ? »

« La recherche sur la trans-

gène animale tend un piège classique à ses opérateurs, parce qu'elle les isole dans la dichotomie que l'on observe entre recherche fondamentale et recherche appliquée. En classant arbitrairement les travaux des organismes de recherche dans l'une ou l'autre de ces deux catégories, cette dichotomie scinde les connaissances. Il serait temps de revenir à la conception des « métiers de la recherche », co-voqueurs chez nous au sein des années 80 et quelque peu oubliés aujourd'hui par leurs bénéficiaires potentiels. »

« Cette dichotomie existait déjà il y a vingt ans. Cela n'a pourtant pas empêché les progrès pour l'espèce humaine de la procréation assistée, qui ont été rendus possibles grâce à la recherche agronomique menée pour l'amélioration des animaux d'élevage. Ne va-t-on pas assister au même phénomène avec les animaux transgéniques ? »

« L'analogie est presque exacte, à cela près que les avancées agronomiques et médicales s'étaient alors déroulées en deux temps. La naissance d'Amadine, le premier bébé-éprovette français, remonte à 1982, les premiers transferts d'embryons bovins à 1972. Zoa, premier bébé-éprovette français dont l'embryon a été congelé avant sa réimplantation dans l'uté-

rus maternel, est née en 1986 ; à la même époque, des dizaines de milliers d'embryons bovins étaient déjà congelés dans l'azote liquide. En matière de reproduction, les progrès de la zootéchnie ont donc précédé de plusieurs années ceux de la médecine. »

« La situation est différente en ce qui concerne les animaux transgéniques. Dans un domaine où il n'y a aucun monopole, la recherche biomédicale n'est pas à la traîne. Mais les « agronomes » sont mieux placés pour acquérir la maîtrise d'embryons des diverses espèces se prêtant à l'opération, puis pour produire et gérer les animaux adultes ainsi transformés. La logique exige donc, dès aujourd'hui, l'union de ces partenaires potentiels. »

« L'appel d'offres que vient de lancer la ministre de la recherche, dans le cadre du programme national Biotechnologies, sur les cellules totipotentes ou totales s'inscrit-elle dans cet impératif ? »

« De manière incitative, oui. Des perspectives très prometteuses ont été ouvertes ces dernières années dans ce domaine avec l'arrivée de nouvelles techniques : maturation des ovocytes *in vitro*, développement des embryons précoce *in vitro*, sexage et clonage des embryons et, surtout, utilis-

tion des cellules dites « ES » (embryo stem cells). Pour résumer, il s'agit de cellules d'embryons précoces maintenues en culture dans des conditions telles qu'elles peuvent, par la suite, se différencier en n'importe quel type cellulaire, telles gardent leur totipotence. »

« On parvient actuellement à cultiver des cellules ES de souris, et l'on peut prévoir que la prochaine étape concernera les cellules des gros mammifères. La maîtrise totale de toutes ces techniques permettra donc bientôt de disposer en abondance d'ovocytes et d'embryons animaux, de recourir considérablement les cycles de reproduction et d'obtenir une plus large diffusion des animaux génétiquement transformés. »

« En devenant, grâce aux biotechnologies, des produits à haute valeur ajoutée, les semences végétales ont bouleversé la production agricole mondiale, désormais en passe d'être contrôlée par quelques multinationales. Si l'embryon transgénique devient à son tour une donnée stratégique, quelles conséquences cette mutation aura-t-elle pour l'éleveur ? »

« A l'évidence, l'obtention d'embryons animaux destinés à la recherche biomédicale demandera une haute technicité, que ne pour-

ront mettre en œuvre que des équipes qualifiées et pluridisciplinaires. Il est donc probable qu'ils tomberont tôt ou tard, comme aujourd'hui les semences végétales, sous la loi de l'économie de marché et sous le contrôle d'entreprises de taille multinationale. Quant à l'éleveur qui achètera ces embryons, il aura à son tour la possibilité de donner à son bétail une haute valeur ajoutée, s'il est suffisamment qualifié et entouré de compétences appropriées. »

« En permettant à des éleveurs de livrer des animaux dont les organes seront « humanisés », ou encore producteurs de substances d'intérêt thérapeutique, la recherche contribuera sans doute à résoudre les crises qui affectent ce secteur. Mais la condition préalable consiste à « hybrider » biomédecine et biologie animale, comme le font par exemple les Britanniques avec des projets associant l'AFRC (Agriculture and Food Research Council) et le MRC (Medical Research Council). J'ai essayé, chez nous, d'œuvrer dans ce sens. J'espère avoir été entendu, dans un domaine où tout succès sera mondial ou ne sera pas, et qui touche des activités et des problèmes aussi sensibles. »

Propos recueillis par
CATHERINE VINCENT

UNE ENTREPRISE QUI A DU SOUFFLE SE DOIT DE SAVOIR DIRE MERCI A CEUX QUI LUI DONNENT DES AILES

Dans chaque ville, il est des entreprises où l'erreur la plus infime est inconcevable, des entreprises mettant en œuvre les bio-technologies les plus sophistiquées : les laboratoires d'analyses médicales. Aux biologistes qui accueillent chaque jour en France des centaines de milliers de patients et qui garantissent la qualité des résultats, nous disons merci. Merci de confirmer quotidiennement combien nous avons raison d'innover sans cesse, de travailler au coude à coude avec eux, de constamment investir dans la recherche afin de leur fournir le matériel le plus performant. Dernier en date, le système 7000, l'automate d'analyses médicales qui nous a fait dépasser les géants de l'industrie diagnostic. Ce souffle qui nous anime depuis 40 ans, nous permettant de préparer l'avenir et d'anticiper les futurs développements du monde de la biologie médicale, de doubler notre chiffre d'affaires tous les 4 ans (500 MF en 91), est celui de chacune des 800 personnes du groupe BIOTROL. Il est notre dynamique. Alors, merci aussi à nos équipes recherches et marketing pour leur professionnalisme, pour le partenariat actif qu'elles ont instauré avec les biologistes, merci de nous avoir fait lauréats du bicentenaire de l'I.N.R.I., merci pour les 3 prix que nous avons obtenus en 2 ans pour le système 7000 : Prix Industrie du Salon du Laboratoire 89 - Mention au Concours Performances d'Intermédecia 90 - Nomination aux Oscars 90 du Design du Nouvel Economiste/Canal+. Un grand merci d'avoir fait de nous ce groupe français qui compte, ce groupe français exportant vers les Etats-Unis, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Espagne, le Japon... et plus de 40 pays la garantie essentielle de bons résultats : la qualité.

Institut National de la Propriété Industrielle.

biotrol
résolument
1 rue du Foin, 75140 PARIS CEDEX 03

CULTURE

MUSIQUES

« Henri VIII » à Compiègne

Un opéra tout neuf et pourtant vieux de plus d'un siècle
ouvre ses portes avec une œuvre de Saint-Saëns

Si la guerre de 1870 et la chute du Second Empire n'avaient pas venus compromettre l'achèvement du Théâtre impérial de Compiègne (voir encadré), on peut se demander quel ouvrage aurait été choisi pour l'inaugurer. L'opéra *Henri VIII*, qui faisait les beaux sons de l'Opéra de Paris, ou des extraits de *La Juive*, les *Maîtres chanteurs* ou *Guillaume Tell*? Peut-être bien un opéra bouffon d'Offenbach composé pour la circonstance... Sûrement pas *Henri VIII* de Saint-Saëns, créé en 1883 seulement, mais qui trouve dans cette salle de dimensions modestes, dotée d'une excellente sonorité, l'intimité qui lui a toujours fait défaut au palais Garnier. Car, exception faite de quelques passages éclatants dans la scène du Synode, le caractère de l'ensemble est plutôt intimiste, entre Gounod et Messager. C'est ce qui avait d'ailleurs trahi et séduit les érudits de la résurrection de l'œuvre, en version de concert, lors du Festival de Radio-France et de Montpellier 1989 (le Monde du 21 juillet 1989). On était impatient alors de voir porté de nouveau à la scène un ouvrage qui avait quitté depuis les années 20.

John Pritchard devait diriger à Compiègne, comme à Montpellier, ces représentations d'*Henri VIII* qui sont, en quelque sorte, dédiées à sa mémoire davantage qu'à celle du monarque né il y a cinq cents ans. Moins connu, et surtout beaucoup plus jeune, Alain Guingal se montre à la hauteur de son illustre prédécesseur à la tête d'un orchestre où se retrouvent des musiciens

issus des grandes formations parisiennes ou nationales. L'instrumentation si inventive, si constamment variée de Saint-Saëns sonne sous sa direction avec une clarté et un rare équilibre entre les pupitres. La distribution, en revanche, pâlit un peu à côté de celle de Montpellier. Succédant à celle de François Pollet, la remarquable prestation de Michèle Command (Catherine) dans la scène du Synode et dans le dernier acte n'en pêche pas qu'on attendrait plutôt une voix de grand soprano lyrique. Quant à Philippe Rouillon (Henri VIII), on a trop souvent l'impression qu'il force la voix et, malgré de beaux moments, on est loin de cette assurance terrible d'Alain Fondary, dans la douceur comme dans la force.

L'œuvre vit et progresse

Dans l'air célèbre « Qui donc connaît quand il aime ? », le légat ressemble à des glissements d'une note à l'autre. Écrit pour mezzo-soprano, le rôle d'Anne de Boleyn, dont la tessiture couvre plus de deux octaves, est un peu lourd pour les épaules de Lucile Vignon : elle est souvent touchante néanmoins, mais ne possède pas assez de réserve pour qu'on la comprenne. Enfin, le ténor Alain Gabriel (Don Gomez) reste trop en deçà des exigences de la partition. Les seconds rôles, sauf les tout petits, sont, en revanche, satisfaisants.

Malgré ces réserves, l'œuvre vit

et progresse, même si, à la diffusion de *Samson et Dalila*, il est utile pour l'auditeur d'être un peu familier du livret et de la musique pour apprécier la manière dont se met en place un réseau de tensions assez subtiles. Seule la musique du ballet, doublée d'une chorégraphie souvent à contresens, fait tache dans l'ouvrage, comme si Saint-Saëns l'avait cyniquement bâclée, et une large coupure n'aurait pas même choqué les puristes.

Pierre Jourdan, qui est par ailleurs, comme directeur général et artistique du Théâtre français de la musique, au cœur de la production, n'a pas cherché dans sa mise en scène à s'écarter des prescriptions des auteurs, sinon pour serrer le drame de plus près. Non seulement il a su faire vivre les personnages, richement habillés en costumes historiques, mais encore établir entre eux des relations étroitement liées aux inflexions de la musique. C'est une direction d'acteurs « entendue », pourrait-on dire. Le fait est trop rare pour qu'on ne le souligne pas.

GÉRARD CONDÉ

(1) L'opéra de Saint-Denis l'ayant représenté en anglais en 1983.

Prochaines représentations d'*Henri VIII* les 28 septembre et 5 octobre à 19 heures. Diffusion en direct sur France-Musique le 5 octobre. Un enregistrement paraîtra ultérieurement en co-production avec Le Chant du monde. L'opéra d'Auber *Gustave III* sera donné en version de concert le 29 septembre et le 6 octobre à 17 h 30. Tél. : 05-03-14-46 (numéro vert).

L'opéra fantôme de Napoléon III

Il était là au cœur de la ville, à deux pas du château, dissimulé par la façade banale d'un immeuble bourgeois. Les mélomanes l'ignoraient, les passionnés d'architecture aussi. Seuls quelques conseillers municipaux qui y organisaient des distributions des prix fréquentaient, épisodiquement, cet endroit désert. Il ne manquait pourtant rien à ce théâtre doté d'une scène de 13 mètres d'ouverture et de 25 mètres de largeur. Rien, sinon la décoration et la volonté de l'utiliser.

Les premiers travaux commencèrent en 1867. Ils venaient de s'achever, après cent vingt ans d'interruption. La salle de neuf cents places est largement inspirée de celle de Versailles avec sa colonnade, son parterre surélevé et ses deux étages de balcons. Des matériaux utilisés sont le bois et le zinc, mais le carosse est métallique. Préparé pour recevoir une polychromie éclatante, ses murs et ses plafonds sont discrètement recouverts d'un camaïeu de blanc et de gris. À la place du grand lustre, absent, un oculus s'ouvre sur la toit. Quelques tentures aux tons étouffés ont été posées. La maquette seule perturbe cet univers quasi daltien.

La « clandestinité » de la salle s'explique aussi par la discrétion de ses abords. Elle communique avec le château par le biais

d'une galerie couverte qui constitue sa véritable entrée. C'est en effet un théâtre de cour que Napoléon III voulait édifier ici, pour accueillir les « séries de Compègne », ces soirées où l'empereur conviait ce qui était censé constituer la fine fleur de l'intelligentsia européenne, noyée dans un flot de diplomates, de militaires, de hauts fonctionnaires et de dignitaires divers.

On y voyait donc, au milieu des habits chamarrés et des uniformes, des architectes : Hittorff (la gare du Nord), Garnier (l'Opéra), Lefuel (le Louvre), les peintres : tous les grands pompiers : Cabanel, Meissonnier, Couture, Flandrin, mais aussi Delacroix et Gustave Moreau, des sculpteurs : Bartholdi et Carpeaux, des écrivains : Flaubert, Théophile Gautier, Vigny, Sainte-Beuve, et des scientifiques, comme Claude Bernard ou Pasteur. Sans oublier Prosper Mérimée, le grand animateur de ces rencontres.

Pour recevoir ces invités, le théâtre de Compiègne ne possédait qu'une salle peu commode, conçue sous le règne de Louis-Philippe. Une commande est donc passée à l'architecte Auguste Ancelet, Grand Prix de Rome, qui avait signé la façade de la ville Eugénie à Biarritz. Le théâtre est traité dans l'esprit du dix-huitième siècle finissant, hommage au château voisin et

surtout au goût de l'impératrice Eugénie, « dévote » de Marie-Antoinette. Plus d'un million de francs ont été engagés. À la veille de la guerre de 1870, les travaux sont presque achevés, le décor du plafond commandé à Elle Delaunay, la machinerie entassée sous la scène. Le conflit et la déroute de l'Empire sonnent le glas du projet d'Ancelet : les peintures ne sont jamais posées et les sièges oubliés.

Un haut tribunal militaire a utilisé ce décor désarmé pour juger Bazaine après Sedan. Plus tard Mithraux veut implanter ici un centre de formation pour les techniciens du spectacle. En 1938, une Association pour la renaissance du théâtre impérial se dit prête à assurer la réhabilitation. François Léotard, alors ministre de la culture, accorde une subvention de 4 millions de francs. Les collectivités territoriales (ville, département de l'Oise et région de Picardie) accordent un soutien financier de 10,5 millions de francs sur quatre ans. L'association, qui a confié l'aménagement intérieur à Renaud Bardon, recherche plus de 12 millions de francs en direction du mécénat privé. Aujourd'hui, une première tranche des travaux achevée, il peut accueillir un public pour la première fois.

E. de R.

Un vieux bébé

DIANGO EDWARDS
à la Cigale

Boulevard de Rochechouart, Django Edwards reprend pour quelques jours *Holey Moley*. Le spectacle qu'il a créé au printemps dernier, avant de l'emmener sur les routes de France. En 1991, Django Edwards ne peut plus compter sur la force de la provocation.

Pour que l'obscénité, l'excès fassent leur effet, il faut qu'ils soient drôles par eux-mêmes. Vieux rocker qui refuse de se repentir, Edwards le sait bien et *Holey Moley* est gentiment parsemé de trouvailles de mise en scène, de gags qui prennent le spectateur le plus blasé à contrepied.

Accompagné d'une bande de musiciens néerlandais, the Little Big Nose Band, qui apparaissent une première fois sur scène déguisés en gratte-ciel et assurent

quelques interludes musicaux assez réussis, Django Edwards se trouve quand même rapidement à court d'arguments : celui du spectacle est censé relater un tour du monde (idée que l'on croyait définitivement abandonnée aux revues parodiales), et ce voyage traverse de longs tunnels.

Holey Moley est sauvé par deux ou trois sketches justes et drôles (le parodie de chanson country) et surtout par l'innocence de Django Edwards, un vieux bébé que l'envie de se montrer aux passants pour les faire rire n'a jamais abandonné.

THOMAS SOTINEL

La Cigale, 120, bd de Rochechouart, à 20 heures jusqu'au 27 septembre, location FNAC. Mégastore. Le 8 octobre à Bayonne, théâtre municipal. Le 9, Albi, théâtre municipal. Le 10, Béziers, théâtre municipal. Les 11 et 12, Toulouse-Blaugne, Auditorium. Les 14 et 15, Marseille, Odéon.

ARTS

Des cubistes sur la Moldau

Avant New-York, avant Londres, Prague avait adopté la mode cubiste venue de Paris. Une bonne exposition le rappelle

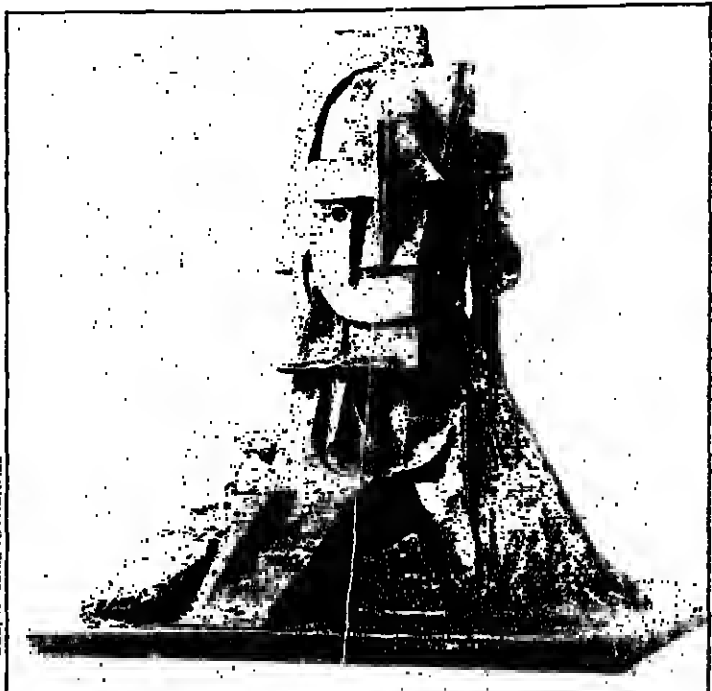
NANCY

de notre envoyé spécial

Josef Capek était à Paris et à Marseille en 1910 et 1911. Emil Filla, à Paris en 1911. Bohumil Kubista l'avait précédé deux ans plus tôt. Otto Gutfreund fut l'élève de Bourdelle à partir de 1909. Okatar Kabin, lui, s'installa en France en 1912 et se fit naturaliser en 1920 (c'était au temps où le droit du sol comptait autant que celui du sang). Dans les mêmes années, l'historien d'art tchèque Vincenc Kramar achetait les Picasso et les Derain propriétaires aujourd'hui de la Galerie nationale de Prague. Entre 1912 et 1914, le Groupe des plasticiens, qui réunissait l'avant-garde de Bohême, exposa Picasso, Braque, Dornio et Gris. En 1914 la société Manes, autre association d'amateurs aventureux, invita Brancusi, Delaunay, Duchamp, Gleizes, Mondrian, Léger et quelques autres jeunes inconnus parisiens, lesquels accablèrent leurs œuvres en compagnie de celles des Capek et Kubista déjà nommés.

Pourquoi tant de noms prestigieux et de dates ? Pour rendre sensible un fait très simple et passablement méconnu : avant 1914, des relations artistiques très serrées liaient Paris et Prague — si serrées même qu'un Paris-Prague n'aurait pas été déplacé dans la série des expositions organisées jadis par le Centre Pompidou. Aux cubistes tchèques, il aurait suffi d'ajoutés leurs prédécesseurs symbolistes et leur contemporain Kupka pour démontrer combien Prague, cité de Kafka, était alors l'une des villes les plus éclairées de l'Europe, l'une de celles où peinture et sculpture s'aventuraient bien loin des méthodes enseignées dans les Académies des beaux-arts nationales, royales ou impériales d'alors.

Telle qu'elle est accrochée dans une longue salle du Musée de Nancy, l'exposition cubiste a toutes les vertus d'un précis d'histoire de l'art. Les toiles et les bronzes de chacun des huit artistes ont été placés dans l'ordre chronologique de façon à rendre manifeste une évolution à peu près semblable chez tous : d'un écarnissement assez banal vers 1908, ils glissent vers une méthode de fragmentation de plus en plus insistante. Inspirés à l'évidence par leurs contemporains parisiens, qu'ils curent tant d'occasions de fréquenter et d'étudier en détail, Filla, Kubista et Prochazka reprennent à leur compte la division des objets en plans anguleux et le chromatisme brun et gris, puis les capitales d'imprimerie, les pein-



Otto Gutfreund (1889-1927), buste cubique, 1912, 1913

tures alourdies de sable et de cendre et les pages d'écriture musicale. Les sujets ne sont pas moins dans l'esprit du temps : natures mortes avec bouteilles de bière, poires, journaux et couteaux et bustes de jeunes filles soumises à une triangulation impropable.

Excès de docilité

Si singularité il y a dans ce cubisme pragoïse, elle tient paradoxalement à un excès de docilité. Filla emprunte à tous sans marque de préférence desobligante pour tel de ses maîtres, mais en jouant avec la chronologie : en 1915, il place une nature morte dans le style du Braque de 1912 sur un fond façon Picasso 1914. Furieusement méthodique, Kubista souligne chaque figure géométrique d'une ligne noire épaisse, de sorte que le procédé l'emporte sur l'image et que chacun de ses tableaux a l'air d'une leçon de technique. Non moins sérieux, Prochazka juxtapose dans ses toiles toutes les chimères expérimentées au Bateau-Lavoir. Il s'abaisse, nappes, tartine, étale, ajoute un peu de crème et beaucoup de sucre. Résultat : une pâtisserie très lourde et peu séduisante.

Il y a plus d'invention et moins de respect dans les fantasmes de Capek et les sculptures de Gutfreund. Le premier a la particu-

rité troublante d'avoir anticipé en 1914 le Picasso des années 30 et de s'en être désintéressé aussitôt après. Il exécute alors des effigies féminines schématisées à l'extrême et colorées en rouge et rose ou en bleu et blanc sans le plus petit souci d'harmonie. Le second s'est efforcé d'appliquer au bronze la décomposition géométrique des visages. Comme Archipenko et Lipchitz, il substitue au volume plein des contrepointements de surfaces droites et obliques si bien qu'il suggère moins l'apparence d'une tête que son ossature.

Reste le mystérieux Okatar Kabin, sans aucune parenté avec le symbolisme viennois Alfred Kubin, devenu Othon Coobine en 1920. Ce que l'on en sait dans le catalogue, fort bien fait au demeurant, a une curiosité mais ne la satisfait pas. Ce que l'on en voit au Musée, quatre huiles sur toile et une suite de six xylographes, suffit à convaincre de la qualité de l'œuvre, qui n'est cubiste que par allusions et oscille avec désuétude entre l'abstrait et le primitif, Cézanne et l'expressionnisme allemand, les tapis persans et le surréalisme russe. Il y passe comme un air de Paul Klee. C'est tout dire.

PHILIPPE DAGEN

La « cubisme » à Prague, Musée des beaux-arts, place Stanislav, 57000, Nancy. Jusqu'au 1^{er} décembre.

ARCHITECTURE

Fronde contre la TGB

Suite de la première page

Tout en exprimant au président de la République « leur sincère et profonde gratitude » pour avoir pris la « décision capitale » de transférer la Bibliothèque nationale, les signataires indiquent « n'être pas satisfaits du projet architectural, spectaculairement mauvais ».

« L'emploi, indigent-ils, de hautes tours pour le stockage des livres est définitivement abandonné dans le monde entier (...). La tour de stockage de l'université d'Austin (Texas) est viciée depuis trente ans, classée impropre à l'usage auquel on l'avait destinée. La tour de Québec, la seule construite récemment en Amérique du Nord pour une grande bibliothèque, est occupée par des bureaux ou des logements (...). Les défauts des tours-magasins sont bien connus : air conditionné trop cher (...), émiettement du travail des bibliothécaires et des magasiniers (...), dépendance totale vis-à-vis d'une mécanique vétuste et d'une électronique justifiée sans aucun doute mais pour le coup omnipotente (...). On crée, de toutes pièces, des problèmes qui n'auraient jamais dû se poser. (...) Il appartient à l'architecte de rendre sa tâche un projet fonctionnel, et non pas d'adopter la procédure exactement inverse. Le trésor intellectuel de la nation, accumulé depuis six siècles, mérite plus de prudence. L'établissement constructeur de la Bibliothèque de France doit remettre son ouvrage sur le métier ».

La réaction du président de « l'établissement constructeur », M. Dominique Jamet, est, tout aimable, mais ferme, fin de non-recevoir. Il se dit attristé de trouver parmi les éminents signataires

des personnalités qu'il avait cru compter parmi les partisans du projet. Celui-ci, rappelle-t-il, a été choisi, à la suite d'un concours, parce qu'il était particulièrement beau, et aucun architecte ne vient le contester.

Cette lettre, remarque Dominique Jamet, vient deux ans et demi après l'adoption des plans de l'architecte Dominique Perrault, qui ont fait l'objet d'une constante adaptation. Il serait donc irréaliste de vouloir revenir en arrière aujourd'hui. Il est faux de prétendre, ajoute le président de la BdF, que la solution proposée par Dominique Perrault — le stockage des livres en hauteur — a été partiellement abandonnée : elle a, de fait, rarement été essayée.

Cette solution passe par la résolution de problèmes techniques. Ils sont surmontés. D'ailleurs, de ce point de vue, le dialogue est à engager, non pas avec le président de la République, mais avec des ingénieurs. Enfin, pour Dominique Jamet, ce manifeste est à rapprocher de ceux qui ont accompagné la construction de la tour Eiffel, de la Pyramide du Louvre ou de l'Arche de la Défense. Confiant, M. Jamet donne rendez-vous à ses auteurs dans quatre ou cinq ans. Ils auront, estime-t-il, changé d'avis.

Le secrétaire d'Etat aux grands travaux fait la sourde oreille : les travaux continuent. Mais l'Elysée, véritable pilote du dossier, restera-t-il muet devant la fronde des chercheurs qui risquent d'être de plus en plus nombreux à bouter les instances scientifiques de la Très Grande Bibliothèque ?

EMMANUEL de ROUX

Menaces sur la fondation Peggy Guggenheim de Venise

Les héritiers de Peggy Guggenheim menacent de contester la validité de la fondation de leur grand-mère installée dans son palais de Venise et confiée à la Fondation Solomon R. Guggenheim de New-York.

Ces héritiers estiment que les volontés de leur grand-mère, « consacrées par une loi italienne sous le régime fasciste, voire même hitlérienne », dans la mesure où celle-ci avait demandé que l'ensemble de sa célèbre collection d'œuvres d'art soit présentée au public. Or, aujourd'hui, une grande partie de cette collection n'est plus montrée (art primitif, mobilier, mémorial dédié à sa fille), l'aménagement du palais est déformé et les accrochages temporaires en contradiction avec les conceptions artistiques de Peggy Guggenheim.

AU CIRQUE D'HIVER

A PARTIR DU 1^{er} OCT. 20H30
MARIONNETTES SUR EAU
DU VIET-NAM
MUA ROI NUOC
LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 6^e

ACCENTS OF AMERICA

- Art and the new Technologies
- American movies
- Public speaking
- American history
- Business English
- Préparation TOEFL, TSE, TOIC

TELEPHONE 44 07 05 05

Inscriptions à partir du 3 septembre 25 rue de Condé 75006 Paris métro Adéon

هكذا من الأصل

صكذا من الاجل

CULTURE

THÉÂTRE

«Ornifle» dans les décors

Patrice Leconte fait ses débuts avec une «petite» pièce de Jean Anouilh

ORNIFLE
aux Bouffes-Parisiens

«Au théâtre, il ne suffit pas d'une histoire, il faut une ambiance, une situation. La situation, c'est tout, j'ai mis trente ans à le comprendre», disait Jean Anouilh au moment de la création de *Cher Antoine*. Avis autorisé. Constaté qu'au moment de monter un ouvrage, venu soit des planches, le cinéaste Patrice Leconte, on ne s'attendait pas qu'il enferme son *Ornifle* dans la pire des situations, un décor tellement conventionnel, lourd, envahissant, qu'il empêche la pièce, les acteurs et le spectateur en scène lui-même de respirer.

On attendait du talentueux père des *Bronzés*, de *Monsieur Hire* et du *Mari de la coiffeuse* qu'il entre dans la «comédie grincante» comme par effraction, venant donner à Anouilh le coup de main qu'il attendait, sûrement, quatre ans après sa disparition, pour continuer de vivre avec son temps. Hélas ! Il nous transporte d'enlèvement dans un appartement bourgeois, comme seul le boulevardier peut encore le dessiner, tout entier construit aux deux premiers actes autour d'un canapé — accessoire auquel même Barillet et Grédy ont renoncé pour leur nouvelle pièce, comme ils le disaient fièrement l'autre jour dans un journal du matin — et, au troisième, autour d'un lit façon Feytaud où, malheureusement, il ne se passera rien de notable. La mise en scène est du coup sans relief ni proposition. Certains personnages sont même souvent à l'abandon, plantés dans un coin de la scène, les bras ballants.

Il faut dire que Patrice Leconte a multiplié les difficultés en choisissant *Ornifle*. Nous sommes en 1935 et Anouilh a décidé de se mettre à l'école de Molière. Son héros, Don Juan, transporté dans notre siècle et devenu prolétaire de chansons à la mode, s'écroule pas, jusqu'au dégoût, de détruire ce qu'il est et la façon dont il a vécu, entre deux portes, entre deux femmes, entre deux sociétés. Le personnage porte sa propre désintégration et, presque automatiquement, le désintérêt concomitant du spectateur. D'autant que le texte lui-même, qui emprunte,

ouvertement ou sans le dire, de nombreuses répliques à de prestigieuses — ou médiocres — devanciers, finit par être décousu et, surtout, terriblement bavard. A uo Ornifle omniprésent est opposée une kyrielle de personnages sans vraie cohésion : l'exception d'une secrétaire idiote, d'un producteur vulgaire et d'un fils adultérin illuminé. Mépris.

A la lecture du texte, il faut une sérieuse santé pour s'attacher au choix des comédiens. A la création d'*Ornifle*, Pierre Brasseur était opposé dans le rôle-titre à Louis de Funès, entre autres acteurs fous... Anouilh lui-même, la distribution est emmenée par Jean-Claude Dreyfus. Ce n'était pas une mauvaise idée de départ. Il a travaillé avec les plus grands et reçu l'an passé un Molière indiscutable pour une *Nomme* insensée avec Jorge Lavelli. Malheureusement, on est obligé de constater qu'ici Dreyfus paraît un peu à la dérive, hésitant, bavant son texte. Une seule actrice est juste, simplement juste, et c'est Nénette, la bonne (Marie Pillet), et, dans une certaine mesure, un drôle de Marcellin, Maehera (Ticky Holgado), sort bien son épingle du jeu.

Voilà donc un *Ornifle* où, le soir de la générale, malgré la présence à tous les rangs des amis de cinéma de Patrice Leconte manifestement bien disposés, la salle a ri avec une évidente parcimonie. Peut-être pourrions-nous se référer pour expliquer cette imprévisible déception à ce que disait Anouilh lui-même : «*Nous essayons toujours de créer un moment de théâtre. Seulement notre texte est rarement bon, nous jouons assez mal et nous sommes presque tous des metteurs en scène maladroits : c'est pour quoi, dans le monde, tout semble toujours faux. Nous passons en vérité, notre vie à donner des représentations ratées.*» Il arrive que le théâtre ressemble à la vie.

OLIVIER SCHMITT
Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinées samedi à 17 h 30 et dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-96-60-24. De 35 F à 250 F.

PHOTOGRAPHIE

Arièle Bonzon l'archéologue

D'étranges installations sollicitent notre mémoire pour les dix ans de la galerie Le Réverbère 2

LYON

de notre envoyé spécial

«La photo existait déjà en ce temps-là?» C'est une bonne question que se sont posés des adolescents de treize-quatorze ans, devant les étranges installations que présente Arièle Bonzon au Réverbère 2, pour les dix ans de la galerie lyonnaise. Car si rien, dans leur coteau, n'ancre les images en un siècle précis, il se dégage de l'ensemble un je-ne-sais-quoi d'antique, voire d'éternel.

Les images ? Des traces d'un passé éboulé, plus ou moins proche : ici, des comédiennes jouant les *Troïennes* d'Euripide ; là, des bâtiments détruits, des façades néo-classiques ravagées, le mur de Berlin comme une relique, un totem. Des rôles et des lieux

qui ne demandent qu'à ploger aux sources de notre histoire, ce qu'Arièle Bonzon réussit avec brio, en fixant la photographie (inventée il y a un siècle et demi à peine) dans un cadre millénaire. Au sol, cinq tonnes de galets. Au mur, rien. Dans l'espace, flottent une cinquantaine de photos imprimées dans du zinc (corps simple blanc bleuté) et du plexiglas (matière impuérissable), qui trônent, telles des icônes, sur des tubulures de fer, à hauteur d'œil. Comment ça tient ? Ça tient.

Traces vivantes

Sortent, et l'œil rejoint les enfants, il y a ce mariage stupéfiant entre les matières naturelles et la photographie, entre les toges blanches d'Euripide et le gilet, le

document parfois altéré, déchiré, comprimé dans un carcan de ferailles, et le fil blanc, ou de fer, qui transperce le zinc, le contourne, l'habille. Un mariage limpide. Inin de ces «installations» prétentieuses qui font joujou avec la photographie.

Arièle Bonzon, treize-six ans, donne à voir, mais surtout fait travailler la mémoire avec son «Archéologie photographique imaginaire». S'appuyant sur le corps et la matière, tous deux intangibles, elle offre ici le produit de ses fouilles. «Dès le début, j'ai voulu dépasser le cadre de l'image. Que pouvait-il bien se passer autour ? Je me la suis appropriée et je suis allée vers l'imaginaire collectif, que j'ai lié à mon histoire».

Tels des fragments de pieds, de nez, de vases exposés sous verre aux musées d'Athènes ou du Caire, Arièle Bonzon expose les rêves et les cauchemars sans cesse recommencés de notre mémoire, la guerre notamment, dénoncée dans la pièce d'Euripide. «Les Troyennes doivent survivre pour perpétuer la mémoire des hommes qui meurent au combat», explique Arièle Bonzon, qui prend soin de jeter quelques traces vivantes — talons hauts portés par les comédiennes — pour définir «le présent toujours en train de basculer dans l'histoire».

Arièle Bonzon n'est ni nostalgique, ni Cassandre, même si elle affirme qu'«on ne peut rien faire d'un passé dont nous sommes si imprégnés...». Surtout, on lui pardonne le mauvais traitement qu'elle inflige à la photographie, tant les images — de simples instantanés fugaces — ont pris, se passant dans ses mains, une force indestructible.

MICHEL GUERRIN

«Archéologie photographique imaginaire», par Arièle Bonzon. Galerie Le Réverbère 2, 38, rue Surcouf, 69001 Lyon. Tél. : 72-00-06-72. Jusqu'au 18 novembre.

Lyon, capitale de l'image

Outre l'exposition d'Arièle Bonzon (voir l'article ci-dessus), la rentrée photographique est riche à Lyon. Le Réverbère 2 propose, par ailleurs, le travail en couleur d'Yves Rozot à partir d'un imaginaire étrange des années 20.

Une seconde galerie dédiée à la photographie, Vrais Réves, présente une rétrospective judicieuse du photographe italien Mario Giacomelli, qu'Agathe Gaillard avait fait découvrir en France avant qu'il soit consacré dans la collection *Photopoches* du CNP.

La Fondation nationale de la photographie, qu'anime Sonia Bove depuis 1983, expose «Prague», du plasticien Tom Drahos et le voyage humaniste et moderne à travers l'Europe, d'Hughes de Wurstenberger, prix Népec 1990.

Documment mais sûrement, la photo entre enfin dans l'art contemporain, notamment à la

Biennale de Lyon, «L'amour de l'art», où l'on retrouve Sophia Calla et Patrick Faiganbeum — exposés également au Musée d'art moderne de Paris — mais aussi Philippe Bazin, Helmut Newton et Pierre et Gilles.

«Il Mirabile», de Yves Rozot. Hall de l'Image d'Inter-color. Jusqu'au 30 novembre (tél. : 72-72-45-38).

Mario Giacomelli, galerie Vrais Réves, jusqu'au 30 octobre (tél. : 78-30-65-42).

«Prague», de Tom Drahos, Galerie de la Fondation nationale de la photographie, jusqu'au 28 septembre (tél. : 72-00-85-30).

Hughes de Wurstenberger, Château Lumière, Fondation nationale de la photographie, jusqu'au 27 octobre (tél. : 78-00-86-68).

Biennale d'art contemporain, Halle Tony Garnier. Tél. : 72-40-26-26. Jusqu'au 13 octobre.

(Publicité)

CÂBLE ET D2-MAC

L'autre télévision

Alors que le réseau câblé de la capitale poursuit son extension, les innovations se succèdent
Etat des lieux de la nouvelle communication télévisuelle.

Il y a, dit-on, ceux qui font bouger le monde, ceux qui voient le monde bouger et ceux qui ne se sont pas encore rendu compte que le monde avait bougé. Côté communication télévisuelle, Lyonnaise Communications-

des offres de programmes semblables à celles actuellement développées sur Paris. Déjà, grâce à l'abonnement Grand Ecran, les abonnés au câble reçoivent 24 programmes. La grande nouveauté tient à la récente mise en place

chaînes musicales — pour lesquelles on appréciera, outre la qualité de l'image, celle du son stéréo de qualité laser — et d'une chaîne à vocation culturelle. A noter enfin, Lyonnaise Communications-TV Câble offre actuellement à chaque nouvel abonné à une option l'équivalent de trois mois d'abonnement gratuit.

Ajoutée à cette richesse de programmes, l'une des originalités de la nouvelle offre tient à la possibilité de recevoir, toujours via le Visiopass, un choix de 7 radios, soigneusement sélectionnées, diffusées pour la plupart en son stéréo de qualité laser.

Un simple branchement de sa chaîne stéréo sur le Visiopass, et l'abonné dispose du plus grand confort d'écoute possible sur des radios musicales telles que Europe 2 ou Skyrock, la BBC, mais aussi Radio France, avec ses programmes Hector (comme Berlioz) et Victor (comme Hugo)... Savoir si vous pouvez être câblé ? Fort simple, per le 36.15. code TV CABLE ou au 44.25.80.00. Comment changer de registre si vous êtes déjà câblé ? Un numéro de téléphone : le 44.25.89.99. A quelques années du XXI^e siècle, il semble que l'on parle enfin d'une télévision différente... Qui s'en plaindrait ?

Remy DELEUSE

*Aujourd'hui 31/12/1991

50 % de réduction pour les premières

PETIT MARIGNY



L'ÉVANGILE SELON SAINT MARC

LOCATION 42 25 20 74 ET AGENCES

L'ÉPOQUE FRANÇAISE QUI FAIT CHANTER LE MONDE

LONDRES • NEW YORK • TOKYO • BUDAPEST • PARIS • AMSTERDAM • MONTREAL

Les Misérables



EUROPE 1
THÉÂTRE
L. MOGADOR
LE 12 OCTOBRE

LOCATION 48 78 04 04
AU THÉÂTRE, AGENCES, FILMS, VERNIS, MONTAGNE, BILLETTEL, MONTREIL 36 15 CODE TREA

22 Les négociations sur l'UNEDIC
25 La Générale de chauffe passe au froid

26 Le retour des OPA à la Bourse de Londres
27 Les difficultés de Michelin

27 Communication
28 Marchés financiers

BILLET

L'Europe à toutes vitesses

Les négociateurs européens ont une longue habitude de faire passer leur «surplace», ou leurs reculs, pour des «avancées décisives». Les commentaires faits à l'issue de la réunion des ministres des finances des Douze sur l'union monétaire et économique (UEM) samedi 21 septembre à Apeldoorn (Pays-Bas) en sont une illustration (le Monde du 24 septembre). L'Europe «à deux vitesses» n'a pas été évitée. Au contraire. Elle a été officialisée. La France a vu ses thèses reculer au profit de celles des Allemands. Sans doute, les Français et M. Delors peuvent-ils se targuer de trois succès : tous les pays signeront le traité à la fin de l'année ; les critères d'entrée dans l'UEM ne seront pas qu'économiques mais aussi «politiques» ; enfin, la future banque centrale sera indépendante mais devra coordonner sa politique avec les gouvernements. L'Allemagne a «cédé» sur ses sujets ou, plutôt, sur... le vocabulaire.

Pour le reste, qu'en est-il ? D'abord, contrairement à la volonté de M. Delors, la création de la banque centrale est reportée d'environ trois ans. Du début de la deuxième phase (1994), la voie est ouverte à la troisième dont la date n'est toujours pas fixée (on évoque 1997). L'institut monétaire européen qui lui est substitué en 1994 ne servira qu'à faire un rapport de plus sur toutes les chances d'être la «cachette-sauve» que M. Delors redoutait qu'il soit. Derrière les propos confus, la réalité est donc qu'on a supprimé la deuxième phase du processus, prolongant la première au-delà de 1996. Ensuite a-t-on évité cette Europe à deux vitesses qui distingue les bons élèves des autres ; les riches du Nord des plus pauvres du Sud ? L'art du camouflage attend ici des sommets. Les ministres ont certes repoussé la proposition hollandaise de créer d'abord une petite union (à six, avec l'Allemagne, le Benelux, le Danemark et la France), union que les autres rejoindront plus tard quand ils en seront dignes (en termes d'inflation, de déficits, etc.). Mais c'est pour officialiser une grande union... dont certains pays seront exclus dans un premier temps par dérogation. Les Anglais toujours prompts à caler l'Europe, ont résumé la différence en disant que, parmi les Douze, on va désigner ceux qui sont dehors au lieu de désigner ceux qui sont dedans.

En fait, Irlande, Portugal, Grèce et peut-être Espagne seront dans l'Europe à petite vitesse. Quoi qu'il en soit, la France a accepté de se séparer de ses amis latins. Son jeu maintenant va consister à faire inclure l'Italie (malgré ses déficits), tout en se méfiant des Britanniques qui semblent tout près de s'entendre avec le grand maître allemand. L'Europe à sept ou à huit, les six plus l'Italie et Grande-Bretagne ? Telle est aujourd'hui la question.

ÉRIC LE BOUCHER

Des grands patrons réclament l'accélération de l'union monétaire

«Remodeler l'Europe», tel est le titre du rapport que vient de publier la Table ronde des industriels européens (l'European Round Table), organisme qui regroupe une cinquantaine de patrons de grandes entreprises de l'Europe des Douze, d'Autriche, de Suisse, de Norvège, de Suède et de Finlande, et est présidé actuellement par M. Wisse Dekker (Philips). Rédigé par MM. Per Gyldenhammer (Veolia) et Jérôme Monod (Lyonnaise des eaux-Dumez), ce document, qui s'adresse essentiellement aux responsables politiques européens,

Le comité de surveillance des prix de l'OPEP, qui regroupe les représentants des treize pays principaux exportateurs de pétrole, s'est réuni mardi 24 septembre à Genève pour fixer un plafond de production susceptible de soutenir les cours de l'or noir. Les conversations se déroulent dans un climat d'incertitude, et les marges de manœuvre sont des plus limitées.

GENÈVE

de notre envoyée spéciale

Il y a moins d'un an le monde était suspendu aux fluctuations erratiques des cours du brut. Sept mois après la libération du Koweït et la fin de la guerre du Golfe, c'est dans un climat d'indifférence presque totale que les treize principaux exportateurs de pétrole se retrouvent à Genève. La réunion du comité de surveillance des prix de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), qui devait s'ouvrir mardi 24 septembre en fin d'après-midi, pour fixer un plafond de production susceptible de soutenir le prix officiel de 21 dollars par baril au cours du quatrième trimestre, pourra-t-elle réellement influencer les prix du brut

dans les mois à venir ? Rien n'est moins sûr, tant sont grandes les incertitudes qui pèsent sur le marché et sur lesquelles l'OPEP n'a pratiquement aucune prise. Première incertitude : l'ampleur de la demande, directement liée au rythme de reprise de l'économie mondiale. Selon les calculs de l'Agence internationale de l'énergie, la demande mondiale, après un an de déclin, pourrait reprendre, à un rythme toutefois modéré : + 3 %, soit 1,1 million de barils/jour de plus qu'au quatrième trimestre de 1990, lui-même particulièrement déprimé par le conflit du Golfe. A condition que la récession ne se poursuive pas en Europe et aux États-Unis.

La chute des exportations soviétiques

Seconde incertitude : les perspectives de la production et surtout des exportations soviétiques. Au cours du premier semestre, les exportations de brut et de produits raffinés soviétiques ont chuté de 26 %, soit 0,8 million de barils/jour par rapport à l'an passé, en raison de la forte baisse de la production, perturbée comme tous les secteurs de l'économie par le marasme général, et qui ne peut prévoir leur évolution future. Le plus probable est que le déclin se poursuivra et que l'OPEP devra combler la différence, mais

Atteignant 2,9 milliards de dollars

Les prêts de la Banque mondiale aux pays de l'Est ont augmenté de 61 % en un an

Au cours de son dernier exercice, les engagements de la Banque mondiale ont progressé de 9,7 %. Le volume des prêts aux seuls pays de l'Est a augmenté de 61 %.

Les engagements de la Banque mondiale au cours de l'exercice 1991 (du 1^{er} juillet 1990 au 30 juin 1991) se sont élevés à 22,7 milliards de dollars (environ 136 milliards de francs) contre 20,7 milliards (124 milliards de francs) au cours de l'exercice 1990, soit une progression de 9,7 %.

Dans son rapport annuel qu'elle vient de publier, la Banque mondiale (1) indique que les prêts de la BIRD ont atteint 16,4 milliards de dollars (98 milliards de francs) contre 15,2 milliards en 1990 (91 milliards de francs) soit une progression de 8 %. De leur côté, les crédits de l'IDA qui vont aux pays très pauvres, ont atteint 6,3 milliards de dollars en 1991 contre 5,5 milliards, soit une hausse de 14,5 %.

« Plus d'un milliard d'êtres humains, soit environ un tiers de la population totale des pays en développement, vivent en état de pauvreté. Malgré un certain progrès, le pauvre a gagné du terrain ces dernières années », note le rapport de la Banque mondiale. Tout en soulignant que tous ses programmes d'aide visent à combattre la pauvreté, la Banque note que l'exercice 1991 a été marqué par des «épreuves exceptionnelles».

Sans aide aux pays du tiers-monde

La première aura été la crise du Golfe, qui, en faisant monter les prix du pétrole, a appauvri les pays les plus défavorisés, également touchés par les pertes enregistrées sur les envois de fonds des travailleurs immigrés et par le manque à gagner sur les revenus des services. Un programme d'aide supplémentaire (1 milliard de dollars de la

BIRD et 314 millions de DTS - un DTS vaut 7,90 francs - de l'IDA) a été rapidement mis en place.

Deuxième épreuve : les besoins croissants des pays d'Europe centrale et de l'Est. Au cours de l'exercice 1991, le volume des prêts à ces pays a augmenté de 1,1 milliard de dollars pour atteindre 2,9 milliards, soit une augmentation de 61 %. En présentant à Washington ce rapport à la presse, le nouveau président de la Banque mondiale, M. Lewis T. Preston, a déclaré que l'aide croissante de la BIRD aux pays de l'Est et aux Républiques soviétiques ne nuirait pas aux pays du tiers-monde. Toujours est-il que la hausse des prix du brut, conséquence des événements au Proche-Orient, «a porté un rude coup» aux pays de l'Est, qui consomment beaucoup d'énergie : leur facture d'importations d'énergie s'est alourdie de 1,5 milliard de dollars au cours du second semestre 1990.

Troisième épreuve : l'aide aux pays à faible revenu d'Afrique subsaharienne. La seconde phase du Programme spécial d'assistance (PSA II) a été lancée : elle couvrira la période 1991-1993. Dix-huit pays donateurs se sont engagés à fournir 7,4 milliards de dollars, tandis que parallèlement les engagements de l'IDA atteindront 3 milliards de dollars.

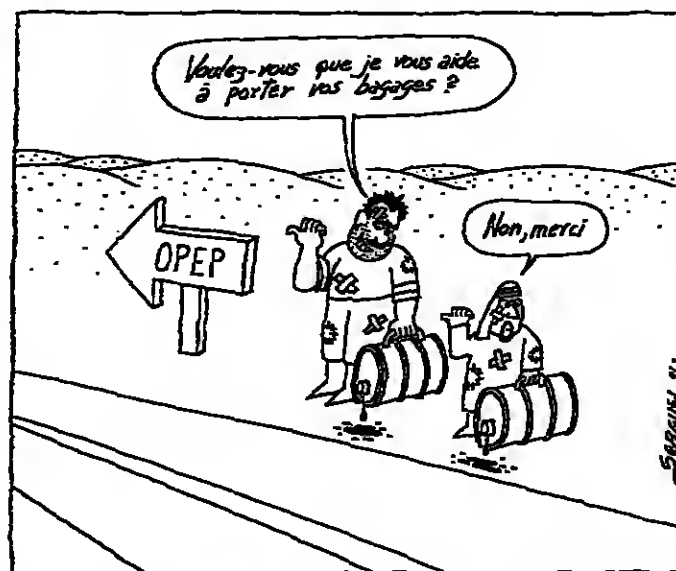
Le rapport souligne les efforts faits par la Banque mondiale pour mieux intégrer les femmes au processus de développement ainsi que pour aider certains pays à rembourser et adjoindre leurs dettes (Uruguay, Venezuela notamment).

Au total, l'aide de la Banque mondiale (BIRD et IDA) aux pays les plus pauvres (PNB par habitant inférieur à 580 dollars) a atteint 9,3 milliards de dollars contre 8,7 milliards en 1990 et une moyenne de 9,9 milliards au cours des années 1987-1989.

(1) L'expression «Banque mondiale» désigne à la fois la BIRD (Banque internationale pour la reconstruction et le développement) et l'IDA (Association internationale de développement).

La réunion de l'OPEP s'ouvre dans un climat de totale incertitude à Genève

Les pays pétroliers débattent du niveau de leur production



comment mesurer l'ampleur de cette demande supplémentaire ?

Troisième incertitude : le niveau et le calendrier de reprise des exportations de pétrole de l'Irak et du Koweït. Pour le premier pays, le montant global fixé par l'ONU implique des exportations d'environ 500 000 à 600 000 barils par jour. Mais vu l'ampleur des contrôles imposés et la lenteur des procédures - sans parler des tarifs prohibitifs demandés par la Turquie à titre de compensation pour acheminer le brut par oléoducs - il est impossible de prévoir à quelle date et à quel rythme ces exportations pourront concrètement reprendre. Même problème, pour des raisons techniques cette fois, en ce qui concerne le Koweït, dont les exportations en tout état de cause ne devraient pas dépasser

100 000 à 150 000 barils/jour d'ici à la fin de l'année.

Dernière incertitude : le niveau des stocks, dont tout ce qu'on sait avec précision est qu'ils sont anormalement gonflés, notamment au niveau des producteurs, dont certains, l'Arabie saoudite en tête, ont pris des précautions pour pouvoir continuer d'alimenter le marché quoi qu'il arrive pendant l'hiver. Ces stocks constituent un coussin de sécurité important en cas de pépin, notamment soviétique, mais ils risquent de peser lourdement sur le marché dans les mois à venir pour peu que les autres incertitudes soient levées.

Bref l'OPEP marche dans le brouillard, sur un fil d'autant plus ténu que tous ses membres, sauf l'Irak, produisent actuellement à

pleine capacité. Au moindre incident, au moindre emballement de la demande, les cours peuvent s'envoler, comme ils peuvent aussi bien chuter si les stocks ou la production se révèlent excédentaires. Comment dans ces conditions prendre une décision, quand on sait de surcroît que le plafond officiel du cartel - 22,3 millions de barils/jour - n'a qu'une valeur indicative ? Les treize pays produisent actuellement 23,6 millions de barils par jour, dont 8,4 millions pour la seule Arabie saoudite, soit un bon million de plus que le chiffre officiel.

Quelle que soit la décision finalement retenue à Genève - statu quo ou hausse du plafond - les marges de manœuvre sont donc des plus limitées. Réunis lundi, les experts de l'Organisation ont estimé que la demande de brut adressée aux treize pays devrait atteindre 23,9 millions de barils/jour au quatrième trimestre, compte tenu d'un déstockage de 250 000 barils/jour. C'est presque le niveau de la production actuelle, et cela laisse la place à l'Irak et éventuellement au Koweït, à la condition que le plus gros producteur, l'Arabie saoudite, accepte de réduire quelque peu son rythme d'extraction. Ce qui n'est pas évident... Il y a donc de fortes chances pour que, derrière les discussions officielles, le seul vrai débat porte sur la détermination du cartel à défendre ou non le prix officiel de 21 dollars par baril. «Je veux 21 dollars, c'est tout !», déclarait à son arrivée le ministre algérien du pétrole. Il est vrai qu'actuellement les cours du marché n'en sont pas très éloignés puisque la moyenne des bruts de l'OPEP tourne depuis plusieurs semaines autour de 19 dollars.

VÉRONIQUE MAURUS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOUSCRIVEZ AUX EMPRUNTS FRANCE TELECOM



1^{er} EMPRUNT : 2 milliards de francs

Prix d'émission : 99,37 % soit 993,37 F par obligation

DURÉE : 11 ANS - TAUX NOMINAL : 9 % - TAUX ACTUEL : 9,11 %

Intéret payable le 7 octobre de chaque année et pour la première fois le 7 octobre 1992.

Amortissement au pair en fin de le 7 octobre 2002. Date de jouissance et de règlement : le 7 octobre 1991.

2^e EMPRUNT : 500 millions de francs

en 2 tranches au choix du souscripteur, assimilable à l'emprunt 9,30 % juillet 2001.

DURÉE : 9 ANS ET 275 JOURS - TAUX NOMINAL : 9,30 % - TAUX ACTUEL : 9,12 %

Amortissement au pair en fin de le 8 juillet 2001.

TRANCHE A

Assimilable des la cotation. Prix de souscription : 103,37 %

soit 5 168,50 F par obligation comprenant le prix d'émission de 5 000 F et le coupon courant de 168,50 F

soit 5 052,50 F et le coupon courant de 168,50 F. Date de jouissance : 8 juillet 1991

Date de règlement : 7 octobre 1991.

TRANCHE B

Assimilable après paiement du premier coupon. Prix d'émission 100 % soit 5 000 F par obligation. Le 1^{er} coupon

payable le 8 juillet 1992 sera de 284,70 F correspondant à un taux d'intérêt de 5,694 % sur la période, soit 2,578 % en équivalent annuel. Date de jouissance et de règlement : 7 octobre 1991.

Souscription dans les banques, bureaux de Poste, Trésor, Caisses d'épargne BACI du 23 septembre 1991.

via CEF n° 91-193 du 18 septembre 1991. Une fiche d'information est tenue gratuitement à la disposition du public.



ÉCONOMIE

COMMERCE EXTÉRIEUR

La fin du voyage de M. Dominique Strauss-Kahn

Des hypothèques à lever pour les investisseurs en Afrique du Sud

Le voyage à Pretoria et à Johannesburg du ministre de l'Industrie, M. Dominique Strauss-Kahn, qui s'est achevé le 23 septembre, ne s'est pas traduit par de grandes avancées dans les relations entre la France et l'Afrique du Sud. La France n'a pas levé son embargo sur le charbon sud-africain; l'ANC, a jugé prématurés - bien que souhaitables - les investissements des firmes françaises.

JOHANNESBURG

de notre envoyé spécial

Soucieux d'encourager l'Afrique du Sud dans son processus démocratique qui passe aussi par une croissance forte, M. Strauss-Kahn a insisté sur la nécessité de former des cadres issus de la population noire. Il s'est ainsi engagé à mettre en œuvre ces soutiens en matière grise, soit par des crédits financiers, soit par des promotions de ressortissants sud-africains au sein d'entreprises françaises.

Au nom des industriels, le représentant de BSN, M. Lionel Zinsou, a éprouvé le besoin de remercier publiquement l'ambassade de

France, le ministre de l'Industrie et les membres de son cabinet, affirmant que ce voyage avait permis à tous les entrepreneurs présents de faire « en une semaine ce qu'ils auraient fait en six mois » en temps ordinaire.

Cette précision donnée, le bilan de ce premier déplacement officiel depuis 1975 d'un ministre français à Pretoria apparaît mitigé. Sur le plan politique, M. Strauss-Kahn s'est félicité d'avoir transmis aux autorités sud-africaines le message de la France (un parallélisme entre la levée des sanctions et l'avancée démocratique) et d'avoir marqué physiquement sa présence en compagnie de vingt-cinq chefs d'entreprises de haut niveau.

D'un point de vue économique, les résultats sont moins évidents. Quelques dossiers ont été débattus, au profit de Spie-Batignolles et de la SNECMA, le ministre ayant en outre plaidé la cause du satellite français. Quant aux investissements tricolores, ils seront bien accueillis... le moment venu.

Le retour de la France à Pretoria n'a pas été inutile. Il aurait probablement été plus fructueux et moins sujet à financements si l'hypothèque de l'embargo charbonnier et des investissements étrangers en Afrique du Sud avait été levée.

ERIC FOTTORINO

SOCIAL

Les négociations sur l'UNEDIC

Le CNPF veut réserver l'indemnisation du chômage à ceux qui recherchent un emploi et sont disponibles

Réunis le 23 septembre pour trouver des solutions au déficit de l'UNEDIC, les partenaires sociaux ont prévu de se rencontrer encore deux fois, les 10 et 28 octobre prochains. Au cours de cette première séance, M. Jean-Louis Girel, président de la commission sociale du CNPF, a exclu « une baisse générale des prestations », mais souhaité que celles-ci

soient réservées à ceux qui sont effectivement « à la recherche d'un emploi et disponibles ». Les syndicats, dont la CFE-CGC, la CFDT et FO, auraient voulu que soit décidée une augmentation immédiate des cotisations, avant d'examiner les économies possibles.

Parmi les mesures envisagées, celle qui concerne la modification éventuelle du

régime d'indemnisation des intermittents du spectacle provoque le plus de réactions. Une manifestation a eu lieu devant le siège du CNPF et, dans la soirée, mille cinq cents artistes et techniciens se sont réunis au Théâtre national de Chaillot. Il y a eu d'autres rassemblements en province, notamment à Rennes et Marseille.

Un traitement particulier pour les salariés du spectacle

Au sein du régime d'assurance-chômage, les salariés intermittents du spectacle bénéficient d'un traitement particulier. Régis par les annexes 8 et 10 du règlement de l'UNEDIC, ils peuvent être indemnisés pendant tout le reste de l'année, dès lors qu'ils ont travaillé l'équivalent de 507 heures, soit trois mois; et ce, pendant toute leur carrière professionnelle.

Périodiquement, cette situation exceptionnelle fait grincer des dents. Parmi les 18 500 intermittents ainsi pris en charge, dont 70 % perçoivent une indemnité inférieure au SMIC, on s'indigne de découvrir le nom de très grandes vedettes, aux cachets mirobolants, et même de présentateurs de télévision célèbres, qui pointent au chômage entre deux succès.

En 1984, des protestations furent élevées contre ces « profiteurs » et le plafond des allocations revu. Il a été ramené à 31 % du salaire de référence, calculé sur la base de quatre fois le plafond de la sécurité sociale, contre 40 % pour les autres salariés, plus une partie fixe journalière.

Depuis, le CNPF aborde assez souvent le sujet et, après la signature de l'actuelle convention, en décembre 1989, s'est refusé à reconduire les dispositions anciennes. N'ayant pas abouti, les discussions qui étaient en cours au sein de la commission paritaire nationale ont été intégrées dans la négociation sur l'équilibre de l'assurance-chômage qui vient de s'ouvrir. Mais, avec la

réapparition d'un « trou » de l'UNEDIC, les conditions d'examen de ce dossier sont aujourd'hui plus délicates. M. Jean-Louis Girel, président de la commission sociale du CNPF, a en effet beau jeu de souligner que les cotisations versées par les professionnels du spectacle s'élèvent à 537 millions de francs, à comparer aux 2 350 milliards de francs d'indemnités versées par l'UNEDIC, ou, encore, de faire observer que ces dépenses représentent un quart du déficit du régime.

Mais on touche là un point sensible, comme en témoigne l'attention de l'Elysée et du ministère de la Culture. Il y a quelques années, déjà, cas d'une extrême rareté, un rapport de l'IGASE (Inspection générale des affaires sociales et de l'emploi) avait été interrompu en cours de route. La CGT, très implantée dans ce milieu, ne manque jamais une occasion de se manifester bruyamment, dès qu'elle a le sentiment qu'une remise en cause des avantages acquis est possible.

C'est que, depuis longtemps, l'indemnité de chômage des intermittents du spectacle s'assimile à une garantie de revenu ou de ressources pour un groupe social donné. Mieux, on peut même estimer que le régime d'assurance-chômage fait vivre le spectacle et le cinéma en France, et que, sous une forme proche de la subvention, il participe de l'économie générale de ce secteur d'activité. D'ailleurs, il existe des sociétés qui, par voie de publicité, se proposent d'établir les dossiers pour l'UNEDIC et qui se font rémunérer en conséquence par les entreprises de spectacle.

Des cachets convertis en droits

Pour ajouter à l'opacité, il faut dire que le fonctionnement du dispositif est terriblement compliqué et peu cohérent. Quand un intermittent du spectacle travaille, il peut être rémunéré en heures qui, par fraction de 5,6 heures, sont converties en jours. Il peut aussi être payé en cachets, soit isolés, soit groupés s'il est employé plus de cinq jours d'affilée. Dans ce cas, le cachet peut être traduit en autant de journées de travail d'une durée de 12 heures ou de 15,6 heures, la variation, à la discrétion des ASSEDIC, pouvant aller du simple au double.

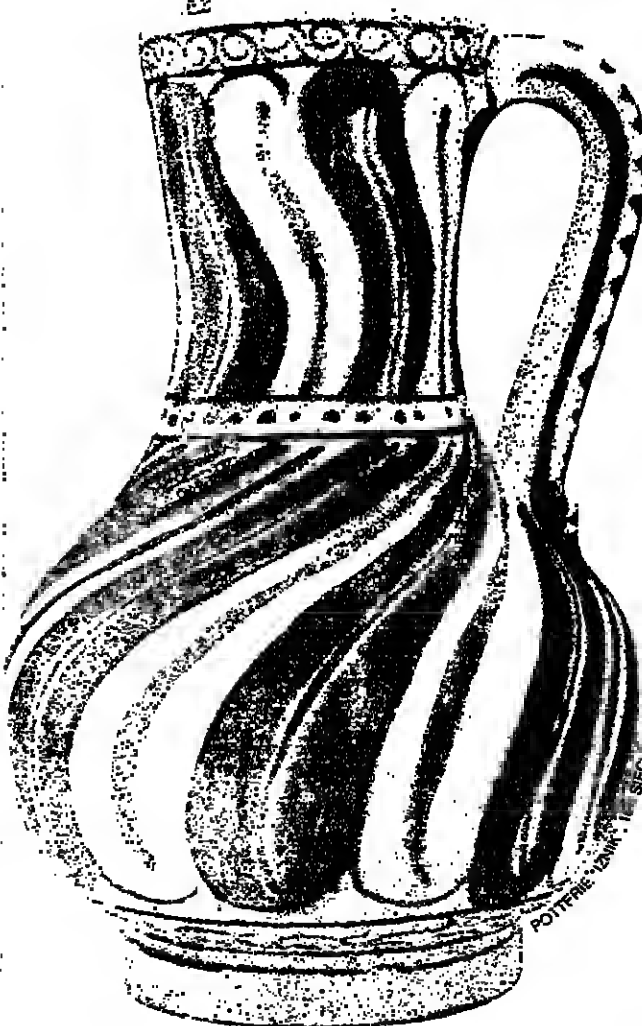
En outre, le mode de calcul en journées peut changer, pour une même durée d'activité, selon que l'on cherche à définir le nombre de jours pour l'ouverture de droits à l'indemnisation, le montant du salaire journalier de référence pour l'évaluation du montant de l'allocation et le nombre de jours non indemnisés par l'UNEDIC au cours d'une période où alternent séquences d'activité et de chômage.

Bien utilisée, c'est là que la réglementation peut conduire à des abus. Tel figurant qui court le cacheton à

500 francs sera traité comme la vedette qui gagne 100 000 francs en un concert. C'est ainsi que, dans une note technique, les services de l'UNEDIC ont pu établir que le montant moyen de l'allocation journalière avait été de 227,14 francs sur 172 dossiers examinés en région parisienne pendant une période de douze mois au cours de laquelle les bénéficiaires d'une indemnisation avaient effectué 565 heures de travail, représentant 114 jours d'activité. Dans le même document, il est précisé que, en additionnant les jours indemnisés et le nombre de jours en équivalence d'heures d'activité, on arrive « souvent » à un total supérieur à l'année, tel que : « 53 cachets isolés, soit 660 heures d'affiliation, équivalent à 117 jours, alors que 310 jours auront pu être indemnisés dans l'année ».

ALAIN LEBEAUE

NOUS AVONS LANCÉ LA CLASSE AFFAIRES BIEN AVANT QUE LES HOMMES D'AFFAIRES AIENT PU VOLER.



Imaginez, vous êtes un marchand du 13^e siècle voyageant de Beijing à Rome sur la Route de la Soie. Votre meilleure partie du voyage serait certainement la Turquie. Seulement lorsque vous arrivez, au lieu de marches continues, il y aurait des visites de grands monuments. Au lieu des bandits, il y aurait des gardes à qui l'on peut se fier pour vous escorter tout au long de la route. Tous les soirs, vous vous arrêteriez à un caravansérail qui serait sûr. Vos animaux seraient bien nourris. Vous seriez vous-même nourri avec de la cuisine turque servie dans des merveilles de poteries turques. Vous y trouveriez même un bain turc, même un médecin si cela est nécessaire. Sans besoin de mentionner la bibliothèque pour les littéraires et un jeu d'échecs pour ceux qui ne le sont pas. Et tout cela gratuitement!

Maintenant, imaginez comment nous pourrions servir un homme ou une femme d'affaires voyageant avec nous aujourd'hui.

Où, peut-on vous suggérer que la prochaine fois que vous prenez l'avion pour la Turquie depuis un des centres d'affaires du monde ou que vous avez besoin des meilleures correspondances aériennes possibles, vous réserviez votre billet et découvriez notre Classe Affaires pour vous-même. Alors vous pourrez voir que cela fait une grande différence de savoir ce qu'était « la classe affaires » bien avant que les hommes aient des ailes.

TURKISH AIRLINES

BUSINESS CLASS

SUPERIOR

TURKISH AIRLINES



CLOTURE DES INSCRIPTIONS 5 OCTOBRE 91

Professions : Ingénierie et Management Culturels

ISMC

Institut Supérieur de Management culturel

Le secteur culturel est en plein développement, mais il a besoin de cadres compétents formés à la production, à l'administration, à la programmation artistique et à la programmation architecturale. L'ISMC, créé par Claude Mollard, vous propose un enseignement unique en France : un 3^{ème} Cycle Supérieur de spécialisation de Management et d'Ingénierie Culturels d'une année, encadré par les meilleurs spécialistes de ce secteur.

Recrutement sur concours ouvert aux : Grandes Ecoles, IEP, ESC, Maîtrise, DEA, Gestion Droit, Sciences Économiques, Lettres, Sciences... ou expérience professionnelle.

Renseignements : ISMC (établissement privé d'enseignement supérieur) 3, rue Donville 75014 Paris Téléphone : (1) 43.20.73.73

VILLE DE PARIS

DIRECTION DE LA VOIRIE AGENCE DES GRANDES OPÉRATIONS 35, boulevard de Sébastopol, 75004 Paris

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE AMÉNAGEMENT DE L'AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

M. le maire de Paris ouvre une enquête publique à la mairie du 8^e arrondissement de Paris, du 14 octobre 1991 au 16 novembre 1991 inclus, sur le projet d'aménagement de l'avenue des Champs-Élysées. Les différents documents composant le dossier seront déposés à la mairie du 8^e arrondissement, 3, rue de Lisbonne, 75008 Paris.

Les dossiers seront mis à la disposition du public qui pourra en prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations sur les registres d'enquête, de 9 heures à 18 heures du lundi au vendredi, et de 9 heures à 12 heures le samedi, à l'exception des jours fériés. Celles-ci pourront également être adressées à M. P. Henry, inspecteur général honoraire de la construction chargé des fonctions de commissaire-enquêteur, à la mairie du 8^e arrondissement.

La commission-enquêteur siégera, à la mairie du 8^e arrondissement, les jours et heures suivants :

- le lundi 14 octobre 1991, de 14 heures à 18 heures ;
- le jeudi 24 octobre 1991, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures ;
- le vendredi 15 novembre 1991, de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures ;
- le samedi 16 novembre 1991, de 9 heures à 12 heures.

Toute personne qui en fera la demande pourra prendre connaissance des rapports et des conclusions du commissaire-enquêteur, aux heures et jours d'ouverture des bureaux, à la mairie du 8^e arrondissement, à la Direction de la voirie, agence des grandes opérations, 35, boulevard de Sébastopol, 75004 Paris.

هكذا من الأصل

On ne s'est pas déjà vu quelque part ?

*Si, certainement au CNIT, mais
à quelle occasion...?*



... A Apple Expo ? A l'Election de Miss France ? Au Départ du Paris-Dakar 89/90 ? A Planète Sport ? A l'Exposition "100 ans de Sport Automobile" ? Au Salon de la Gastronomie ? A la Réunion Mondiale des Directeurs du Groupe Bull ? Au Rayon Musiques de Films de la FNAC ? A la Réunion Andersen Consulting ? Au Séminaire "Ecu - Une devise mondiale au service de la compétitivité des entreprises" ? Au Tournoi International de Bridge ? Avec Alain Duhamel ? Au World Trade Center ? A Pro Search ? Au Premier Colloque CANON ? A la Réunion du Club BSN "Découvrir l'Entreprise" ? A Tools 91 ? Avec Didier Pineau-Valencienne ? A Cosmetics Parfarma ? A la Réunion d'Arthur Andersen ? de Colgate-Palmolive ? Devant le Mur de Berlin ? Avec Emmanuel de la Taille ? Pendant la Présentation de la Collection Jacques Dessange ? A la Convention Annuelle des Vendeurs d'Air France ? A Infocor 91 ? Avec Mickaël Dukakis ? A "Trajectoire 91", la Réunion d'IBM et de ses Partenaires ? Au Séminaire Microsoft ? Avec Vaclav Havel ? Aux Journées Francophones de Pathologie Digestive ? A Partenaires Export ? Lors de Logiprim Créapub 91 ? A Interpresse ? Au Job Salon High Tech/Infomart ? A la Convention Annuelle de France Défi, Premier Réseau Français d'Experts Comptables ? A la Réunion TNT Express Worldwide ? Au Securicom 91 ? Au Premier Salon Européen d'Antiquité et d'Art Contemporain ? Au Congrès "La Télécommunication de Demain au service de la Santé" ? A l'Audio Vidéo Pro ? A la Cnvention UNIX ? Au SIGED ? A Servi Congrès/Servi Expo ? A Assure Expo 91 ? Avec Alain Weiller ? Au Salon "Cadeau et Entreprise" ? A la Réunion de l'Air Liquide ? A la Réunion Transpac ? A la Soirée Annuelle du Bureau Veritas ? Au Greco Informatique du CNRS ? A la Conférence du Gouverneur de la Banque de France ? Aux Rendez-vous de l'AFNOR ? Sur la Place André Malraux ? Au MEDEC ? Au SMTV ? Pendant la Convention Ford ? A la Réunion du Club National de la Distribution des Technologies Avancées ? A Innova 90 ? A Pow Wow - Europe 91 ? Au Salon Interfinances/Expobanques ? A l'Essec IMD ? Au Congrès International d'Ethique Médicale ? A Infomart ? A la Réunion d'Usinor Sacilor ? Au Cocktail d'Inauguration de Via Voyages ? Avec Olivier de Rincquesen ?

AU CNIT, CHAQUE JOUR EST UN EVENEMENT





(BNP)

Réuni le 17 septembre 1991 sous la présidence de M. Michel REAL del SARTE, le conseil d'administration a pris acte de la récente augmentation de capital de la Société.

La BNP a ainsi porté sa participation majoritaire à 89 % dans le capital de la Compagnie du Crédit universel, holding du Groupe Crédit universel.

Ce dernier a financé pour 5,4 milliards de francs d'opérations nouvelles au cours du premier semestre 1991 (+ 11,4 %). Pour leur part, les encours financiers moyens se sont accrus de 9 % sur la période géométrique uoe progression identique des produits bruts. Ceux-ci se sont élevés à 1,024 milliard sur six mois.

Compte tenu de la charge des coûts moyens de refinancement et d'une augmentation de 22 % des dotations aux provisions pour risque le résultat d'exploitation consolidé du Groupe ressort à 38,3 millions de francs sur la période.

**22,3 % DES CADRES
SUPÉRIEURS
(594 000)**

lisent le Monde.

Le Monde

est la

première

source

d'information

des cadres

supérieurs.

(IPSOS 91)

CIC
PARIS

DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION EN HAUSSE DE 20% AU COURS DU PREMIER SEMESTRE 1991 CONCRÉTISENT LA NOUVELLE DYNAMIQUE DU CIC PARIS

M. Jean-Pierre Aubert a présenté, au Conseil d'Administration qui s'est réuni le 17 septembre, les résultats de la banque pour les six premiers mois de 1991.

Alors qu'en raison d'une conjoncture difficile, une attention particulière a été portée à la maîtrise des risques, le produit net bancaire a augmenté de 4,5 %, par rapport au 30 juin 1990. Les commissions continuent de s'accroître et représentent 28 % du produit net bancaire.

Avec une augmentation de 3 %, les frais généraux évoluent conformément aux prévisions. Le résultat brut d'exploitation s'établit à 276 MF, en hausse de 9 % par rapport au premier semestre 1990. Malgré un effort particulier sur les risques domestiques, le niveau global des provisions reste stable d'un semestre à l'autre.

A 83 MF, le résultat courant d'exploitation est en progression de 20 % par rapport à la même période de l'année précédente et confirme le redressement du CIC Paris amorcé depuis 1989.

Ces résultats sont conformes aux analyses de l'audit du Cabinet Arthur Andersen sur la situation du CIC Paris. Les principales conclusions de cette enquête, menée au début de l'année 1991, mettent en évidence la dynamique nouvelle de la banque et sa cohésion, résultant tout à la fois d'une politique commerciale plus agressive et d'une gestion rigoureuse des moyens, facteurs d'une meilleure productivité et d'une rentabilité accrue.

SAINT-GOBAIN

RÉSULTAT NET DE 1,2 MILLIARD DE FRANCS AU PREMIER SEMESTRE

Le résultat net consolidé du premier semestre 1991 s'élève à 1 221 millions de francs contre 2 019 millions de francs au premier semestre 1990 et 1 340 millions de francs au second semestre 1990. Il est en retrait de 40 % par rapport à celui du premier semestre 1990 et de 9 % par rapport à celui du second semestre 1990. Le deuxième trimestre 1991 se situe en sensible amélioration par rapport au premier.

Les principaux chiffres consolidés du Groupe se présentent comme suit, en millions de francs :

	1991	1990
Chiffre d'affaires	37 410	34 082
Dotations aux comptes d'amortissements et de provisions	(2 651)	(2 176)
Résultat d'exploitation	3 578	4 557
Frais financiers nets	(1 319)	(614)
Charges sans exploitation	(224)	(127)
Résultat courant des sociétés intégrées	2 256	4 044
Résultat de réalisations d'actifs	(51)	(176)
Impôts sur les bénéfices	(748)	(1 447)
Résultat net du Groupe	1 351	2 334
Résultat net (part du Groupe)	1 221	2 019
Amortissements	2 266	4 577
Investissements en titres	1 341	2 285

Les ventes atteignent 37,4 milliards de francs contre 34,1 milliards l'an dernier, soit une hausse de 9,7 % due à l'incorporation de Norton et de Solagis à compter du second semestre 1990. A structure comparable et en francs français, elles diminuent de 3,5 %.

Après une baisse de plus de 10 % des ventes à structure comparable au cours d'un premier trimestre fortement marqué par l'attente généralisée du début de la guerre du Golfe, une certaine reprise s'est manifestée au cours du deuxième trimestre, insuffisante toutefois pour compenser les fortes tensions qui continuent de peser sur les prix de divers secteurs d'activité du Groupe, et en particulier de ceux qui fournissent le bâtiment, l'automobile ou l'équipement industriel.

L'analyse des résultats par activité industrielle confirme que la Camélat et le Conditionnement maintiennent un bon niveau de performances. Toutes les autres branches sont, à des degrés divers, touchées par la crise et les tensions sur les prix de vente.

Ces résultats sont obtenus après des dotations aux amortissements de 2 304 millions de francs, contre 1 971 en 30 juin 1990, et aux provisions de 347 millions de francs, contre 205 millions de francs. Les dividendes reçus des sociétés non consolidées atteignent 299 millions de francs, en regard de 229 millions de francs au premier semestre 1990. La perte de réalisation d'actifs, de 51 millions de francs face aux 176 du premier semestre 1990, comprend à la fois la moins-value prévue sur la cession des filiales allemandes de fonderie automobile et la plus-value dégagée sur la vente d'actions d'autocontrôle (84 millions de francs). L'amortissement des écarts d'acquisition atteint 141 millions de francs contre 96 millions de francs au premier semestre 1990.

Par zone géographique, l'Allemagne a continué de bénéficier du dynamisme dû à son unification, tandis que les autres pays européens subissent plus ou moins fortement les effets du ralentissement économique.

Les résultats de la zone Amérique demeurent les plus affectés en raison de l'importance de la récession nord-américaine dans le bâtiment et l'équipement industriel. Au Brésil, après les baisses d'activité provoquées par les deux derniers plans de stabilisation, la situation s'améliore progressivement.

L'autofinancement atteint 3 847 millions de francs et représente 10,3 % du chiffre d'affaires. Il couvre tant les investissements industriels, qui restent soutenus, que des investissements en titres de participation en baisse.

L'augmentation de l'endettement net, qui atteint 21,9 milliards de francs au 30 juin 1991 contre 19,4 milliards à fin 1990, s'explique à la fois par celle des besoins en fonds de roulement, habituelle à cette époque de l'année, par les dettes des sociétés acquises au cours du premier semestre (en particulier Covis), et par la hausse du cours du dollar à la fin des périodes considérées.

Cet endettement net représente 62 % du total des Fonds propres du Groupe, qui atteignent 35,2 milliards de francs au 30 juin 1991.

La Compagnie de Saint-Gobain, société mère du Groupe, dégage un résultat courant de 710 millions de francs, contre 690 millions de francs au premier semestre 1990.

19 septembre 1991.

Service des relations avec les actionnaires
Tél. (1) 47-62-33-33 - Minitel 3615 code GOBAIN - 3616 code CLIFF

Le Monde

PUBLICITÉ
FINANCIÈRERenseignements :
46-62-72-67

Le Monde

HEURES LOCALES

Le supplément consacré
à la vie et aux initiatives
des communes, départements
et régions

CHAQUE SAMEDI - date DIMANCHE-LUNDI

CEMENTS
FRANÇAIS

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE 1991

Le conseil d'administration, réuni le 20 septembre 1991, a examiné les comptes consolidés du premier semestre.

Résultat opérationnel
(en millions de francs)

	1 ^{er} semestre 1991	1 ^{er} semestre 1990	%
Chiffre d'affaires	7 974	7 293	+ 9,3*
Excédent brut d'exploitation	1 639	1 596	+ 3,9
Résultat opérationnel	1 084	1 418	- 23,6

(*) - 2 % à périmètre comparable.

Cette évolution défavorable est principalement due à une progression insuffisante des ventes par rapport à l'élargissement du Groupe en 1990, compte tenu de la conjoncture mondiale et, tout particulièrement, de la crise du BTP aux Etats-Unis et au Canada, qui, à périmètre constant, s'est traduite par un recul de plus de 30 % du chiffre d'affaires exprimé en dollars.

D'autres éléments, indépendants du volume d'activité, sont à l'origine de la baisse du résultat opérationnel :

- l'augmentation de près de 130 millions de francs de la dotation aux amortissements industriels ;

- l'absence d'éléments exceptionnels marquants, notamment de plus-values, alors que le premier semestre 1990 avait enregistré un solde positif de 268 millions de francs.

Résultat net
(en millions de francs)

	1 ^{er} semestre 1991	1 ^{er} semestre 1990	%
Résultat net total	356	591	- 39,8
Dont part du groupe	113	402	- 71,9
Capacité d'autofinancement	796	945	- 15,8

(**) Après rémunération prioritaire des quasi fonds propres.

La diminution sensible du résultat net est liée :

- à l'augmentation de 25 % des frais financiers du semestre ; elle correspond à l'acquisition de la Compagnie des Ciments belges, alors que la mise en œuvre des synergies avec cette Société ne fera sentir ses effets, comme prévu, qu'à partir de 1992 ;

- à l'augmentation de la rémunération prioritaire des quasi fonds propres émis en 1990 ; cette rémunération passe de 67 à 204 millions de francs.

Perspectives

Les prévisions à court terme sur les différents marchés du Groupe ne permettent pas d'envisager une reprise rapide ; toutefois, les résultats du second semestre devraient être nettement meilleurs que ceux du premier semestre.

A partir de 1992, les perspectives d'évolution de l'économie européenne et mondiale autorisent un optimisme raisonnable.

Société mère

Le résultat net et la capacité d'autofinancement de CEMENTS FRANÇAIS ressortent pour le semestre à 287 et 503 millions de francs.

CEMENTS FRANÇAIS SUR MINITEL : 3616 CLIFF

844 000
LECTEURS
CADRES.
Le Monde
est
le
premier
titre
d'information
des
cadres.
(IPSOS 91)

Le Monde

Edité par le SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescaume, gérant
directeur de la publication
Briane Freppet
directeur de la rédaction
Jacques Guis
directeur de la gestion
Maurice Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amalric
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur
de la rédaction)
Thomas Farnaud
Philippe Herremann
Jacques-François Simon
Daniel Vernet
(directeur
des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Benne-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1986)
André Fontaine (1986-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-89
1, PLACE HUBERT-BENNE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-60-30-10

126 000 LECTEURS du Monde
exercent une PROFESSION LIBÉRALE.
Le Monde est leur premier titre d'information.
(IPSOS 91)

CAISSE NATIONALE
DES AUTOROUTES
GÉRÉE PAR LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Emprunt Septembre 1991

1,3 milliard de Francs
soit 260 000 obligations de 5 000 F

Prix d'émission : 4 988 F

Taux nominal : 9,20 %

Taux de rendement actuariel brut : 9,23 %

1^{er} coupon payable le 7 Octobre 1992 pour un montant de 460 F

Durée : 15 ans

Amortissement en totalité le 7 Octobre 2006

Jouissance, règlement : 7 Octobre 1991

Souscription auprès des Banques,
de la Poste, des Caisses d'Épargne Ecureuil, des Sociétés de Bourse et des Comptables du Trésor.
Une fiche d'information (visé C.O.B. N° 91-351 du 17/09/1991) peut être obtenue sans frais auprès de la
CNA, 11, rue Saint-Dominique - B.P. 140-07 - 75326 PARIS Cedex 07
et des Etablissements chargés du placement. Clôture sans préavis.

Souscrivez aux emprunts de la CNA
pour l'extension du réseau français d'autoroutes.

مكتبة من الأصل

هكذا من الاصل

ÉCONOMIE

SERVICES

Les suites du rachat d'Esys

La Générale de chauffe passe au froid

C'est une véritable redistribution de cartes entre les «grands» du chauffage - Générale des eaux, Lyonnaise et EDF - qu'a provoqué le rachat d'Esys (2 milliards de francs de chiffre d'affaires) par la Générale (le Monde des 25 mai et du 23 juillet). Les conditions posées par le ministère de l'économie et des finances, qui a suivi l'avis du Conseil de la concurrence, ont entraîné une cascade de ventes et de rachats. Elles vont aussi accélérer la diversification entamée par les deux principales filiales de la Générale : Montemay et le Générale de chauffe.

Comme l'avait demandé le ministère, la Générale des eaux a cédé tous les contrats détenus par Esys dans les régions Nord-Pas-de-Calais-Picardie. Ces contrats sont repris par la Cofreth, filiale régionale de Cofreth, du groupe de la Lyonnaise des eaux, qui va ainsi plus que doubler son chiffre d'affaires, porté à 90 millions de francs, loin encore derrière la Générale de chauffe, qui détient la moitié du marché local.

Déjà, Esys avait vendu à Cofreth, filiale «énergie-chauffe» de la Lyonnaise, ses participations dans cinq usines et réseaux urbains. A Nantes, Cofreth détient, après rachat de 39 % d'Esys, 90 % de Valorena, producteur de chaleur à partir de l'incinération d'ordures ménagères ; à Strasbourg, elle atteint 72 % dans Altrim. Elle augmente sa part dans les sociétés d'économie mixte gérant les réseaux de chaleur de Bagnolet, où elle est unique opérateur (passant de 25 % à 42 %), de Mulhouse (de 15 % à 30 %) et de Colmar (de 26 % à 34 %), où elle est associée à Districh.

Last but not least : un jeu d'échanges de taille entre EDF - premier producteur d'énergie et premier «chauffagiste» - et la Lyonnaise, qui renforce la position de cette dernière en région parisienne. Le groupe de M. Jérôme Monod a repris à EDF ses 25,8 % dans la Compagnie par-

sienne de chauffage urbain (CPCU), puis, après une opération de maintien des cours, il a racheté la presque totalité des actions sur le marché (et notamment les 7,5 % de la Générale des eaux) : avec 62,4 %, il en est non seulement l'opérateur unique mais presque le seul actionnaire au côté de la Ville de Paris (35 %), partenaire «dorment».

Opération intéressante pour la Lyonnaise : elle contrôle ainsi le premier réseau de chaleur de France, que va compléter un réseau de climatisation (le Monde du 4 décembre 1990), avec un chiffre d'affaires de plus de 1 milliard de francs, soit la moitié de celui d'Esys. Elle va, de plus, pouvoir en améliorer la rentabilité en connectant ce réseau à celui de Bagnolet, comme à ceux de Cligny et de Saint-Denis ou Vitry, gérés par sa filiale Incas. Elle se trouve aussi maîtresse du jeu aux États-Unis et à Montréal, où elle était associée à la CPCU.

Le groupe a partiellement financé cette opération - dont le prix de revient final s'élève à 458 millions de francs - par un habile montage : il a cédé à EDF la moitié des 12 % qu'il détenait dans Tiru, société qui assure l'incinération des ordures ménagères et la production d'énergie pour Paris et 78 communes de l'agglomération parisienne. Toutefois, grâce aux parts de la CPCU, il conservera dans l'actif un poids égal à celui de son puissant rival, la Générale.

EDF n'y perd pas son plus : acquérant la majorité de Tiru (51 %), elle consolide son rôle de fournisseur d'énergie plutôt que de chauffagiste. Ainsi, au terme d'opérations théoriquement indépendantes, mais sans aucun doute patronnées par le ministère de l'économie, se trouve établi un nouveau «Yalta» entre les puissants du chauffage. Le jugement de Salomon du Quai de Bercy va aussi accélérer l'évolution de la Générale de chauffe, à laquelle l'avis du Conseil de la concurrence interdit des rachats de quelque importance en France. De nouvelles orientations qu'ont illustrées des cessions et des achats en Belgique et en Suisse, juste avant l'été.

En Belgique et au Luxembourg, comme aux Pays-Bas, en Allemagne, en Espagne et au Portugal, le groupe

français était associé à 50/50 avec le belge Tractebel. Une filiale commune, Watco, exploitait notamment trois usines d'incinération d'ordures ménagères avec récupération de chaleur au Benelux et deux usines de tri et compostage en Espagne. Mais Montemay, autre «planète» de la galaxie Générale des eaux, ayant aussi une filiale en Belgique, les deux groupes, le français et le belge, se trouvaient à la fois associés et concurrents dans les services aux collectivités. En cédant 30 % de Watco et en reprenant toutes les activités en Allemagne et aux Pays-Bas, «la Chauffe» a réglé ce conflit latent et permis à la filiale de Tractebel d'être présente sur l'ensemble de la «filiale déchets», de la collecte au stockage de résidus.

A la recherche des «métiers complexes»

Cela ne signifie pas un retrait de l'international : le développement à l'étranger reste une des priorités du groupe. Celui-ci a profité de l'occasion pour racheter Schatten, première société belge de «froid commercial» (réfrigération et maintenance de chaînes du froid pour les grandes surfaces alimentaires), avec un chiffre d'affaires d'environ 150 millions de francs.

Cette acquisition, puis celle de l'international : le développement à l'étranger reste une des priorités du groupe. Celui-ci a profité de l'occasion pour racheter Schatten, première société belge de «froid commercial» (réfrigération et maintenance de chaînes du froid pour les grandes surfaces alimentaires), avec un chiffre d'affaires d'environ 150 millions de francs. Cette acquisition, puis celle de l'international : le développement à l'étranger reste une des priorités du groupe. Celui-ci a profité de l'occasion pour racheter Schatten, première société belge de «froid commercial» (réfrigération et maintenance de chaînes du froid pour les grandes surfaces alimentaires), avec un chiffre d'affaires d'environ 150 millions de francs. Si la plus grande partie du chiffre d'affaires de «la Chauffe» provient toujours de son métier d'origine, la production de chaleur et la «gestion thermique» pour le logement ou l'industrie, elle a déjà réalisé 1 milliard de francs de chiffre d'affaires dans le «froid commercial» en 1990, dont 800 millions pour sa filiale MC International, devenue en quelques années la première société spécialisée en France. De même, Montemay, l'autre «bras» de la Générale des eaux dans le secteur chauffage (chiffre d'affaires : 4,7 milliards de francs en 1990), est aussi coté en

1988 sur ce terrain : si son chiffre y est encore modeste (75 millions de francs), il a néanmoins quintuplé en trois ans.

Depuis cinq ans, la «Chauffe» s'intéresse aussi à la «gestion technique» pour l'industrie, c'est-à-dire à la conception, à la réalisation, la mise au point et à la gestion de tout ce qui (fluides, chaleur, etc.) ne touche pas à la production proprement dite. Un domaine prometteur aussi, puisqu'il a représenté, en 1990, 40 % de la progression de son chiffre d'affaires.

En même temps, de la gestion technique des immeubles, le groupe est passé à la gestion tout court : en reprenant plusieurs cabinets de gérants d'immeubles, il a créé Particimo, qui couvre déjà l'équivalent de 400 000 logements, et louché quelque 350 millions de francs d'honoraires ; associé avec Auguste-Thouard, il a racheté Cogelmo, gestionnaire de la tour Montparnasse. Il va y ajouter les immeubles du quartier Bercy, dont Esys assurait jusque-là la gestion technique. L'objectif, dit modestement M. Forterre, est de «suivre l'évolution des besoins» et de pouvoir développer différentes formes de gestion immobilière, mais l'arrivée d'un groupe aussi puissant que la Générale suffit déjà à inquiéter les cabinets spécialisés.

Montemay a suivi une évolution comparable. Depuis longtemps, ce groupe a entamé une diversification vers des domaines techniques «complexes» : l'entretien des ascenseurs représente ainsi, avec 626 millions de francs en 1990, plus de 13 % de son chiffre d'affaires global. Mais il a développé aussi des activités de sécurité (télésurveillance), avec un chiffre d'affaires de 347 millions de francs en 1990, et s'oriente aujourd'hui vers une «maintenance générale», technique et immobilière, de bâtiments d'habitation, d'usines ou de bureaux... comme dans la tour qu'occupe l'état-major du groupe sur le front de Seine, ainsi que vers l'entretien des appareils individuels.

GUY HERZUCH

ÉTRANGER

Selon le rapport annuel de l'OCDE

La «trop grande taille» du secteur public italien handicape l'économie

L'économie italienne a trois problèmes : un chômage élevé (11 % de la population active), une inflation trop forte (7 % de juin 1990 à juin 1991) et un déficit chronique des finances publiques. À partir de 1989, l'expansion a été freinée (ramenée à 2 % en 1990), au point que le fameux «miracle italien» semblait de l'histoire ancienne.

Les réactions du gouvernement italien, avec en particulier sa décision de ramener en janvier 1990 la fluctuation de la lire dans la bande étroite du système monétaire européen, ont eu des effets positifs, juge l'OCDE dans son rapport annuel sur l'Italie, rendu public lundi 23 septembre. Positifs mais insuffisants. Le produit intérieur brut (PIB) repartira pour atteindre 2,5 % à 3 % d'augmentation en 1992, ce qui permettra «un léger recul du chômage».

Mais «les progrès sur la voie de l'assainissement des finances publiques ont été entravés par une forte progression du coût des rémunérations dans le secteur public», déplore l'OCDE.

L'organisation se félicite du plan de restriction budgétaire annoncé en mai dernier (réduction de subventions et d'allocations, accélération des privatisations...). Il devrait stabiliser le poids de la dette en proportion du PIB au début de 1993. Mais cet «ambitieux programme» est jugé d'une application «difficile», tant les

promesses gouvernementales ont peu souvent été tenues par le passé. Il faudra en particulier empêcher les salaires publics de croître plus vite que ceux du secteur privé et «résister davantage aux revendications excessives». La faiblesse de l'État-employeur est jugée «préoccupante» et «incompatible» avec la politique monétaire rigoureuse qui veut jouer pleinement le jeu du SME.

L'OCDE se félicite ensuite des mesures prises, en conformité avec les directives communautaires, afin de favoriser la concurrence, comme ce fut le cas dans la banque ou sur le marché des valeurs mobilières. «Ces réformes se faisaient attendre depuis longtemps», mais il faudra aller plus loin. L'OCDE estime que des privatisations sont nécessaires, étant donné «la trop grande taille du secteur public». Le cas des banques est mis en avant. Mais l'OCDE précise que, «de manière générale, avec des privatisations partielles, les ressources financières et les gains d'efficacité associés à une privatisation totale ne peuvent pas être réalisés». Une phrase qui ne manquera pas de faire penser aux privatisations partielles décidées en France...

E. L. B.

L'ALBUM 91

Le Monde

PLANTU

est paru

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

LE PRÉSIDENT HIP HOP!

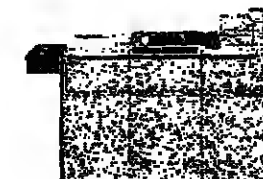
Pour beaucoup de copieurs, le prix de la copie est aussi flou que la copie.



Vous voulez savoir ce que vous coûte une copie. Vous avez raison, mais n'oubliez pas de prendre en compte toutes les copies jetées, toutes les feuilles coincées dans la machine. A ce gâchis onéreux, ajoutez le temps perdu, en cas de panne, par les utilisateurs.

Voilà pourquoi Océ a décidé de développer une race de copieurs radicalement différente. D'abord, nous avons simplifié le transport du papier, en amenant directement l'image sur le papier. Ce trajet très court réduit considérablement les risques de bourrage.

Et pour que chacune de vos copies paraisse avoir été vraiment imprimée, nous avons créé les seuls copieurs qui fonctionnent sur le principe de l'offset. Avec Océ, chaque copie est parfaite. Votre productivité monte en flèche et votre prix copie diminue. C'est parfaitement clair. **Océ=Q.I.**



Copier et imprimer avec une simple touche de génie.

Océ-France S.A., 32 avenue du Pavé Neuf, 93160 NOISY-LE-GRAND, tél. : (1) 45.92.50.00.

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Le retour des OPA à la City

Après un début d'année calme, la Bourse de Londres est soudain réveillée par trois grandes offres publiques d'achat. Les investisseurs croient dans la reprise

LONDRES

correspondance

Le temps des mega-OPA (offre publique d'achat) revient à Londres. Coup sur coup, trois grands conglomérats britanniques viennent d'annoncer des offres géantes sur des groupes industriels. OPA amicale de Hanson sur Beazer (construction), OPA hostile de Williams Holdings sur Rascal Electronics (défense, communications radio et sécurité) et de BTR (British Tyre and Rubber) sur Hawker Siddeley (ingénierie). Stimulés par la reprise économique, les fusions-acquisitions redevenant le lot quotidien de la City, qui se prend à rêver à un retour de la frénésie des prises de contrôle de sociétés britanniques qui avaient submergé le Royaume lors des années 80.

Beazer, Rascal et Hawker Siddeley, si les trois opérations annoncées la semaine dernière sont menées à leur terme, elles peseront plus de 2,7 milliards de livres (27 milliards de francs), soit autant que le total des acquisitions de sociétés cotées en Bourse lors des huit premiers mois de l'année. Ces transactions sont lancées par des spécialistes des raids boursiers, qui ont besoin de s'étendre pour continuer à croquer au rythme

atteint lors de la décennie précédente. Hanson, Williams Holdings et BTR sont des conglomérats dont les intérêts portent sur des secteurs très différents, traditionnels ou sortant des sentiers battus. Ainsi Williams Holdings est présent dans les équipements de sécurité, les peintures, les appareils militaires et la protection anti-incendie. A l'instar de BTR et de Hanson, cette compagnie s'appuie sur une belle trésorerie, qui lui permet d'éviter le recours à des emprunts à haut risque. Enfin, la société fondée il y a une dizaine d'années par MM. Nigel Rudd et Brian McGowan ne refuse jamais une offre attirante pour une proie dont les parts de marché sont en recul. Rascal Electronics était en effet vulnérable après la cession de sa très profitable filiale de téléphones portables cellulaires. De même, Beazer était sur le point de se séparer de ses activités américaines déficitaires. Quant à Hawker Siddeley, fabricant de batteries et de moteurs électriques, il se débattait dans d'épineux problèmes de restructuration de l'appareil productif.

« Quand l'économie a atteint le fond de son cycle actuel de récession, les sociétés sortent du tunnel à bout de souffle, car elles ont pris toutes les décisions difficiles

— licenciements, investissements nouveaux, restructurations de l'état-major. Les raiders n'ont plus qu'à les cueillir comme un fruit mûr. Leur prix est intéressant en raison de leurs mauvaises performances boursières », nous explique Sir Laurie Magnus, analyste auprès de la banque Samuel Montagu.

L'ère des mega-opérations « à l'américaine » qui avaient déferlé sur la Grande-Bretagne lors des années 80 semblait pourtant bien loin. C'était hier, entre 1985 et 1989, quand des mouvements de la vieille Angleterre se faisaient dévorer tout cru par des prédateurs, britanniques et étrangers, qui voyaient de plus en plus grand, visaient de plus en plus haut. Ces pirates de la libre entreprise, rusés et ambitieux, avaient enlevé coup sur coup Distillers, Plessey, Debenham, House of Fraser et Rowntree. Parfois, l'agresseur pesait moins que l'agressé.

Puis, le vent a tourné. Le début de la récession, la nouvelle situation politique après la démission de M^{me} Thatcher, la fragilisation du système financier britannique ont réduit le nombre d'OPA. La découverte de la manipulation massive de cours lors de l'offre publique d'achat Guinness sur Distillers en 1986, les déboires de jongleurs du Stock Exchange

comme les frères Saatchi, le boxeur George Walker, ou Aziz Madir (Poly Peck) avaient porté un coup sévère à cette tornade d'OPA. Les prises de contrôle et les fusions de sociétés britanniques ont chuté de moitié entre 1989 et 1990. Au total, quelque 1 491 transactions ont eu lieu en un an en Grande-Bretagne, représentant 27,6 milliards de livres, contre 1 622 marchés conclus l'année précédente pour 49 milliards. Selon l'étude publiée récemment par IDD-Exel Financial, à Londres, le reflux s'est accentué lors des six premiers mois de 1991, avec seulement 534 coups de Bourse.

La confiance et les élections

Comment expliquer la reprise des OPA? « Le redressement économique actuellement observé est certainement la principale cause, mais non la seule », précise Sir Laurie. L'inflation en passe d'être vaincue, la baisse constante du loyer de l'argent, l'amélioration des performances des entreprises entretiennent un climat d'optimisme qui permet aux grands patrons d'afficher à nouveau le sourire. La confiance est de retour. Dans pareilles circonstances, pour

des groupes surcapitalisés comme Hanson ou BTR, la Grande-Bretagne retrouve ses atouts de pays d'économie ouverte, réputé pour la souplesse de la législation dans le domaine des fusions et acquisitions (les « M. and A. », comme disent les hommes de la City, les *mergers and acquisitions*), son système très performant d'intermédiaires spécialisés, efficaces et rapides.

Les étrangers ne sont d'ailleurs pas en reste, comme le souligne le dynamisme des sociétés européennes (de la CEE et de Scandinavie), qui interviennent pour la moitié des transactions amicales sur la place de Londres. Enfin, derrière l'activisme retrouvé des raiders se profilent également des préoccupations électorales. Un scrutin général doit se dérouler au plus tard en juillet 1992. Or le Labour, qui fait jeu égal avec les conservateurs dans les intentions de vote, ne cache pas son hostilité à l'encontre de « l'OPA-manie ». En cas de victoire des travaillistes, les acquisitions hostiles seront systématiquement soumises à la commission de la concurrence. BTR, Hanson et Williams Holdings passent d'ailleurs pour d'importants bailleurs des Tories, au pouvoir depuis douze ans.

Quelles seront les prochaines

proies? Les noms les plus couramment cités dans le Square Mile — le quartier financier londonien — sont les groupes d'alimentation Allied-Lyons, United Biscuits et Cadbury-Schweppes, les chaînes de distribution comme Sainsbury (qui possède le grand magasin Selfridges), des firmes de bâtiment. Bref tout ceux qui ont souffert du resac économique.

A plus long terme, les avis demeurent partagés sur l'effet d'entraînement éventuel de cette relance des OPA. La fragilité du secteur manufacturier suggère une croissance bien molle outre-Manche. La chute des ventes de détail et l'endettement élevé des ménages sont de nature à tempérer les espoirs d'une reprise nourrie par la hausse de la consommation. Par ailleurs, malgré le bas niveau des cours des compagnies-cibles, les achats se font aujourd'hui à des prix que la revue *Acquisitions Monthly* juge trop élevés. « De nos jours, les raiders mettent immédiatement le prix fort pour emporter la mise dès le premier coup et éviter la sauvetage de l'entreprise agressive par un chevalier blanc », note Philip Higgs, rédacteur en chef de ce mensuel. Enfin, en cette période préélectorale, un gouvernement, même conservateur, ne peut voir que d'un mauvais œil une vague déferlante d'OPA.

Une chose est claire, pour contrer les coups de Bourse hostiles lancés par des entrepreneurs britanniques, les directions des proies préfèrent appeler à la rescousse des chevaliers blancs de l'autre côté du Channel. C'est ainsi que Rascal Electronics a chargé son banquier de lui trouver un sauveur sur le Continent prêt à le tirer des griffes du raider anglais Williams. Autre temps, autres mœurs.

MARC ROCHE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Actionnaires de Total, voici des résultats qui ne sauraient manquer de vous intéresser.

Progression de 34 % du bénéfice par action au 1^{er} semestre 1991.
Division par quatre de l'action TOTAL.

Le Conseil d'Administration de TOTAL, dans sa séance du 19 septembre 1991, a examiné les comptes du 1^{er} semestre 1991, tant pour le groupe consolidé que pour la maison-mère.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

En millions de francs (MF)	1 ^{er} sem. 1991	1 ^{er} sem. 1990	Année 1990
Chiffre d'affaires	69 584	53 125	128 445
Marge brute d'autofinancement	7 614	5 872	11 432
Résultat opérationnel des secteurs d'activité	5 767	4 170	7 936
Résultat net part du Groupe	3 610	2 571	4 064
Résultat par action (en francs)	75	56	89

Par rapport au 1^{er} semestre 1990, le chiffre d'affaires progresse de 31 %; à structure comparable, c'est-à-dire sans tenir compte de l'acquisition de Spontex et des activités chimiques d'Orkem, la hausse aurait été de 20 %.

La marge brute d'autofinancement est en progression de 30 % et le résultat net part du groupe de 40 %; comme au 1^{er} semestre de 1990, l'impact d'éléments exceptionnels sur ces comptes a été très faible.

Compte tenu de la création d'actions liée à la fusion avec l'OFP-Omnium Financier de Paris, le résultat par action s'élève à 75 F (+34 %).

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Le résultat opérationnel des secteurs d'activité, en hausse de 38 %, se décompose ainsi :

En millions de francs (MF)	1 ^{er} sem. 1991	1 ^{er} sem. 1990	Année 1990
Exploration-Production (hors Moyen-Orient)	1 418	1 169	3 034
Raffinage-Distribution	3 084	2 230	3 011
Trading et Moyen-Orient	512	414	959
Chimie de spécialités	723	334	926
Secteur minier	30	23	6
TOTAL	5 767	4 170	7 936

Tous les secteurs d'activité du Groupe ont participé à la progression de l'ensemble.

L'exploration-production hors Moyen-Orient a tiré parti de la hausse des productions de gaz, particulièrement en Indonésie, d'un niveau moyen de prix du brut plus élevé qu'au 1^{er} semestre 1990 et de la revalorisation des prix du gaz en Mer du Nord et en Extrême-Orient.

La contribution de l'aval au résultat opérationnel d'ensemble avait atteint 53 % au 1^{er} semestre 1990. Elle atteint un niveau identique au 1^{er} semestre 1991. Au-delà du gonflement temporaire des marges de

raffinage au cours des 2 premiers mois de l'année, ce secteur bénéficie, de façon continue, de l'amélioration structurelle des marges de raffinage et du taux de marche des raffineries en Europe. Les marges de distribution, en revanche, continuent de subir, particulièrement en France, les effets d'un marché très concurrentiel. Aux États-Unis, la situation du raffinage-distribution demeure déprimée sous l'effet de la récession économique en cours.

Le secteur Trading et Moyen-Orient a amélioré son résultat grâce à une hausse sensible des productions de brut dans les Émirats ainsi qu'au développement des tonnages écoulés sur les marchés internationaux.

La hausse du résultat des spécialités chimiques s'explique non seulement par l'intégration des actifs chimiques d'Orkem et de la société Spontex, mais aussi par la poursuite d'un bon niveau de performance chez Hutchinson.

Enfin, le secteur minier a confirmé son retour à l'équilibre enregistré en 1990.

Les investissements bruts du Groupe ont atteint 8 582 MF contre 14 104 au 1^{er} semestre 1990 (dont 8 251 MF au titre de l'acquisition des actifs d'Orkem).

En dépit de cet effort relativement soutenu d'investissement, le ratio d'endettement (dettes financières nettes sur fonds propres) a été ramené à 0,32 contre 0,36 à la fin de 1990.

Au total, après les tensions provoquées par la crise du Golfe sur le prix du brut au 2nd semestre 1990, puis sur les marges de raffinage en janvier-février 1991, le Groupe a réalisé depuis le printemps 1991 des performances industrielles et commerciales de bonne qualité dans ses différents segments d'activité. Ces performances se sont maintenues au cours de l'été.

TOTAL SOCIÉTÉ MÈRE

Le bénéfice de TOTAL s'établit à 2 273 MF contre 668 MF au 1^{er} semestre 1990.

En vue d'améliorer la liquidité du titre TOTAL, le Conseil d'Administration a décidé de convoquer pour le mois de décembre 1991 une Assemblée Générale Extraordinaire ayant pour objet de prélever sur les primes et réserves de la société les sommes nécessaires pour porter le nominal de l'action TOTAL de 50 F à 200 F et de le diviser par quatre.



ON NE S'APPELLE PAS TOTAL PAR HASARD

Détérioration de la balance des paiements britannique

La balance des paiements courants de la Grande-Bretagne a été déficitaire de 543 millions de livres (5,4 milliards de francs) en août 1991, et le déficit de juillet a été révisé en forte hausse, à 406 millions de livres après une estimation initiale de 185 millions.

La légère reprise de la consommation récemment observée a porté les importations à leur plus haut niveau depuis dix-neuf mois, à 9,9 milliards de livres en août, gonflant complètement l'effet positif d'exportation record de 9,1 milliards. Le déficit commercial est creusé à 743 millions de livres contre 606 millions en juillet (légalement révisé en hausse après une estimation initiale de 565 millions).

A l'approche des probables élections, le débat politique est vif. Les travaillistes soulignent le manque de solidité de l'économie puisque le début de reprise provoque un déséquilibre des comptes extérieurs. Ils réclament des mesures structurelles. Le gouvernement réagit que « la confiance revient » avec la fin de la récession.

Les dernières statistiques confirment l'ampleur du recul subi par l'économie outre-Manche. Au deuxième trimestre, le PIB a chuté de 0,6 % après une baisse de 0,9 % au premier trimestre. Cette chute est la quatrième consécutive. Elle porte le recul du PIB à 3,7 % pour les douze derniers mois, mais le PIB non pétrolier a baissé de seulement 0,3 % au deuxième trimestre et de 3,2 % sur l'année.

RECTIFICATIF. — Dans le texte de notre entretien avec M. Philippe Herzog, chef de file des économistes du PCF (*Le Monde* du 24 septembre), une erreur de transmission nous a fait malencontreusement prénommer Albert l'économiste américain Herbert Alexander Simon, Prix Nobel d'économie en 1977. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous excuser de cette confusion.

حكايا من الراحل

ECONOMIE

INDUSTRIE

Les difficultés du secteur des pneumatiques

Michelin a perdu 1,06 milliard de francs au premier semestre

L'agitation boursière de ces derniers jours autour du titre Michelin était-elle vraiment motivée? Le redressement de la firme de Clermont-Ferrand, numéro un mondial du pneumatique, va incontestablement prendre plus de temps que certains, dans les milieux financiers, semblaient l'espérer.

Le groupe français, qui a rendu public, mardi 24 septembre dans la matinée, ses résultats pour le premier semestre 1991, est toujours solidement enraciné dans le rouge. Les pertes annoncées (résultat net part du groupe) se sont élevées à 1,06 milliard de francs sur les six premiers mois de 1991 contre «seulement» 363 millions de francs au premier semestre 1990.

Ces mauvaises performances — dues, en partie, au coût des restructurations engagées par la firme depuis l'an dernier (elles ont pesé à hauteur de 683 millions de francs sur le résultat final) — ne semblent pas inquiéter outre mesure l'état-major du groupe.

Michelin estime d'ailleurs que

les objectifs de son plan de redressement qui avait pour but «le retour à l'équilibre du résultat courant dans la dernière partie de l'exercice 1991» sont en voie d'être atteints. Le résultat courant sur les six premiers mois de 1991 s'est en effet limité à 290 millions de francs, alors que, précise-t-on chez Michelin, «les marchés n'ont pas connu la reprise escomptée» et que «la situation s'est même dégradée».

Toujours de plein fouet par le marasme de l'industrie automobile, le secteur du pneumatique doit gérer une hausse de ses volumes. Le groupe français qui affirme avoir maintenu ses parts de marché depuis le début de l'année affiche un chiffre d'affaires semestriel de 32,97 milliards de francs dont la progression de 21 % est essentiellement imputable à l'intégration dans les comptes de la nouvelle filiale américaine Uniroyal. A périmètre comparable, les ventes du groupe sont en repli de 1,1 %.

AGRICULTURE

Le projet de budget pour 1992

M. Mermaz accorde la priorité aux éleveurs en difficulté

En présentant son projet de budget pour 1992, M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture et de la Pêche, n'a pas voulu participer à la polémique traditionnelle sur les chiffres. *Silicium sensu*, d'une année sur l'autre, le budget (36,87 milliards de francs) de son administration est en baisse de 3,9 %, mais si l'on décompte la subvention de l'Etat (en recul) en budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) et les bonifications d'intérêt (moins lourdes, à cause de la baisse du coût des ressources bancaires), on aboutit à une augmentation de 2,9 %. Au total, l'ensemble des concours publics à l'agriculture, y compris les versements européens, atteignent, 153,3 milliards de francs.

«Le malaise agricole, a déclaré M. Mermaz, n'est pas une question de budget. Il a ajouté que les priorités en 1992 concernaient d'abord les aides aux éleveurs (bovins et

ovins) en difficulté et aux exploitants endettés. Les programmes d'aide au revenu agricole, soit 554 millions de francs, progressent de 10 %. A propos de l'installation des jeunes agriculteurs, l'effort financier restera au même niveau qu'en 1991, grâce à une participation accrue du Fonds européen (FEOGA) et permettra à 12 000 nouveaux exploitants de choisir le métier agricole.

Les crédits de l'enseignement et de la recherche progressent de 6,8 % et prévoient l'ouverture de 150 postes de 40 pour l'enseignement supérieur. La création de 50 postes de vétérinaire est aussi annoncée. Enfin M. Mermaz a précisé que 200 millions sur deux ans seront débloqués au titre de l'aide alimentaire à l'URSS et indiqué qu'il se rendrait dans ce pays vraisemblablement en octobre «dès qu'il y aura un interlocuteur identifié à Moscou».

REPÈRES

CONCURRENCE

La CEE et les Etats-Unis coordonnent leur action

Sir Leon Brittan, commissaire à la concurrence de la Communauté européenne, et le gouvernement des Etats-Unis ont signé lundi 23 septembre à Washington un accord pour coordonner l'application de leurs législations en matière de concurrence.

L'accord stipule que Washington et la CEE devront mutuellement s'informer lorsque les mesures d'application de leurs propres lois anti-trust (répression des pratiques restrictives et contrôle des fusions et des acquisitions) sont susceptibles d'affecter des «intérêts importants» de l'autre partie.

Si l'une des deux parties estime qu'une atteinte à la concurrence commise sur le territoire de l'autre partie est susceptible de menacer ses propres intérêts, elle pourra demander à l'autre partie de prendre des mesures. — (AFP.)

EN BREF

La CFTC souhaite la convocation d'un «Grenelle de la croissance et de l'emploi». — Plus tôt que de participer au mot d'ordre de grève générale de vingt-cinq heures lancé par FO, la commission exécutive de la CFTC a demandé, lundi 23 septembre, «la convocation immédiate d'un Grenelle de la croissance et de l'emploi entre le gouvernement, les confédérations syndicales et le patronat». Le but de cette réunion serait, selon la CFTC, d'examiner, par secteur industriel, les besoins d'investissement et de soutien à l'activité afin que des mesures soient prises dans le cadre du budget 1992. «Si le gouvernement refuse

FINANCES PUBLIQUES

Le déficit budgétaire allemand plus faible que prévu

L'unification allemande aura-t-elle coûté finalement moins cher qu'attendu? La Bundesbank, banque centrale allemande, indique dans son dernier rapport mensuel que les impôts rentrés en 1991 mieux que prévu et que les dépenses sont moins fortes. Au total, le déficit du budget fédéral pourrait s'établir au bas de la fourchette des estimations faites au printemps : plus près de 150 milliards de deutschemarks (560 milliards de francs) que de 170 milliards. Il pourrait même être inférieur.

La Bundesbank rappelle toutefois que ce déficit représente encore 5 % du PNB. Elle continue à réclamer de nouvelles coupes dans les dépenses.

Enfin la banque centrale allemande confirme à son tour les premiers signes du redressement de l'économie dans les provinces de l'Est grâce à la construction et aux services.

d'organiser un tel rendez-vous, a-t-elle conclu, la CFTC sera prête à organiser une action dure d'un commun accord avec les confédérations.» — La compagnie Pan Am, qui a été rachetée au mois d'août par Delta Airlines, n'a changé de président. Le conseil d'administration a nommé à ce poste M. Russel Ray, précédemment vice-président marketing et ventes de Mc Donnell-Douglas, en remplacement de M. Thomas Plaskett. Largement réorganisée par Delta, Pan Am n'assure plus que des vols vers Miami, l'Amérique latine et Paris.

COMMUNICATION

Le succès des chaînes du rire

Sky Television (Murdoch) lance un sixième canal consacré à la comédie

Le rire a encore de beaux jours à la télévision : non seulement les chaînes généralistes exploitent à fond ce filon, mais des chaînes entièrement dédiées au rire se créent. Ainsi Sky Television, le groupe britannique de télévision par satellite de M. Rupert Murdoch, vient-il d'annoncer le lancement au début d'octobre d'une sixième chaîne, Comedy Channel. La nouvelle venue sera cryptée, mais offerte gratuitement à tous les abonnés des chaînes cinéma de Sky Television. Pour commencer, elle n'émettra que de 16 heures à 24 heures, mais pourra ultérieurement étendre ses programmes, intégralement dédiés à l'humour.

Comedy Channel n'est pour l'instant qu'un instrument de marketing destiné à stimuler les abonnements à Sky Television. Son contenu sera très britannique — l'humour n'est pas un concept importé des Etats-Unis. Sur les réseaux câblés nord-américains existe une chaîne qui aligne vingt-quatre heures sur vingt-quatre comédies, sketches, films comiques, etc. Comedy Central est née en avril de la fusion de deux chaînes jusqu'alors concurrentes, Comedy Channel lancée en novembre 1989 par HBO (filiale de Time-Warner), et Hal lancée le 1^{er} avril 1990 par MTV Networks, du groupe Viacom.

Les deux chaînes perdaient de l'argent, et surtout avaient du mal à trouver des créateurs de diffusion sur des réseaux câblés submergés de demandes. Leur fusion a permis à Comedy Central d'augmenter nettement sa diffusion : la chaîne touche

déjà 20 millions de foyers (contre 12,5 en avril), et en espère 23 millions à la fin de 1991.

Malgré cette progression, Comedy Central devrait perdre de 30 à 50 millions de dollars cette année, mais espère arriver à l'équilibre financier à la fin de 1993. C'est que le public est au rendez-vous du divertissement. En France, la chaîne câblée Humour de la Générale des câbles et au grand regroupement des chaînes thématiques. Mais le succès de la radio Rires et Chansons témoigne d'un besoin qu'a le Français M. Jean-Paul Baudécroux, son fondateur, également patron de NRJ.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

EN BREF

Deux satellites mexicains pour Ariane. — La société Arianespace a signé, lundi 23 septembre, un contrat d'une valeur de 145 millions de dollars (environ 830 millions de francs) pour le lancement des satellites de télécommunications mexicains Solidaridad I et II. Ces deux engins, construits par la firme américaine Hughes Communications, devraient être lancés fin 1993 pour le premier et début 1994 pour le second. Ce nouveau contrat sur le continent sud-américain est une bonne chose pour Arianespace, qui, dans un avenir proche, va devoir se battre, tant en Asie que sur le continent américain, contre les lanceurs américains Atlas de General Dynamics et Delta de McDonnell Douglas.

Conséquence de la récession publicitaire dans la presse américaine

Time-Warner supprime 10 % des emplois dans ses magazines

Aux Etats-Unis, la presse écrite, et notamment les magazines, continue à souffrir de la baisse des recettes publicitaires. Le premier groupe mondial de communication, Time-Warner, a annoncé la semaine dernière une charrette de 105 licenciements (journalistes et employés) dans son secteur magazines, lequel comprend des titres comme Time (4,2 millions d'exemplaires diffusés) ou Life (1,9 million d'exemplaires) ainsi que Fortune, People, Sports Illustrated, Money Magazine, etc.

Cette mesure porte à plus de 600 le nombre de suppressions d'emplois décidées dans ce secteur depuis le début de l'été, soit 10 %

de l'effectif total des salariés. La baisse du volume des pages de publicité est particulièrement forte pour Life (28,6 % durant le premier semestre 1991), Fortune (23,5 %) et pour Time (21,2 %). Mais la direction du groupe presse de Time-Warner affirme que les licenciements décidés devraient permettre aux journaux de rester compétitifs, le erise étant selon elle purement conjoncturelle et en aucune façon liée à la dette énorme contractée il y a deux ans lors du rachat de Warner par Time (le Monde du 20 juillet 1989) et ébriée aujourd'hui à 8,7 milliards de dollars.

Moins de dix licenciements «secs» à Antenne 2. — Le nombre de salariés d'Antenne 2 devant faire l'objet d'un licenciement «devrait être inférieur à dix», a annoncé lundi 23 septembre la direction de la chaîne. C'est à l'issue de quatre réunions présidées par M. Eric Giully, directeur général, que la commission permanente du comité d'entreprise chargée d'examiner les départs volontaires et les possibilités de reclassements internes est arrivée à ce chiffre. Le comité d'entreprise a par ailleurs approuvé le départ de huit salariés protégés sur les treize cas examinés. Les premiers départs interviendront début octobre.

2^e Festival international de la télématique. — La seconde édition du Festival international de la télématique réunira à Tarbes, les 3, 4 et 5 octobre prochain, utilisateurs et professionnels de la télématique, élus locaux et financiers. Un jury établira un palmarès des «serveurs de haute qualité», et un colloque traitera notamment des développements de la télématique dans l'entreprise, le tourisme, l'enseignement et le service aux collectivités locales.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Actionnaires d'Hutchinson, voici comment vous associer au développement de Total.

Projet d'Offre Publique alternative d'Echange ou d'Achat d'actions HUTCHINSON.

Le Conseil d'Administration de TOTAL, réuni le 19 septembre 1991 sous la présidence de Serge Tchuruk, a décidé de proposer aux actionnaires d'HUTCHINSON d'échanger leurs actions contre des actions TOTAL ou de les céder en initiant une offre publique alternative d'échange ou d'achat selon la procédure simplifiée et de donner à cette offre le caractère principal d'offre publique d'échange.

Acquis par TOTAL en 1974, cette société, qui a fait face à de nombreuses difficultés au début des années 1980, a opéré un redressement remarquable. HUTCHINSON a su développer les trois grands secteurs de marché de son activité : automobile, industrie et grand public. Dans ce secteur notamment, HUTCHINSON a acquis en 1991 la société Spontex, lui donnant ainsi une position globale significative, mais entraînant en contrepartie une augmentation sensible de son endettement. Pour permettre à HUTCHINSON d'être en meilleure situation de saisir rapidement les opportunités de croissance dans un marché européen de plus en plus compétitif, TOTAL se propose de porter sa participation dans HUTCHINSON, actuellement de 83,8 %, à la quasi-totalité du capital.

Les modalités de cette opération seront soumises aux autorités boursières. Sous réserve de leur approbation, la parité d'échange proposée est de 21 actions "B" TOTAL pour 10 actions HUTCHINSON, et le prix d'achat proposé est de F 1700 par action HUTCHINSON.

Dans l'hypothèse où la totalité des actions détenues à l'extérieur du groupe serait apportée à l'offre publique d'échange, le nombre global d'actions existantes et potentielles de TOTAL, soit actuellement de 48,7 millions, augmenterait de 1,8 %.

Il est dans l'intention de TOTAL, si le niveau de réponse à l'offre le permet, de demander la radiation des actions HUTCHINSON de la cote officielle et leur transfert sur le Hors-Cote.

Une note d'information détaillant l'ensemble de l'opération sera mise à disposition du public dès que le visa de la COB aura été délivré.

Réuni le 19 septembre sous la présidence de Pierre Vailland, le Conseil de Surveillance d'HUTCHINSON a approuvé à l'unanimité le principe et les modalités proposées par TOTAL.

Le Conseil a estimé en effet que les actionnaires d'HUTCHINSON ont la possibilité, s'ils le désirent, de devenir, à des conditions attrayantes, actionnaires de TOTAL, groupe industriel de taille internationale, jouissant d'une excellente notoriété et d'une bonne appréciation sur les marchés financiers, notamment à travers la liquidité de son titre, tout en restant indirectement associés au développement d'HUTCHINSON.

hutchinson

TOTAL

ON NE S'APPELLE PAS TOTAL PAR HASARD

Handwritten note: "C'est la vie"

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 24 SEPTEMBRE

Cours relevés à 13 h 47

Réglement mensuel									
Comptes	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Comptes	VALEURS	Cours	Précéd.
4051	CALDEX	4070	4070	4080	+0.25	4051	CALDEX	4070	4070
4052	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4052	CAPI	4070	4070
4053	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4053	CAPI	4070	4070
4054	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4054	CAPI	4070	4070
4055	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4055	CAPI	4070	4070
4056	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4056	CAPI	4070	4070
4057	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4057	CAPI	4070	4070
4058	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4058	CAPI	4070	4070
4059	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4059	CAPI	4070	4070
4060	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4060	CAPI	4070	4070
4061	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4061	CAPI	4070	4070
4062	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4062	CAPI	4070	4070
4063	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4063	CAPI	4070	4070
4064	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4064	CAPI	4070	4070
4065	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4065	CAPI	4070	4070
4066	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4066	CAPI	4070	4070
4067	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4067	CAPI	4070	4070
4068	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4068	CAPI	4070	4070
4069	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4069	CAPI	4070	4070
4070	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4070	CAPI	4070	4070
4071	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4071	CAPI	4070	4070
4072	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4072	CAPI	4070	4070
4073	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4073	CAPI	4070	4070
4074	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4074	CAPI	4070	4070
4075	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4075	CAPI	4070	4070
4076	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4076	CAPI	4070	4070
4077	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4077	CAPI	4070	4070
4078	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4078	CAPI	4070	4070
4079	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4079	CAPI	4070	4070
4080	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4080	CAPI	4070	4070
4081	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4081	CAPI	4070	4070
4082	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4082	CAPI	4070	4070
4083	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4083	CAPI	4070	4070
4084	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4084	CAPI	4070	4070
4085	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4085	CAPI	4070	4070
4086	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4086	CAPI	4070	4070
4087	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4087	CAPI	4070	4070
4088	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4088	CAPI	4070	4070
4089	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4089	CAPI	4070	4070
4090	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4090	CAPI	4070	4070
4091	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4091	CAPI	4070	4070
4092	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4092	CAPI	4070	4070
4093	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4093	CAPI	4070	4070
4094	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4094	CAPI	4070	4070
4095	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4095	CAPI	4070	4070
4096	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4096	CAPI	4070	4070
4097	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4097	CAPI	4070	4070
4098	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4098	CAPI	4070	4070
4099	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4099	CAPI	4070	4070
4100	CAPI	4070	4070	4080	+0.25	4100	CAPI	4070	4070

COMPTANT (sélection)

VALEURS			VALEURS			VALEURS			Etrangeres		
	% du net	% du coupon		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours
Obligations											
Emp.Ét. 8.95/77	121.05	2.98	CJM	1035	....	Mig. Unipac	182	182	A.E.G.	811	811
Emp.Ét. 9.95/82	100.75	1.98	CITRAIM 98	2600	....	Migamot	670	685	Alcatel N. Soc.	370	370
10.90X 79/94	102	0.16	Colson	100	98 10	Mig. Deloit	573	586	Alcan Aluminat.	113	106 13
Emp.Ét. 79/94	100.30	1.98	Colson	259	....	Mig. Deloit	573	586	Alcan Alumina	135	135 10
Emp.Ét. 12.25/84	102.80	11.73	Cogeco	325	....	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
Emp.Ét. 17% 86...	110.40	8.47	Cogeco	511	....	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
10.25% 1988 86	104.35	4.00	Cogeco	4800	4700	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
OAT 10% 5/2000	105.90	3.27	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
OAT 9.5% 12/1999	104.65	7.73	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
OAT 9.5% 11/1998	103.10	8.38	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
OAT 10.30% 1988	102.80	11.73	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
PTT 11.25 96	105.40	8.36	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
Off 10.30% 88	101.40	8.27	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
Off 10.25% nov 90	105.20	5.40	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CNA 10 % 1979	....	5.35	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 5000 5000	90.45	2.11	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 5000 5000	89.15	2.11	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 5000 5000	88.15	2.11	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 11.25 96	101.13	3.13	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 10.50 5000	89.61	2.11	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.5 96	....	3.78	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 10.90% oct 85	87.45	2.70	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244
CHD 9.50% 96 100	132.10	....	Cogeco	430	405	Mig. Deloit	573	586	Am. Bank	244	244

ÉDUCATION

Le projet de budget

L'enseignement supérieur sera le principal bénéficiaire de l'effort de l'Etat en 1992

Malgré la rigueur budgétaire exercée, le projet de loi de finances pour 1992 réaffirme la priorité accordée, depuis trois ans, à l'éducation nationale. Cet effort bénéficiera, principalement, à l'Université.

Les spécialistes du budget ont un sens aigu de l'euphémisme. M. Gérard Méoudi, directeur de cabinet de M. Lionel Jospin, n'a pas failli à la règle en présentant, lundi 23 septembre, le projet de budget de l'éducation nationale. Dans un contexte marqué par un effort accru de « maîtrise de dépenses publiques », le projet de loi de finances traduit, a-t-il souligné, un « renforcement de la priorité », à l'éducation.

Non seulement le budget de la rue de Grenelle sera, à nouveau, en 1992, le premier budget de l'Etat, mais avec 262,5 milliards de francs, contre 248,3 milliards en 1991, il progressera de 5,7 %, soit un rythme beaucoup plus rapide que pour l'ensemble du budget de l'Etat (+3,1 %). Depuis 1989, les crédits de l'éducation nationale auront augmenté de près de 65 milliards de francs. On ne saurait mieux démontrer que

M. Jospin a tiré son épingle du jeu lors des arbitrages budgétaires. On ne saurait plus habilement esquiver le constat d'une sensible décélération de l'effort de l'Etat après les budgets de 1990 et 1991, respectivement en hausse de 8,8 et 9 %.

L'évolution du nombre des créations d'emplois de fonctionnaires de l'éducation le confirme. Alors que l'ensemble de la fonction publique verra ses effectifs diminuer de 2 800, la rue de Grenelle enregistre 5 825 créations nettes d'emplois. Le bilan serait flateur si l'on n'avait enregistré plus de dix mille créations d'emplois (10 664) au budget de 1991.

Il est vrai qu'aux yeux des budgétaires, les chiffres sont trompeurs. A ces 5 825 créations nettes d'emplois, il convient d'ajouter, pour analyser l'évolution à structures comparables, l'équivalent des 2 981 emplois d'élèves-instituteurs, supprimés cette année du fait de la création des instituts universitaires de formation des maîtres, mais compensés par la création d'allocations pour les élèves-professeurs de ces nouveaux IUFM. Si l'on tient compte, en outre, des quelque 400 emplois de professeurs associés de l'enseignement supérieur qui devraient être pris en charge directement par les crédits propres des universités, on obtient un total de 9 448 emplois ou « quasi emplois » nouveaux, soit une réduction de l'effort de l'ordre de 11 % - seulement - par rapport à l'an dernier.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 23 et mardi 24 septembre 1991.

DES DÉCRETS

- Du 23 septembre 1991 approuvant des modifications apportées aux statuts du Crédit foncier et communal d'Alsace et de Lorraine.

- N° 91-967 et 91-968 du 23 septembre 1991 modifiant le code de la Sécurité sociale (deuxième et troisième parties : décrets en Conseil d'Etat) et relatifs au complément d'allocation d'éducation spéciale.

- N° 91-971 du 23 septembre 1991 modifiant le livre II du code rural et relatif aux réserves de chasse et de faune sauvage.

UN ARRÊTÉ

- du 23 septembre 1991 portant désignation au Conseil national d'aménagement du territoire.

Un statut interministériel pour l'IHESI

Deux ans après sa mise en place par le ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Pierre Joxe, l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI) s'est vu doté d'un statut, le 10 septembre, par décret du premier ministre.

La dimension interministérielle de l'IHESI, qui demeure sous l'autorité du ministre de l'Intérieur, est affirmée : la politique générale de l'institut sera arrêtée par un conseil d'orientation où siègent les directeurs des principaux services de sécurité (justice, police, gendarmerie, douanes, santé, sécurité civile, environnement) ainsi que des personnalités désignées par le ministre de l'Intérieur. La triple vocation de l'institut - centre de formation supérieure, centre de recherches, lieu de communication - est confirmée.

► Nouvelle adresse : IHESI, 19, rue Péciot, 75015 Paris.



Constructions, bourses et recherche

La perspective n'a rien de réjouissant si l'on tient compte de la pression démographique des élèves et des étudiants. Si le ministère de l'éducation nationale table sur une réduction sensible dans le primaire (-33 000) et sur une faible augmentation dans les lycées (+7 000), il s'attend à une poussée forte dans les collèges (+55 000) et, pour la quatrième année consécutive, dans les universités (+76 000).

C'est d'ailleurs l'enseignement supérieur qui est le grand bénéficiaire de ce projet de budget. Alors que les crédits alloués à l'enseignement scolaire (écoles, collèges, lycées) augmentent de 4,1 %, ceux de l'université progressent, avec une enveloppe de 36 milliards de francs, de 17,4 %. Si l'on ne tient pas compte des transferts résultant de la création des IUFM, dont l'ensemble des moyens relève désormais des crédits universitaires, l'enseignement supérieur voit tout de même ses crédits augmenter de plus de 3,7 milliards de francs (+12,9 %).

Outre la création de 2 300 emplois d'enseignants (1 474 enseignants-chercheurs et 800 emplois du second degré), l'accent est mis sur l'attribution de 1 870 allocations de maîtres et maîtres normaliens de l'enseignement supérieur, de 510 emplois de personnels administratifs et techniques et de 90 emplois de bibliothécaires. Là encore l'effort de l'Etat sera largement compensé par la pression démographique des étudiants et par la multiplication de nouveaux établissements (instituts universitaires de technologie et universités nouvelles) très gourmands en moyens lors de leur période de démarrage.

Dans le cadre du plan Universités 2 000 de développement de l'enseignement supérieur, les crédits d'équipement sont portés, par le projet de budget, à 3,1 milliards de francs en autorisations de programme et à 3 milliards en crédits de paiement (contre 1,7 milliard en 1991). Des crédits que le ministère de l'éducation se fait fort de savoir dépenser en temps et en heure.

Trois points méritent enfin d'être mentionnés. Les IUFM, généralisés cette année, bénéficieront de près de 6 000 transferts d'emplois d'enseignants et non enseignants et de la création de 7 300 allocations supplémentaires pour les élèves-professeurs (+3 700 pour le primaire, +3 500 pour le secondaire). La taxe des bourses aux étudiants seront relevées de 3 % et le nombre des bénéficiaires devrait augmenter de 12 %. Enfin le budget de la recherche universitaire sera porté à 2,2 milliards de francs (+13 %), à quoi s'ajouteront 1 000 primes supplémentaires d'encadrement doctoral pour les universitaires, ce qui portera le nombre total à 5 300 primes en 1992.

GÉRARD COURTOIS

Naissances

- Régis DURAND et Fabienne DURAND-BOGAERT ont la joie d'annoncer la naissance de Emeline.

Paris, le 18 septembre 1991.

- M^{me} Ivan KRATISOWITS a la joie d'annoncer la naissance de sa petite-fille.

Mia,

le 15 juillet 1991, au foyer de Stéphane et Agnès.

93160 Noy-sous-Grand.

Mariages

- M. Alain ROCHE et M^{me} Monique Lubin, née Hervé CHERADAME et M^{me} Françoise Marabou, sont heureux d'annoncer le mariage de leurs enfants.

Muriel et Laurent,

qui sera célébré le 28 septembre 1991, à 16 heures, en l'église de Mézières-lez-Cléry (Loiret).

- David, Anna-Deborah et Elias partagent le bonheur de leurs parents.

Anne-Marie et Paul-Laurent ASSOUN,

qui fêtent à Vienne leur vingtième anniversaire de mariage.

Décès

- M^{me} René Belhoste, son épouse, M. et M^{me} Jean-François Belhoste, M. et M^{me} Bruno Belhoste, Anne et Olivier Dugas-Belhoste, ses enfants, Alexandre, Maxime, Nicolas, Julien, Victor, Arthur et Grégoire, ses petits-enfants, Les familles Belhoste, Comar et Leredu, ont la douleur de faire part du décès de

M. René BELHOSTE,

survenu le 22 septembre 1991, à Mesnil-sous-Vienne (Eure).

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 25 septembre, à 14 h 30, en l'église de Mesnil-sous-Vienne.

L'inhumation aura lieu vers 16 heures, au cimetière de Gisors, dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Muette, 27150 Mesnil-sous-Vienne, 23, rue La Bruyère, 78000 Versailles.

PFENO Gisors. Tél. : 32-55-21-86.

- M^{me} Claire Blanchet-Buis et sa fille Marie-Madeleine, Le général et M^{me} Georges Buis, M. et M^{me} Philippe Blanchet-Buis et leurs enfants, M^{me} Claude Blanchet-Buis, M. et M^{me} Jean-Claude Blanchet, M^{me} S. Le Marchand, M. et M^{me} R. Pajoni et leur fille, Et l'équipe du *Nouvel Observateur*, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 19 septembre 1991, dans l'exercice de sa profession, de

Pierre BLANCHET-BUIS.

Un service religieux sera célébré en l'église Saint-Louis des Invalides, 2, avenue de Tourville, Paris-7, le mercredi 25 septembre, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu dans l'immédiat à Belley (Ain).

(Le Monde du 21 septembre.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5614

VERTICALEMENT

1. Ouverte par celui qui veut s'élever. - 2. Quand on est au bord, tout paraît noir. En coupe. - 3. N'en est pas un quand il est bleu. Dans les Hautes-Alpes. - 4. Note. Travailleurs étrangers. - 5. En Allemagne. Une saleté. - 6. Quand ils sont petits, peuvent être essimés aux mauvais traitements. - 7. Deux cantons dans l'eau. Blanchit en hiver. - 8. Autrefois, il était inévitable. Participe. - 9. L'usage les fait gonfler.

HORIZONTALEMENT

I. Certains ont bon cœur. - II. Peut être la réponse du berger. - III. Limite un bosso. Tout un drame. - IV. Pas indifférent. Très utile quand on est prévenu. - V. Apparus. Règles. - VI. Se méfie des vieillards branchés. - VII. N'est pas suffisant pour un gros appétit. - VIII. Dieu pour Moïse. Passe généralement très vite. - IX. Utiles pour ceux qui veulent rester à la page. - X. Dans un alphabet étranger. Conjonction. - XI. Son coup peut troubler l'eau. Restés inconnus.

Solution du problème n° 5613

HORIZONTALEMENT

I. Papillon. - II. Ironie. Es. - III. Santé. Mai. - IV. Cité. Lent. - V. Ires. Dé. - VI. Festonné. - VII. Amour. - VIII. Road. Été. - IX. Mue. Sissal. - X. Erin. La. - XI. Seigle.

VERTICALEMENT

1. Placiforme. - 2. Araire. Ours. - 3. Portes. Saie. - 4. Intestat. Ni. - 5. Lie. Omis. - 6. Lâ. Lino. III. - 7. Me. Nues. - 8. Néandertal. - 9. Sites. Élan.

GUY BROUTY

CARNET DU Monde

- Lucia Cuthala a l'impressionnante tâche de faire part du décès de

Jean CATHALA,

survenu à Paris le 23 septembre 1991.

La levée du corps aura lieu le mercredi 25 septembre, à 7 h 30, à l'amphithéâtre de la Pitié-Salpêtrière, 22, rue Brant, 75013.

L'inhumation aura lieu le même jour dans l'immédiat au cimetière Saint-Georges à Périgueux.

Ni fleurs ni couronnes.

16, rue des Orchidées, 75013 Paris.

(Le Monde du 24 septembre.)

- M^{me} Pierre Devaux, son épouse, M. Stéphane Devaux, M. et M^{me} Jean-Yves Matte, ses enfants, M^{me} Geneviève Rodé, sa belle-mère, M. et M^{me} Pierre Delarbre, M^{me} André Defemme et ses enfants, ses cousins et cousines, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre DEVAUX,

survenu subitement le 22 septembre 1991, à l'âge de soixante-six ans, à Roye (Somme).

Priez pour lui.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 25 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre-le-Liens de Vaux-sur-Seine (Yvelines).

Réunion à l'église.

Un registre à signatures tiendra lieu de condoléances.

L'inhumation aura lieu le même jour, vers 17 heures, au cimetière d'Auberson (Creuse), dans le caveau de famille.

61, boulevard Angibout, 87400 Vaux-sur-Seine.

- Le bâtonnier et M^{me} Pierre-Michel Dreyfus, Paul-Olivier et Françoise Seligman, Marc-David Seligman, ont la douleur de faire part du décès dans sa quatre-vingt-dixième année de

M^{me} Jean-Michel DREYFUS, née Frédy Lehmann.

Les obsèques auront lieu au cimetière israélite Saint-Roch d'Avignon, le mercredi 25 septembre 1991, à 16 h 30.

1, rue Dorée, 84000 Avignon, 1, rue de Liège, 75009 Paris.

- François FENAL

nous a quittés le 20 septembre 1991.

Ses nombreux amis et collègues s'associent à la douleur de Simone, sa femme, de ses enfants, de sa famille.

Chaleur humaine, imagination, générosité, suscitant autour de lui affection et attachement.

Cadre d'entreprise, journaliste, consultant, François était connu et apprécié des milieux coopératifs et de la distribution.

Nous gardons de lui un souvenir plein de vie.

CARNET DU MONDE
Renseignements :
40-65-29-94

- Radojka Hazan, sa femme, Denise Venot, sa mère, Charles-Henri Hazan, son père, Barbara Hazan, sa sœur, et Erle Didier, Michel et Jean Nicol, Claude Mooney et Michèle Mass, Alexandre et Jeannette Milic, ont la douleur de faire part de la mort de

Olivier HAZAN,

à l'âge de trente-six ans.

8, rue Cavallotti, 75018 Paris.

- M^{me} Berthe Thérèse Kornbajzer, M^{me} Marc Kornbajzer et leurs enfants, M. et M^{me} Frédéric Sayag, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Abraham KORNBAJZER, croix de guerre, évadé de France, médaille militaire,

survenu le 18 septembre 1991, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu le 20 septembre, au cimetière de Bagneux.

Il aurait aimé qu'on se souvienne de

Aline,

sa fille, disparue à Auschwitz, le 31 août 1942, à l'âge de trois ans.

1255, rue A.-Fauchaux, 45770 Saran.

- La comtesse Isabelle de La Roche-foucauld, Le duc et la duchesse de La Roche-foucauld,

Le comte et la comtesse de La Roche-foucauld, M^{me} Solange Fagnolle, ses enfants, ses petits-enfants, ses arrière-petits-enfants et ses arrière-arrière-petits-enfants,

ont le chagrin de faire part du décès de

Dieu, le 20 septembre 1991, de la

duchesse de LA ROCHEFOUCAULD, née Fels,

commandeur de la Légion d'honneur, membre de l'Académie royale de langue et littérature françaises de Belgique.

Les obsèques, suivies de l'inhumation dans le caveau de famille, ont eu lieu à Montmirail (Marne).

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

29, rue Octave-Failliet, 75016 Paris, 42, avenue Gabriel, 75008 Paris, 180, rue de Grenelle, 75007 Paris.

(Le Monde du 24 septembre.)

- Jacques et Solange Nobécourt, Gilles et Chantal Rivière, Jean et Françoise Nobécourt, Marie-Catherine Nobécourt, Denis et Angélie Nobécourt, Jean-Marie et Brigitte Goussier, ses enfants, Ses petits-enfants et vingt-deux arrière-petits-enfants, Toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} René-Gustave NOBÉCOURT, née Denise Bluet,

endormie dans la paix du Seigneur, à Bayeux, le 21 septembre 1991, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques seront célébrées en la cathédrale de Rouen, le mercredi 25 septembre, à 15 h 30.

Ils rappellent le souvenir de son époux,

René-Gustave NOBÉCOURT, historien et journaliste,

décédé le 10 mars 1989, à Rouen.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, place Edmond-Rostand, 75006 Paris, 22, rue Grusse, 14000 Caen, 11, rue des Terrasses, 76130 Mont-Saint-Aignan, 2, rue de la Poissonnerie, 14400 Bayeux, Route de Kercharete, 56390 Grand-Champ, 43, rue du Nord, 76000 Rouen.

DEMANDE NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

- La direction et le personnel de la Maison Hermès ont la tristesse de faire part du décès de

M. Francis PUECH, chevalier de la Légion d'honneur, administrateur des sociétés du groupe Hermès depuis 1938 et vice-président d'Hermès jusqu'en 1984,

rappelé à Dieu, le mardi 17 septembre 1991, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu le lundi 23 septembre, en l'église réformée du Saint-Esprit, 5, rue Roquette, Paris-8.

L'inhumation a eu lieu dans l'immédiat, au cimetière protestant de Nîmes.

Hermès, 24, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

- Les Editions Salabert, La Fondation Francis et Mica Salabert, ont la grande peine de faire part du décès de

M^{me} Eugénie (Mica) SALABERT, officier de la Légion d'honneur, président-directeur général des Editions Salabert (1947-1981), présidente d'honneur de la fondation portant son nom,

survenue le 20 septembre 1991.

La cérémonie religieuse a été célébrée le mardi 24 septembre, à 15 heures, en l'église orthodoxe roumaine, 9 bis, rue Jean-de-Beauvais, Paris-5. L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise dans le caveau de famille.

Messes anniversaires

Une messe sera célébrée le samedi 3 octobre 1991, à 18 h 30, à l'intention de

Paul-Louis BEAUMONT, inspecteur général honoraire de l'Instruction publique, croix de guerre avec palmes, officier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques,

en l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, Paris-1^{er}.

Anniversaires

- « Ne craignez pas ainsi la mort et craignez davantage la vie insuffisante ».

B. Bouché (La Mère).

Il y a un an

Marthe BER

nous quittait.

Paris. Tes vœux. Tes prières. Et tes amis ne l'oublient pas.

Marthe, toi qui nous a tant donné et qui vivais pleinement.

Il y a dix ans nous quittait

Véronique BONNEL.

M. Yves Bonnel, Charlotte et Thomas Bonnel, M^{me} Jacques Senez, Et M. Hervé Bonasse, invitent tous ceux qui l'ont aimée à avoir pour elle une pensée particulière.

Soutenances de thèses

- Georges Prudhomme : « La renaissance du nationalisme écossais, 1844-1928 ». Université Paris-III (Sorbonne nouvelle) salle Bonjean, samedi 28 septembre 1991, à 14 heures.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94 ou 40-65-29-96

Les avis peuvent être insérés

LE JOUR MÊME

à l'adresse suivante : 9 h

au siège du journal,

18, rue Falguère, 75018 Paris

Tél. : 208 808 F

Télécopieur : 45-65-77-13

Tarif de la ligne H.T.

Tourne rubriques : 82 F

Abonnés et annonceurs : 90 F

Communications diverses : 95 F

Thèses étudiants : 50 F

Les lignes en capitales grises sont insérées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

CONFÉRENCE - L'Association internationale des étudiants en science économique et commerciale (AIESEC) de Dauphine organise, du 18 au 23 novembre, les « Journées africaines » dans l'enceinte de l'université de Paris-Dauphine. Les thèmes abordés durant les conférences seront, le 19 : « Les économies de la francophonie » ; le 20 : « Produire et vendre en Afrique » ; le 21 : « Les problèmes sociaux et écologiques du développement ».

► Renseignements : AIESEC, tél. : (1) 47-55-08-73.

كندا من الأصل

Le commerce extérieur de la France a été déficitaire de 3,8 milliards en août

Le commerce extérieur de la France a été déficitaire de 3,8 milliards de francs en août, soit à peu près comme en juin et juillet. Les exportations ont atteint - après correction des variations saisonnières - 101,39 milliards de francs, en recul de 4,2 % par rapport à juillet.

Les importations se sont élevées à 105,19 milliards de francs, en recul de 4,2 % également par rapport au mois précédent. Sur un an (août 1991 comparé à août 1990), les ventes à l'étranger (+ 2,7 %) progressent plus vite que les importations (+ 1,2 %).

En août, la balance commerciale des produits manufacturés a été déficitaire de 3,7 milliards de francs soit sensiblement moins que le déficit moyen mensuel enregistré l'année dernière (4,8 milliards de francs). Si l'on ne prend pas en compte le matériel militaire, le déséquilibre d'août est plus important : 5,1 milliards de francs (- 6,5

milliards en moyenne sur les douze mois allant d'août 1990 à juillet 1991).

L'excédent agro-alimentaire a atteint 4 milliards de francs en août soit un peu moins qu'en moyenne mensuelle 1990 (4,3 milliards). Enfin le déficit de la balance énergie a de nouveau été lourd (8,8 milliards contre 7,8 milliards en moyenne l'année dernière) pour des raisons de prix (+ 3 % en un mois) mais plus encore de quantités importées.

Par pays, les résultats s'améliorent avec l'Italie, la Grande-Bretagne, les États-Unis et le Japon. Seule exception : le solde avec l'Allemagne se détériore, passant de - 349 millions à - 1,18 milliard de francs. Mais au total avec les pays de la CEE, la France dégage un excédent de 714 millions, ce qui n'est pas si fréquent.

Sur les huit premiers mois de l'année, le déficit cumulé de notre balance commerciale atteint 30 milliards de francs. En 1990, le commerce extérieur avait été déficitaire de 50 milliards de francs sur l'ensemble de l'année.

Huit opposants libéraux condamnés sans jugement à des peines de six mois à trois ans de prison

Membres de l'Association de défense de la liberté et de la souveraineté du peuple d'Iran, huit opposants libéraux viennent d'être condamnés à des peines allant de six mois à trois ans de prison ferme. Ils avaient été arrêtés en juin 1990 pour avoir adressé une « lettre ouverte » au président Rafsanjani demandant la restauration des libertés garanties en principe par la Constitution. Les huit condamnés sont MM. Abdolali Bazargan, fils de Mehdi Bazargan, ancien premier ministre de l'Iran (Khomeiny, Ali Ardalan, Mohamed Reza Movahed, Mehdi Tavakoli, Hachem Sabeghan, Abulfazi Mir-Chachabani, Habib Davaran et Akbar Zarinab. Selon l'agence officielle IRNA, sept autres personnes arrêtées en même temps n'ont pas été reconnues coupables et devraient être relâchées.

Selon les milieux de l'opposition, les huit condamnés n'ont pas été jugés, ils ont simplement comparu en avril dernier devant une personne qui ne s'est pas présentée comme un juge et qui leur a notifié que le procureur du tribunal

IRAN

révolutionnaire islamique de Téhéran abandonnait l'accusation selon laquelle ils avaient été en contact avec la CIA mais maintenant qu'ils auraient « pris part à des actions contre la sécurité intérieure et extérieure du pays » et auraient propagé des « rumeurs contre le système de la République islamique ». Les condamnés n'ont eu connaissance des peines qu'il y a environ un mois, à la prison des Comités où ils avaient été individuellement convoqués, sans avoir eu la possibilité et les moyens de se défendre.

Ces condamnations arbitraires prononcées à la sauvette risquent d'avoir de graves conséquences pour certains des détenus dont M. Ali Ardalan, qui fut ministre des finances dans le premier gouvernement de la République islamique. Agé de 80 ans, il souffre de graves troubles cardiaques et rénaux et est menacé de décès. Il y a une semaine, il avait été transféré à l'hôpital Pasteur de Téhéran, mais a depuis regagné sa cellule de la prison d'Evine.

J. G.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Barbares

C'EST pas bientôt fini, cette querelle sémantique autour de cette fichue INVASION évoquée à mauvais bon escient par M. le ministre de l'Intérieur, devant l'ampleur des remous soulevés par son pavé, lancé au tout doublement politique, dans la mare aux canards, il a raculé, de peur d'être ébloué, en relevant la base de son pantalon : Bon, bon, ja retire, qu'est-ce que vous penseriez de GRANO MOUVEMENT DE POPULATION ? Je pense que, vague pour vague, on pourrait trouver une expression qui le soit moins.

Faute de Littré, j'ai charché dans le Petit Robert le mot adéquat. A commencer par celui d'INCURSION proposé par Pesquis : court séjour d'envahisseurs en pays ennemi. Court, ça colle pas. Long, je dis pas.

IRRUPTION : Ex. Les irruptions de Barbares dans l'Empire ottoman. Oh là là ! Ja ma suis empressée de tourner la page.

ÉRUPTION : Voir à poussée. Ça va pas, ça fait pousser-vous de là que je m'y mets.

INTRUSION : Ingérence de l'étranger dans nos affaires. Ils

sont d'un discourtois, les dictionnaires !

RAID : Opération de destruction s'avancant très loin en territoire ennemi. Pourquoi ennemi ? Nous, on les aime, nos travailleurs venus d'ailleurs. Autre acception : l'attaque aérienne. A écarter. Qu'est-ce qui s'est profilé derrière un Mirage ? le charter.

RAZZIA : Attaque d'une troupe de pillards... Glissos.

ENVAHISSEMENT : Certainement pas, ça vous a des relents d'Occupation, de pays écrasé sous la botte allemande, une odeur de... Oh ! pardon !

DÉFERLEMENT : Fig. La déferlement des Barbares en Gaulle. Encore ! C'est une véritable obsession, les Barbares, dans ce pays qui passe pour une terre d'accueil.

INONDATION : Fig. Afflux massif. Voir INVASION.

A force de tourner en rond, de basculer d'antonymes en synonymes, j'en ai perdu la boule. Même le mot IMMIGRATION est hautement suspect vu que dans le Robert il équivaut à MIGRATION. Laquelle ? Ben, tiens, celle des Barbares ! Si, si, je vous jure, regardez vous-même.

□ Démission de l'ambassadeur de Yougoslavie en France. - M. Bozidar Gago (de nationalité croate), ambassadeur de Yougoslavie en France, a démissionné de ses fonctions diplomatiques, au-on après lundi 23 septembre. Les autorités de Zagreb avaient récemment demandé aux Croates exerçant des fonctions dans l'administration fédérale et la diplomatie de quitter leurs postes.

□ Une nappe de pollution menace la Côte d'Azur. - Une nappe de pollution d'hydrocarbures, localisée lundi 23 septembre au large du cap d'Antibes, a dérivé vers le sud et s'est approchée, dans la matinée de mardi, à 3 kilomètres des côtes,

entre Théoule (Alpes-Maritimes) et Saint-Raphaël (Var). La mini-nappe noire occupe une surface fragmentée de 5 kilomètres carrés.

□ Comapêche : fin du conflit à Saint-Malo. - Les trois chaînes de la société de Saint-Pierre-et-Miquelon interpellées ont quitté le 24 septembre le port de Saint-Malo, où ils étaient bloqués depuis deux semaines par les marins de l'armement concurrent et local Comapêche, à la suite d'un accord intervenu la veille entre l'entrepreneur malouin et le secrétaire d'État à la Pêche, M. Jean-Yves Le Drian. Les responsables de Comapêche ont reçu l'assurance que leur entreprise serait soutenue financièrement par l'État d'ici à la fin 1991.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Immigration : Une proposition honteuse, par Michel Rocard ; Les idées courues de M. Longuet, par J.-J. Dupeyron ; La critique du démarcage de Georges Bortol, par Roland Dumas. 2

Escalade à Pékin

Une délégation polonaise critique vivement le régime chinois. 4

La crise yougoslave

..... 6

Le PS et le budget

Les socialistes font part à M. Cresson de leur inquiétude devant la montée du chômage. 9

Les journaux parlementaires de l'UDF

M. Millon invite l'opposition à réviser « toutes les démarches électorales, clientélistes ou populistes ». 10

Diagonales

« A Lacanot », par Bertrand Poirot-Delpech. 11

L'épiscopat opposé à l'euthanasie

Un appel des évêques français aux pouvoirs publics et aux médecins. 13

Le projet de budget de l'éducation

L'enseignement supérieur sera le principal bénéficiaire en 1992. 30

SCIENCES • MÉDECINE

• Du rififi dans la cosmétologie
• L'ordonnance du pharmacien
• La réurrection d'Olympia
• Les surprises de Locmariaquer
• Un entretien avec l'ancien président de l'INRA. 15 à 17

« Henri VIII » à Compiègne

L'opéra de Saint-Saëns est donné au Théâtre impérial, dont la construction, antémoderne sous Napoléon III, a été achevée sous François Mitterrand. 18

SECTION B

L'aide aux pays de l'Est

Les prêts de la Banque mondiale ont augmenté de 60 % en un an. 21

Les négociations sur l'UNEDIC

Un traitement particulier pour les salariés du spectacle. 22

Le projet de budget de l'agriculture

Priorité aux éleveurs en difficulté. 27

Services

Abonnements 2
Carnet 30
Marchés financiers 28
Météorologie 31
Mots croisés 30
Radio-Télévision 31
Spectacles 20

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 24 septembre 1991 a été tiré à 529 538 exemplaires.

Les réactions après les déclarations de M. Giscard d'Estaing sur l'immigration

• M. Léotard (PR) : « M. Le Pen me tromperait sur sa route ». - Le président d'honneur du Parti républicain, M. François Léotard, a affirmé que M. Jean-Marie Le Pen le « tromperait sur sa route » s'il existe un « risque » de voir le président du Front national figurer au deuxième tour de l'élection présidentielle. « Je ne souhaite pas qu'un jour on l'ait les thèses de M. Le Pen solent au sommet de l'État », a déclaré M. Léotard sur TF1, il y a un moment où il faut dire que cela suffit. Notre pays mérite mieux que ces espèces d'effluves de foire qui sont en train de faire croire aux Français qu'ils vont régler leurs problèmes, alors qu'ils en sont totalement incapables. »

• M. Fabius (PS) : « Le déshonneur ». - Pour le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, un responsable public doit « s'adresser à l'intelligence de la population, et non pas à ses pulsions les plus basses ». M. Fabius a observé que si l'ancien président de la République cherchait par ses propos à « rattraper les thèses de M. Le Pen, il ne rattrapera rien du tout, mais au bout du compte il renforcera l'extrême, l'intolérance, et finalement le déshonneur. »

• M. Le Pen (FN) : « intrusion ». - Le président du groupe RPR du Sénat, M. Charles Pasqua, a déclaré que le terme d'« intrusion » est « plus adapté » à la situation de l'immigration que celui d'« invasion », employé par M. Giscard d'Estaing. Soulignant le « risque »

du gouvernement, M. Jack Lang, a annoncé qu'il va créer un « front pour la fraternité », regroupant « des intellectuels, des hommes d'Église, des hommes politiques de tous les partis » afin de lutter contre le racisme et la xénophobie.

• M. Méhaignerie (CDS) : « indigestion disproportionnée ». - M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, a jugé « disproportionnée et intéressée » l'indignation de ses collègues de la majorité et de l'opposition devant les propos de M. Giscard d'Estaing, tout en reconnaissant ceux-ci « maladroits » lorsque la situation est tendue. Dénonçant l'« excès de discours et l'insuffisance grave d'action » dans le domaine de l'immigration, M. Méhaignerie a souhaité que le Parlement soit saisi d'un projet de loi reformant le code de la nationalité et rétablissant un « nouveau régime » (lieu des faits généraux de l'opposition sur l'immigration en 1990) « pour mettre au clair les discordances » apparues « à la fois chez M. Giscard d'Estaing et M. Chirac ».

• M. Pasqua (RPR) : « intrusion ». - Le président du groupe RPR du Sénat, M. Charles Pasqua, a déclaré que le terme d'« intrusion » est « plus adapté » à la situation de l'immigration que celui d'« invasion », employé par M. Giscard d'Estaing. Soulignant le « risque »

A la tête d'une flotte de plus de 200 navires

L'armateur de Hongkong Yue Kong Pao est décédé

Sir Yue Kong Pao, qui était l'un des plus importants armateurs du monde, établi à Hongkong depuis 1949, est décédé le lundi 23 septembre dans la colonie britannique. Il était âgé de soixante-trois ans. Retiré des affaires depuis 1986, il souffrait depuis deux ans d'une grave maladie.

Le gouverneur de Hongkong, Sir David Wilson, a rendu hommage à l'homme d'affaires et au philanthrope en soulignant qu'il avait été le premier, dans la colonie britannique, à acquiescer à une « stature internationale ».

Yue Kong Pao était né en 1918 dans une famille pauvre de l'est de la Chine. Après avoir travaillé comme employé de banque à Shanghai, il quitta la Chine communiste pour se réfugier à Hongkong où il établit un empire commercial fondé sur une flotte marchande de plus de

deux cents navires, la Worldwide Shipping. Ses navires naviguent sous divers pavillons, notamment ceux des Bermudes et du Libéria.

Il y a quatre ans, comme ses collègues armateurs milliardaires de Hongkong, MM. Tung ou Chao, le groupe de Sir Yue avait traversé de sévères difficultés. Il a ensuite investi sa fortune dans l'immobilier, l'aviation, les communications, les médias, la banque, l'hôtellerie, tout en développant son mécénat dans les arts, la santé et l'éducation, à Hongkong comme en Chine populaire, où il était retourné en visite en 1984. Depuis, il jouait un rôle influent d'intermédiaire commercial et financier entre Pékin et le monde occidental. C'était un proche de Deng Xiaoping et du secrétaire général du Parti communiste chinois Jiang Zemin.

(Publicité)
Etudes en Université CALIFORNIE FLORIDE
Stage linguistique ou études
Année : 60 000 F env.
Semestre : 35 000 F env.
Cours, logement, repas inclus.
University Studies in America
French Office, 57, rue Charles-Lafitte
92200 Neuilly (1) 47-46-09-19

ÉCOLE EUROPÉENNE des ANTIQUAIRES et amateurs d'Art ADULTES et JEUNES
Début des cours le 14 octobre
Paris-Lyon-Suisse Belgique
Tél. (1) 47-72-01-02

ISIC ANIMÉ PAR DES REPS
20 CYCLE
MARKETING-VENTES
MANAGEMENT
INTERNATIONAL
DIPLOMES EUROPÉENS + USA
ACCÈS : DEUG - BTS - DUT
10 CYCLE
BTS COMMERCE
INTERNATIONAL
BTS ACTION COMMERCIALE
40-45-10-11
PARIS - PORTE DE VERSAILLES

Depuis 1894
DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur
COSTUMES MESURE à partir de 2 690 F
PANTALONS 896 F VESTONS 1 796 F
3 000 tissus
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES
MANTEAUX ET PARDESSUS
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

SCIENCE & VIE
HIGH-TECH
PHOTO-VIDÉO-TV
QUEL MATÉRIEL CHOISIR ?

1992 sera l'année des choix.
TV haute définition, disque compact enregistrable, visiophone, chaînes hi-fi miniatures... Hier, c'était de la science fiction. Aujourd'hui, c'est dans un numéro spécial : SCIENCE & VIE HIGH TECH. Demain, ce sera dans votre salon.
Que faut-il acheter et quand ? Qu'est-ce qui va encore changer ? Les réponses aux questions que vous vous posez sont dans SCIENCE & VIE HIGH TECH. A lire absolument avant de choisir.
PHOTO-VIDÉO-TV : LES INNOVATIONS 1992
28 F CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مكتبة من الأصل